

# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE



## Quatrième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale

(27 mars-2 avril 1999)

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»*

Léon Trotsky

# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

Présentation ..... p. 3

**Le Manifeste du Quatrième Congrès mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale** ..... p. 7

**Rapport sur la situation mondiale  
et les tâches  
de la IV<sup>e</sup> Internationale (extraits)** ..... p. 35

**Réponse du rapporteur sur la situation mondiale  
et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale (extraits)** .... p. 49

**Résolution politique générale  
adoptée par le Quatrième Congrès  
de la IV<sup>e</sup> Internationale (extraits)** ..... p. 55

**Résolution sur la question nationale  
adoptée par le Quatrième Congrès  
de la IV<sup>e</sup> Internationale (extraits)** ..... p. 65

**Quelques aspects de la discussion du congrès :**

— **La construction du Labor Party aux Etats-Unis  
et la question du parti noir**  
(intervention d'un camarade américain, extraits) ..... p. 71

— **Construire la IV<sup>e</sup> Internationale en Asie**  
(intervention d'un délégué du Bangladesh,  
extraits) ..... p. 75

— **L'Afrique dans la situation mondiale  
et la place du Tribunal pour juger les crimes commis  
contre les peuples d'Afrique**  
(intervention d'un camarade d'Afrique du Sud,  
extraits) ..... p. 78

— **“Il s’agit d’une crise mondiale”**  
(intervention d’un délégué de Roumanie,  
extraits) ..... p. 79

— **Conquêtes ouvrières, libertés démocratiques  
et cadre national**  
(intervention d’un délégué de Belgique,  
extraits) ..... p. 81

— **Au cœur des questions vitales  
pour l’avenir de l’humanité :**  
**“Les forces productives ont cessé de croître”**  
(intervention d’un délégué du Pérou,  
extraits) ..... p. 82

**Résolution sur les “guerres humanitaires”**  
(extraits) ..... p. 85

**Résolution sur la conférence mondiale ouverte  
de San Francisco**  
(extraits) ..... p. 89

**Résolution sur les structures d’organisation  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**  
(extraits) ..... p. 93

# Présentation

Le Quatrième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est tenu du 27 mars au 2 avril 1999. Des délégués, élus par toutes les sections de l'Internationale, se sont rassemblés, ainsi que des invités, des observateurs appartenant à des courants ou à des organisations qui, avec la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections, dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, combattent sur le terrain de l'indépendance du mouvement ouvrier.

Les décisions prises par le Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale concernent, bien sûr, ses sections et ses militants. Mais en associant à son congrès des invités d'autres courants, la IV<sup>e</sup> Internationale démontrait pratiquement que la discussion préparatoire à ce congrès et celle qui s'y déroulait n'étaient pas l'affaire "privée" des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elles relevaient des problèmes les plus fondamentaux, auxquels tous ceux pour qui le combat émancipateur de la classe ouvrière demeure la seule voie de sauvegarde des acquis de la civilisation ont à faire face.

Des représentants de quarante-cinq pays, venus d'Afrique, d'Asie, des Amériques et d'Europe, étaient présents. Des représentants de cinq pays n'avaient pu être présents du fait de la situation dans leur pays ou de problèmes de visa.

Ainsi, se manifestait une fois encore le fait que si la "mondialisation" signifie la pleine liberté, pour les capitaux spéculatifs, d'envahir un pays ou de l'abandonner en laissant derrière eux un champ de ruines, la liberté démocratique élémentaire de se rendre d'un pays à un autre est en permanence bafouée.

Le Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est réuni alors même que l'agression de l'OTAN se déchaînait en Yougoslavie, que villes et villages de Serbie et du Kosovo étaient écrasés sous les bombes, que des centaines de milliers de réfugiés étaient jetés sur les routes.

La IV<sup>e</sup> Internationale, dans son congrès, a immédiatement établi que l'intervention meurtrière en cours n'avait rien à voir avec le droit des peuples, avec le droit d'aucun peuple des Balkans à décider de lui-même de son sort. Au contraire, cette guerre est dirigée contre les intérêts et les droits de tous les peuples de la région.

*“Arrêt immédiat des bombardements et de l'intervention impérialiste !  
Retrait des troupes ! Droit de tous les peuples et de toutes les nations  
à disposer d'eux-mêmes !”*

Ces mots d'ordre sont l'axe d'une campagne immédiate, placée sur le terrain du front unique avec toutes les forces qui refusaient la guerre et l'atteinte meurtrière aux droits des peuples, campagne qui s'est développée dans toute l'Europe et aux Etats-Unis, et qui continue de se développer à l'échelle internationale face à la barbare escalade de l'OTAN, agissant sous la direction de l'impérialisme américain avec le plein engagement des gouvernements d'Europe, en particulier de ceux constitués par les partis de l'Internationale socialiste et les partis issus de la crise de l'appareil stalinien.

La guerre engagée sur le continent européen concentre les aspects les plus essentiels de la situation mondiale. Elle exprime de manière tragique, pour les peuples pris en otages, l'impasse du système capitaliste, sa putréfaction à ce point avancée de la décomposition de l'impérialisme. Il y a quelques années, s'était imposée, comme résumant la situation du continent africain, la formule d'un expert américain : “Afrique utile” et “Afrique inutile”.

La guerre qui fait rage aujourd'hui au cœur de l'Europe, sous des prétextes “ethniques” manipulés sans scrupules par les fauteurs de guerre impérialistes, montre que c'est là la réalité que réserve pour toute l'humanité la perpétuation du système d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Les éléments les plus immédiats de la situation mondiale rejoignent ainsi les analyses les plus fondamentales de la IV<sup>e</sup> Internationale, les bases mêmes de sa fondation.

Aussi le congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale a-t-il en permanence lié l'analyse de questions théoriques essentielles, la vérification par les faits de la méthode marxiste et les questions les plus directes de l'intervention des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale dans la lutte des classes.

C'est pourquoi une large part du temps de ce congrès a été consacrée au travail des commissions constituées par le congrès. Commission travaillant sur le Manifeste du Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale et sur la résolution politique générale, commission sur la question nationale, commission sur les structures d'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale, commission sur les responsabilités de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses

sections dans la préparation de la conférence mondiale ouverte de l'an 2000, à San Francisco, commissions continentales (Afrique, Asie, Amériques, Europe).

C'est ainsi que la discussion sur le Manifeste adopté en conclusion de ce congrès — et qui ouvre ce numéro de *La Vérité* — n'a rien eu d'une discussion formelle. La discussion sur ce Manifeste a occupé près de six heures ; plus de 40 délégués ou observateurs sont intervenus pour préciser tel ou tel point, présenter des amendements, des ajouts. Ce Manifeste représente vraiment la concrétisation collective de ce que fut ce Quatrième Congrès.

Pendant le congrès, s'est également réunie une commission qui a travaillé sur les finances de l'Internationale. En effet, l'un des aspects essentiels de l'indépendance politique de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est son indépendance financière. C'est uniquement par les cotisations de chaque militant, de chaque section, par le soutien apporté à la IV<sup>e</sup> Internationale — et, dans ce cas précis, à la préparation et à la tenue de son congrès — par des militants qui, sans être nécessairement membres de la IV<sup>e</sup> Internationale, estiment importante la tenue de ce congrès, que la IV<sup>e</sup> Internationale assure son fonctionnement.

La discussion sur les questions théoriques a naturellement recoupé la discussion sur la place de la IV<sup>e</sup> Internationale, et donc sur les enseignements qu'il fallait tirer de son combat. Il fallait, de ce point de vue, revenir sur le fait que ce congrès était le quatrième, alors que la IV<sup>e</sup> Internationale avait été fondée il y a 61 ans, en 1938, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, que le Deuxième Congrès mondial s'était tenu en 1948, dans les conditions de l'immédiat après-guerre, et qu'enfin, le Troisième Congrès mondial avait eu lieu en 1951. Ce demi-siècle, marqué par les développements contradictoires de la lutte des classes, où se sont succédé les manifestations de ce que Trotsky caractérisait comme le contenu même du XX<sup>e</sup> siècle, "*guerres, révolution et contre-révolution*", a été une période de combats difficiles pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le Troisième Congrès mondial a, en effet, été celui où un courant liquidateur de la IV<sup>e</sup> Internationale et de son programme a provoqué la dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation, conduisant à la liquidation politique de plusieurs de ses sections. Le long combat pour la défense du programme et des principes de la IV<sup>e</sup> Internationale, inséparables de l'intervention organisée sur la base de ce programme dans la lutte des classes, a abouti en 1993 à la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, inséparable de la mise en œuvre d'une stratégie visant à l'action commune de toutes les forces qui se situent sur le terrain de l'indépendance de classe.

Le Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui a décidé que le prochain congrès se tiendrait dans une période de dix-huit mois, a également décidé que ce Cinquième Congrès aurait comme l'un des points

principaux de son ordre du jour la discussion sur le bilan de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est en appliquant ces principes et cette méthode, en plaçant au centre de l'activité de ses sections la défense de l'indépendance des organisations ouvrières que le congrès mondial a donné une grande place à la préparation de la Conférence mondiale ouverte de San Francisco pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales et des libertés démocratiques.

Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans le respect des formes décidées par les initiateurs de la conférence mondiale de San Francisco et à égalité de droits et de devoir avec toutes les composantes qui se retrouvent dans l'appel à cette conférence, prendront toutes leurs responsabilités pour en assurer le succès.

Le Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale a constitué un véritable congrès mondial, non seulement du fait de sa représentativité, mais du fait de la méthode de discussion qui a été la sienne de bout en bout. Les discussions ont été menées dans le respect de la démocratie ouvrière, des différences de point de vue, des nuances, des désaccords. Elle a été menée en cherchant à chaque moment à aboutir à des conclusions pratiques pour l'action, expression la plus élevée de l'analyse de la situation mondiale, de la vérification et de l'approfondissement des questions théoriques.



# **Manifeste du Quatrième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**Travailleurs, militants, jeunes,  
le congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale  
vient de se tenir**

**(27 mars-2 avril 1999)**

**1** **Travailleurs, militants, jeunes, le Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale vient de se tenir.** Il fait suite à la conférence qui a reproclamé la IV<sup>e</sup> Internationale en 1993, à partir du constat que le programme de fondation, rédigé par Léon Trotsky et adopté voilà soixante et un ans, a été vérifié dans les faits. La IV<sup>e</sup> Internationale s'inscrit dans la continuité de la Première, de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales. Elle s'inscrit dans la continuité de toute l'histoire du mouvement ouvrier mondial, qui s'est constitué dès l'origine sous l'égide de l'indépendance et s'est développé sous le signe de la Commune de Paris, puis de la révolution d'Octobre 1917.

Le Quatrième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale vient de se tenir, au moment même où les puissances impérialistes coalisées ont déclenché des bombardements meurtriers contre les peuples serbe et kosovar.

## 2 A quelle situation les travailleurs et les peuples sont-ils confrontés ?

Depuis un quart de siècle, au nom de la “crise”, puis de la “mondialisation”, les coups les plus brutaux et les plus destructeurs sont portés contre les classes ouvrières et les peuples du monde entier. Les gouvernements imposent les licenciements par dizaines et dizaines de millions et chassent les paysans de leurs terres. Au nom de la “baisse du coût du travail”, les classes ouvrières du monde entier voient leurs conditions d’existence se dégrader. La paupérisation frappe la classe ouvrière et toutes les couches salariées dans le monde entier.

Depuis un quart de siècle, les capitalistes et leurs représentants ont pris l’ensemble de ces mesures au nom de “l’amélioration à venir de la situation”. Combien de fois les travailleurs ont-ils entendu ce refrain : “*Les licenciements d’aujourd’hui sont les profits de demain, qui seront donc les investissements d’après-demain et, par là même, créeront les conditions de la reprise de l’économie*” ? Or voici ce que les chiffres indiquent de manière indiscutable :

- D’une part, les vagues de licenciements et de restructurations ont permis et permettent des profits sans précédent. Des montagnes et des montagnes de profits spéculatifs se sont dégagés et se dégagent sur la base de la destruction de la force de travail.

- Mais, en même temps, les licenciements effectués entraînent sans cesse d’autres licenciements. Chaque aggravation de la misère des masses entraîne de nouvelles aggravations. Chaque étape sur la voie de la décomposition appelle de nouvelles étapes sur la voie de la décomposition.

## 3 Il n’y a à cela aucun mystère. La crise à laquelle l’humanité est confrontée, c’est la crise de décomposition du régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production.

Cette fin de XX<sup>e</sup> siècle confirme ce que, au début du siècle, Lénine, analysant “*l’impérialisme, stade suprême du capitalisme*”, avait mis en évidence. Arrivé au stade impérialiste, le régime capitaliste est confronté à une contradiction majeure : la conquête du marché mondial étant achevée, le régime capitaliste — qui, dans sa phase ascendante, a développé les forces productives et créé l’industrie, le chemin de fer, la poste, etc., en relation même avec la conquête et l’élargissement du marché mondial — n’est plus à même de favoriser l’essor des forces productives. Au contraire, la contradiction va croissant entre la capacité intrinsèque du régime capitaliste à développer la production et les limites de la consommation, donc de la réalisation de la plus-value.

De ce fait, tout le système capitaliste se trouve déstabilisé.

Le capital, c'est, en effet, pour reprendre la définition de Marx, un "*rapport social d'exploitation*". Ce système social est tout entier fondé sur l'extorsion de la plus-value, c'est-à-dire du travail gratuit arraché à la classe ouvrière (même si les capitalistes et leurs représentants tentent de diluer l'existence de la plus-value dans la catégorie plus large de "valeur ajoutée"). Mais la plus-value n'est extorquée que dans la production des marchandises. Elle ne peut être réalisée par les capitalistes que si les marchandises sont consommées par le marché mondial. La contraction et la dislocation du marché mondial font obstacle à la réalisation de la plus-value et entravent son extorsion même.

Dès lors, en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, l'impérialisme pourrissant ne peut se survivre qu'en développant les tendances suivantes : d'une part, fuite grandissante des capitaux, incapables de se mettre en valeur dans le cadre de la production, vers la spéculation ; mais, dans la mesure même où la source de tout le profit est la plus-value, dans la mesure même où la plus-value n'est extorquée que dans le procès d'exploitation de la force de travail, la survie du rapport d'exploitation (qui se prolonge dans le processus de spéculation-destruction) ne peut être obtenue qu'en aggravant les conditions d'exploitation. Toute la contradiction du régime d'exploitation capitaliste arrivé dans sa phase de putréfaction ultime réside en ce que tous ses efforts se concentrent dans une véritable destruction de la principale force productive : le travail humain, entraînant la liquidation des transports, de la poste, de l'industrie, etc. C'est, pour l'impérialisme pourrissant, la condition nécessaire pour restaurer les marges de profitabilité menacées par la dislocation du marché mondial. Et, en même temps, la source même d'extorsion de la plus-value est ainsi systématiquement remise en cause.

Ainsi, la survie du régime capitaliste décomposé ne se caractérise ni par une simple "crise" ni par l'absence de capitaux, car ce marasme s'est accompagné d'un enflément gigantesque des profits réalisés dans la spéculation. Les capitalistes eux-mêmes reconnaissent qu'il y a excédent de capitaux, qui ne trouvent pas à s'investir et qui, de ce fait, s'orientent de plus en plus vers la spéculation.

Cette contradiction s'exprime dans un ébranlement profond de tout le système de la propriété privée des moyens de production. Il s'agit d'un processus de démantèlement, qui met en danger l'existence même de la classe ouvrière, de ses salaires et de ses acquis sociaux. Au Mexique comme au Brésil ou en Indonésie, mais aussi aux Etats-Unis et dans les pays d'Europe.

**4** A l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, la survie du régime fondé sur l'exploitation de la force de travail (c'est-à-dire sur l'extorsion de la plus-value dans le cadre de la propriété privée des moyens de production) engendre une politique constante de destruction de la force de travail. Cette politique de destruction frappe aussi bien la classe ouvrière que la

petite paysannerie chassée des terres, la jeunesse soumise à une décomposition sans précédent et les couches intermédiaires et supérieures de la classe ouvrière, les femmes travailleuses qui sont expulsées du monde du travail, les cadres et les techniciens aussi bien que les médecins. Aucune couche sociale n'est épargnée aujourd'hui par la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production.

C'est la raison pour laquelle la IV<sup>e</sup> Internationale, dans la continuité des trois Internationales ouvrières qui l'ont précédée, réaffirme, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle : plus que jamais, l'avenir de la civilisation humaine est contradictoire avec la survie du régime en putréfaction de la propriété privée des moyens de production. L'humanité, qui souffre des conséquences de la décomposition du capitalisme, ne trouvera de solution à sa situation que dans l'expropriation du capital, dans l'appropriation collective des moyens de production, dans l'établissement de la République universelle des conseils ouvriers.

## **Les contradictions du régime capitaliste se sont transformées pour l'ensemble de l'humanité en souffrances inhumaines**

**5** C'est un fait : en cette fin de siècle, les contradictions du régime capitaliste se sont transformées pour l'ensemble de l'humanité en souffrances inhumaines. La faim, les épidémies, les guerres dites "humanitaires", qui ravagent la terre entière, la drogue... : sous toutes les formes, le spectre de la barbarie menace l'humanité. Des conflits armés ravagent les quatre coins de la planète, la guerre dite "humanitaire" bat son plein en Europe : telle est la réalité imposée à l'humanité par ce régime. Huit cents millions de personnes, selon les chiffres officiels, sont en situation d'"insécurité alimentaire", c'est-à-dire soumis à de véritables famines. Cent millions d'enfants vont mourir de faim dans les dix dernières années du XX<sup>e</sup> siècle. Les 225 individus les plus riches de la planète totalisent des avoirs équivalents à ceux dont disposent 2,5 milliards d'êtres humains !

Jamais, les antagonismes de classes n'ont été à ce point exacerbés.

Pendant des décennies, "sociologues", prétendus "théoriciens", professeurs en tout genre se sont, dans le monde entier, gaussés de la théorie marxiste de la paupérisation. Depuis des décennies, ils ont recherché partout des faits, réels ou imaginaires, des statistiques isolées et tirées de leur contexte, permettant de "prouver" que la situation de la classe ouvrière dans son ensemble, ou du moins de certains de ses groupes ou catégories,

ne cessait de s'améliorer. D'ailleurs, affirmaient-ils, pouvait-on encore parler de classe ouvrière ? Ne fallait-il pas, au contraire, constater que la société ne se divisait plus en classes sociales et que l'immense "classe moyenne" se substituait aux anciennes divisions sociales ? Bref, la théorie marxiste de la paupérisation était définitivement enterrée et, avec elle, l'existence même des classes sociales et de leur antagonisme.

A la place de la conception marxiste des antagonismes de classes "dépassée", ils introduisent celle de "société civile". Le forum de l'ONU de l'an 2000 et le sommet du Jubilé de l'an 2000 visent à faire accepter cette conception.

Et pourtant, aujourd'hui, qui peut nier l'odieuse réalité de la paupérisation sociale, mais aussi physiologique et biologique ? La destruction massive des forces productives devient la base même du "fonctionnement" du régime de la propriété privée des moyens de production. Elle s'exprime par les guerres, la désindustrialisation, la dévalorisation de la force de travail, la déqualification, le chômage partiel ou total, etc.

A un pôle de la société : 1 500 milliards de dollars s'échangent chaque jour sur les marchés, qui, à 98 %, ne relèvent que d'opérations spéculatives. A l'autre pôle de la société, on évalue à plus de 12 000 milliards le nombre de jours de travail détruits, dans les seuls pays développés de l'OCDE, chaque année.

## Barbarie ou socialisme ?

### 6 L'alternative est ainsi posée :

- L'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave d'une clique capitaliste mondiale triomphante, qui utilise ses diverses armes — l'OTAN (sous couvert de l'ONU) pour écraser militairement les peuples, l'euro et les manipulations monétaires pour les piller économiquement, les ALENA, ALCA, Mercosur et autres pactes de libre commerce, avec l'Organisation mondiale du commerce et les "pactes sociaux" intégrant les syndicats pour détruire l'indépendance des organisations ouvrières — pour mener à bien sa politique de destruction ? Et cette clique sera-t-elle à même de piller et d'étrangler les uns, jeter les miettes aux autres et partout enchaîner les travailleurs et les peuples dans le seul but de maintenir sa domination et d'aggraver la situation de souffrance des plus larges masses ?

- Ou bien les classes ouvrières et les peuples opprimés du monde entier parviendront-ils, en préservant les organisations qu'ils ont constituées dans leur lutte de classe et les conquêtes et garanties collectives

qu'ils ont arrachées, à préserver l'indépendance du mouvement ouvrier et, par là même, à ouvrir la voie à la conquête du pouvoir politique ?

**7** Qu'est-ce la "mondialisation" ? La "mondialisation", à l'aube de ce XXI<sup>e</sup> siècle, n'est rien d'autre que la reconnaissance que la lutte de classe reste au centre de la situation mondiale.

Lutte de la classe capitaliste pour "*abaisser le coût du travail*", c'est-à-dire détruire la force de travail elle-même, ouvrant la voie à la barbarie. Lutte de la classe ouvrière, qui, pour défendre la force de travail et les conquêtes de la classe ouvrière et de la démocratie, ouvre la voie à la seule solution alternative : le combat pour la socialisation des moyens de production.

Au nom de la "mondialisation" et du "libre commerce", les capitalistes s'arrogent le droit de déplacer leurs capitaux et leurs investissements à tout instant, d'un pays à l'autre, pour y chercher les meilleures conditions d'exploitation de la force de travail, mettre ainsi en concurrence les classes ouvrières les unes avec les autres et utiliser cette concurrence comme un chantage à l'emploi et à la dévalorisation de la force de travail.

La seule réponse à la "mondialisation", c'est l'Internationale ouvrière, c'est-à-dire l'action concertée et unie des travailleurs, des militants, des organisations dans le monde entier sur le terrain de la défense de la classe ouvrière et de la démocratie.

## L'héritage des Internationales ouvrières

**8** Depuis l'aube du mouvement ouvrier, comprenant le caractère universel de leur tâche, les ouvriers les plus conscients ont toujours tendu vers une association internationale. Les problèmes auxquels la classe ouvrière est aujourd'hui confrontée revêtent une telle ampleur que le congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale estime nécessaire de revenir sur tout le passé du mouvement ouvrier. C'est, en effet, la condition permettant de préserver le mouvement ouvrier vivant aujourd'hui.

Se constituer en Association internationale : cette question s'est trouvée posée dès les premiers pas du mouvement socialiste organisé, dès 1848. Préparées ainsi par le *Manifeste du Parti communiste* (1848), les bases en furent posées en 1864 à Londres par la Première Internationale. La première guerre franco-allemande (1870-1871) et l'écrasement de la

Commune de Paris minèrent la Première Internationale. Celle-ci disparut au milieu des années 1870. Mais, en même temps, du moins dans certains pays, sa disparition déboucha sur le développement des premiers partis ouvriers nationaux (en France, notamment) ou sur l'épanouissement de partis ouvriers déjà existants (Allemagne, Angleterre, etc). En 1889, ces partis se réunirent à Paris en congrès et créèrent la II<sup>e</sup> Internationale.

Sous la II<sup>e</sup> Internationale (qui n'a rien à voir avec l'actuelle Internationale dite "socialiste" de la "troisième voie"), le mouvement ouvrier constitua de puissants partis, qui arrachèrent des réformes significatives, progressistes, rendant possible, non seulement l'amélioration de la situation de la classe ouvrière dans les principaux pays industrialisés d'Europe et d'Amérique, mais aussi la constitution de véritables "bastions prolétaires" (syndicats, systèmes de retraite, conventions collectives...) insérés dans les institutions mêmes des Etats bourgeois.

Cependant, cette situation créa également une couche de dirigeants dont la majorité reconnaissait en parole le programme de la révolution sociale, mais y renonçaient dans les faits, estimant que les réformes progressistes constituaient un but ultime permettant de transformer peu à peu l'Etat bourgeois. Cet opportunisme des partis de la II<sup>e</sup> Internationale a révélé toute sa signification lors de l'éclatement de la Première Guerre mondiale, quand leurs dirigeants ont déclaré "l'union sacrée" et voté les crédits de guerre, au moment même où le cours des événements exigeait des partis ouvriers des méthodes de résistance et de lutte intransigeantes.

**9** La guerre de 1914-1918 a souligné le fait que le capitalisme avait cessé de jouer un rôle progressiste dans l'histoire, permettant le développement des forces productives. En reflétant le passage du régime de la propriété privée des moyens de production à l'ère de l'impérialisme décomposé, la guerre de 1914-1918, ouverte par le vote des crédits de guerre par les dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale, acheva de détruire celle-ci comme instrument du but final : la révolution prolétarienne. Elle montra qu'au-dessus des masses ouvrières s'étaient constitués des partis "sociaux-démocrates", qui, devenus des instruments de l'impérialisme, subordonnaient leur sort au maintien du régime capitaliste en estimant qu'il était toujours possible de le faire progresser dans le sens des réformes.

En s'appuyant sur la résistance à la guerre et sur la victoire de la révolution d'Octobre en 1917, la III<sup>e</sup> Internationale a rassemblé en son sein les meilleurs éléments de la II<sup>e</sup> Internationale, du mouvement syndical et du mouvement ouvrier mondial. Dans les conditions les plus difficiles, la III<sup>e</sup> Internationale en a appelé à l'action des masses dans le monde entier pour que la première étape de la révolution prolétarienne mondiale, qui avait triomphé en octobre 1917 en Russie, débouche immédiatement sur la révolution mondiale.

L'isolement de la révolution russe, les échecs répétés de la révolution allemande, sous les coups de la contre-révolution mondiale (rassemblant toutes les forces de l'impérialisme liguées contre la jeune révolution russe) ont nourri la dégénérescence de la révolution d'Octobre 1917. Ainsi, la sanglante bureaucratie stalinienne contre-révolutionnaire s'est-elle cristallisée en obstacle à la révolution mondiale au nom de la théorie fallacieuse du "socialisme dans un seul pays".

**10** **La tragique défaite du prolétariat allemand en 1933 a résulté de la politique de division au sein de la classe ouvrière, politique qui a ouvert la voie au nazisme.** 1933 marque la dégénérescence de l'Internationale communiste, prolongeant celle du Parti communiste russe lui-même et de l'Etat ouvrier. Cette défaite du prolétariat allemand et la nécessité de regrouper dans la continuité de la Première, de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales les éléments ouvriers avancés combattant pour la révolution mondiale ont fondé le Mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale, puis la IV<sup>e</sup> Internationale elle-même.

La IV<sup>e</sup> Internationale s'est constituée dans un combat au cours duquel ses partisans (l'Opposition de gauche) ont cherché à constituer un cadre commun ("*Déclaration des quatre*") avec des éléments issus d'autres courants du mouvement ouvrier : d'autres courants de l'Internationale communiste, d'autres courants de la social-démocratie, des militants syndicalistes de toutes tendances, cherchant à jeter les bases de l'action ouvrière indépendante à l'échelle internationale. C'est dans ces conditions, dans le contexte terrible de la préparation de la Seconde Guerre mondiale, que la IV<sup>e</sup> Internationale fut fondée en 1938.

**11** **L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle le démontre : la démocratie est menacée chaque fois que les responsables des organisations que la classe ouvrière a constituées dans sa lutte de classe renoncent à la lutte de classe pour se solidariser avec les exploités, subordonnant les aspirations ouvrières aux exigences des gouvernements et des classes dirigeantes.** Ce faisant, ils s'éloignent de tous les buts que la classe ouvrière s'est toujours historiquement fixée, à savoir : la réalisation de la paix et l'amélioration des conditions des classes ouvrières.

Ces responsables se transforment ainsi en instruments des politiques de destruction de la force de travail, et par là — qu'ils en aient conscience ou non — livrent à la boucherie des guerres, à la décomposition sociale, à la dislocation généralisée l'ensemble des éléments qui permettent à la classe ouvrière de se constituer comme classe.



**12** Dans le monde entier, la classe ouvrière et les peuples opprimés, confrontés à cette offensive de destruction sans précédent des bases mêmes de l'économie mondiale, cherchent les voies et les moyens de la résistance.

Ils l'ont prouvé en maintes circonstances dans les dix dernières années. Rappelons-le : qui a abattu le Mur de Berlin, contre la volonté, les espoirs et les calculs de Bush et de Mitterrand, de Kohl et de Gorbatchev, et des appareils dirigeants du mouvement ouvrier allemand ? Qui a imposé l'unité de l'Allemagne, alors que les "grands de ce monde" voulaient pérenniser la division ? Qui a combattu ensuite pour l'unité de la classe ouvrière, pour l'unité salariale et les garanties collectives ? Qui, si ce n'est la classe ouvrière allemande, à l'Est comme à l'Ouest ?

Prenant appui sur la dislocation des régimes bureaucratiques, en ex-URSS et en Europe de l'Est, la classe capitaliste a finalement obtenu que cette réunification — dont elle ne voulait pas — s'effectue dans le cadre de la propriété privée des moyens de production, mais de manière inachevée. Il suffit, pour le mesurer, de constater le maintien de nombreux éléments de la propriété sociale, qui, dix ans plus tard, subsistent comme autant de segments sur lesquels la classe ouvrière allemande, de l'Est et de l'Ouest, prend appui pour résister. En témoigne aussi la constitution d'une seule classe ouvrière allemande, puissante, organisée, rassemblée dans une même confédération syndicale et dans des garanties collectives, sinon unifiées, du moins communes. A un pôle, la classe ouvrière impose la réunification et ouvre un processus révolutionnaire qui abat l'ordre de Yalta-Potsdam. A l'autre pôle, le capitalisme, appuyé par les appareils, cherche à ouvrir la voie à la destruction des conquêtes ouvrières.

**13** 1989 : en abattant le Mur, la classe ouvrière allemande a montré au monde que *"les lois de l'histoire sont plus fortes que les vieux appareils bureaucratiques"*. Le Mur est tombé. Le capitalisme n'a pas été pour autant renversé. Aux deux bouts, le processus est resté inachevé.

Ainsi donc, le principal problème auquel la résistance de la classe ouvrière est confrontée vient de la politique des dirigeants des organisations constituées par la classe ouvrière pour se défendre et qui, aujourd'hui, s'orientent de plus en plus vers la défense de l'impérialisme et de sa politique.

**14** Les partis de l'Internationale socialiste, les uns après les autres, Schröder, Blair et Jospin, Lula et Cardenas s'engagent sur la prétendue "troisième voie" impulsée par le président américain Clinton. Qu'est-ce que cette "troisième voie" ? C'est celle de la honteuse intervention en Yougoslavie contre tous les peuples de

cette région, pour les besoins de pillage de la politique de l'impérialisme, sous le couvert de l'OTAN. C'est celle des privatisations, de l'accompagnement social des traités de libre commerce, de la destruction des conquêtes sociales, des statuts et des conventions collectives, des droits, normes et garanties dans le monde entier. C'est celle qui érige le "modèle américain" en exemple pour les peuples du monde entier. Cette troisième voie, c'est la destruction de la souveraineté et de l'unité nationale des pays arriérés. C'est la prétention d'intégrer les organisations ouvrières, surtout les syndicats, sous des formes corporatistes, aux gouvernements et organisations multilatérales du capital (OMC, FMI, ONU), au nom de la participation à la "société civile". C'est la volonté de voir les partis d'origine ouvrière abandonner toute référence à la classe ouvrière. Ainsi, c'est Felipe Gonzalez, théoricien de cette position, qui exige que tous les partis sociaux-démocrates rompent avec leurs références de classe.

Que signifie le "modèle américain" ? Des profits considérables pour la classe capitaliste et un écrasement sans précédent pour la classe ouvrière américaine, soumise au premier rang à un processus de paupérisation.

Dans tous les pays, le capitalisme cherche à diviser les masses travailleuses en les opposant les unes aux autres. C'est lui qui engendre le racisme, ainsi que les divisions ethniques et religieuses. Aux Etats-Unis, le taux d'emprisonnement des hommes noirs est quatre fois plus élevé que sous le régime de l'apartheid en Afrique du Sud au moment de la répression la plus brutale. L'assujettissement sans merci des minorités vise non seulement à diviser, mais à détruire la classe ouvrière.

## **15** Les partis issus de l'éclatement du stalinisme sont engagés aujourd'hui, eux aussi, dans la "troisième voie" derrière Clinton et les partis de l'Internationale socialiste.

En ex-URSS, comme dans les pays de l'Europe de l'Est, les secteurs issus de la nomenklatura sont allés jusqu'au bout de leur rôle restauracionniste du capital. Ainsi, l'analyse de Léon Trotsky dans *La Révolution trahie* s'est trouvée intégralement vérifiée : la théorie fallacieuse du "socialisme dans un seul pays" a amené à la cristallisation de la bureaucratie en caste impulsant la restauration capitaliste. C'est ce qui s'est passé, à cette nuance près qu'à l'heure de la dislocation du marché mondial, la seule économie "restaurée" dans l'ex-URSS, c'est une économie mafieuse et parasitaire, faite de pillage et de destruction, image concentrée de l'état de décomposition de l'ensemble du régime capitaliste aujourd'hui.

Les partis issus des partis communistes dans le reste du monde, hier partis staliniens aux ordres du Kremlin, sont partout devenus aujourd'hui les principaux artisans des politiques de privatisation et de déréglementation.

## Reconstruire l'Internationale ouvrière

**16** Dans l'effroyable crise de décomposition qui frappe le mouvement ouvrier mondial, la IV<sup>e</sup> Internationale s'affirme fidèle à son programme, mais n'entend l'imposer à personne.

Nous affirmons notre fidélité aux enseignements de Marx, d'Engels, de Lénine, de Trotsky, confirmés par tous les développements de l'histoire mondiale des cent cinquante dernières années. Il ne s'agit pas, pour nous, d'ériger des statues, de vénérer des livres saints et de respecter des dogmes, mais de dégager de la théorie — elle-même résultat de la généralisation de l'expérience, du combat pratique et des événements vivants — des éléments de méthode permettant d'analyser la situation présente dans tous ses aspects contradictoires, pour en dégager les mots d'ordre et les formes d'action et d'organisation nécessaires au combat d'émancipation de l'humanité par la classe ouvrière.

Voilà pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale ne cherche à imposer son programme à personne.

La reconstruction du mouvement ouvrier prendra du temps. Elle empruntera des formes, des voies et des détours que nul ne peut prédire.

La IV<sup>e</sup> Internationale constate que, dans le monde entier, sous les formes les plus diverses, des courants, des groupes, des organisations, des militants se dégagent de la crise des vieilles organisations, qui cherchent la voie de l'indépendance des organisations ouvrières.

C'est pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale est partie prenante du regroupement large intitulé "Entente internationale des travailleurs et des peuples pour l'Internationale ouvrière". L'Entente est un regroupement large de partis, d'organisations et de militants de toutes tendances, rassemblés pour défendre l'indépendance des organisations ouvrières, combattre contre la guerre et contre l'exploitation, réunissant tous les courants qui entendent, dans le respect mutuel, le libre débat et la recherche de l'action commune, aider à faire avancer la cause de l'indépendance de classe.

Cette orientation n'est pas conjoncturelle pour la IV<sup>e</sup> Internationale, qui a toujours cherché à inscrire son action dans ces processus de reconstitution du mouvement ouvrier à une large échelle. Fidèle à son programme, elle ne cherche à l'imposer à personne.

**17** Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, la démocratie ouvrière n'est pas affaire de circonstances. La démocratie ouvrière est affaire de forme, de contenu et d'objectif social. "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" : cette vérité his-

**torique constatée par les fondateurs du marxisme voilà plus d'un siècle et demi est, pour la IV<sup>e</sup> Internationale, plus qu'un slogan, c'est un programme politique.**

Si l'émancipation des travailleurs peut être seulement l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, cela signifie que l'établissement du régime de la démocratie ouvrière — la République universelle des conseils ouvriers — ne peut être réalisée que par la démocratie ouvrière. Cela implique le respect des différents courants existant au sein du mouvement ouvrier, le droit pour chacun de défendre son point de vue et de le confronter librement aux autres. Mais cela implique également l'aide systématique à la réalisation de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire de l'action de la classe ouvrière par la classe ouvrière elle-même, au plan politique, au plan syndical ou sur celui de la lutte de classe directe.

La IV<sup>e</sup> Internationale appelle travailleurs et jeunes, militants de toutes tendances, à prendre leur place dans le combat de résistance d'ensemble dont l'Entente internationale des travailleurs et des peuples fixe le cadre, dans le combat pour la construction de partis ouvriers authentiquement indépendants — rassemblant tous les courants du mouvement ouvrier, dans le respect réciproque — sous les formes et dans les conditions propres à chaque pays.

**18** La faillite de la prétendue Internationale "socialiste" de la "troisième voie", comme celle du stalinisme, met à l'ordre du jour pour la classe ouvrière la construction de partis ouvriers indépendants. Pas d'action ouvrière indépendante sans indépendance de classe organisée. Pas d'indépendance de classe organisée sans construction de cadres organisés aidant les travailleurs à réaliser eux-mêmes les conditions de leur émancipation. Les partis ouvriers indépendants ne se construiront pas et ne se construisent pas nécessairement sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais, fidèle en cela au *Manifeste du Parti communiste*, la IV<sup>e</sup> Internationale affirme qu'elle "n'a pas d'intérêts distincts de l'ensemble de la classe ouvrière". C'est pourquoi ses militants, sous les formes appropriées à chaque pays, sont partie prenante du combat de construction des partis ouvriers indépendants.

## La classe ouvrière n'est classe que dans la mesure où elle est organisée

**19** La IV<sup>e</sup> Internationale réaffirme un élément constitutif du mouvement ouvrier depuis son origine : la classe ouvrière n'est classe que dans la mesure où elle est organisée. Quand elle n'est pas organisée, la classe ouvrière est en butte à une exploitation encore plus grande. L'existence même de la classe ouvrière comme classe est donc indissociable de la préservation des organisations qu'elle a constituées et de l'ensemble des normes, droits, garanties et institutions ouvrières que, par son combat, elle a inscrits dans l'Etat bourgeois.

Voilà pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale, depuis sa fondation, considère la défense de l'indépendance des organisations syndicales comme une question centrale. Elle revêt aujourd'hui une place d'autant plus déterminante que toute l'orientation de l'impérialisme pourrissant s'ordonne sur la destruction des organisations ouvrières, leur intégration à des institutions mondialistes, corporatistes, c'est-à-dire sur la destruction des fondements mêmes de la démocratie.

Le capital, contraint, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, d'accorder aux travailleurs la satisfaction de quelques-unes de leurs revendications les plus fondamentales (régimes de protection sociale, minimas sociaux, conventions collectives, statuts, etc.), a entrepris depuis plusieurs décennies, dans tous les pays, de leur arracher systématiquement ce qu'il avait dû concéder. C'est un fait : dans tous les pays du monde où l'action ouvrière avait contraint les bourgeoisies et l'impérialisme à consentir, momentanément, des concessions aux classes ouvrières, celles-ci voient leurs conquêtes engagées dans une spirale de destruction systématique.

Dans certains pays, gouvernants et patrons tentent de détruire le droit de grève par des lois, par des décisions de justice, par des attaques physique et par la terreur. Les travailleurs qui font grève ou résistent sont remplacés par des "jaunes".

**20** Au nom de la "mondialisation" et de la "crise", les multinationales et les gouvernements à leur service veulent abroger la journée de huit heures, revendication historique du mouvement ouvrier international. Sous couvert d'annualisation et de flexibilité, ils veulent prolonger la journée de travail, retarder l'âge de départ à la retraite dans les pays mêmes où le chômage prend des proportions immenses. Dans le même temps, ils refusent à la jeunesse le droit au travail, la contraignent à des petits boulots et à des emplois précaires. Ils détruisent le secteur public et, en particulier, les droits des femmes à travailler, les

rejetent vers le secteur informel et les échangent comme des marchandises dans l'industrie globale du sexe. "L'industrie de la prostitution" est partout en pleine expansion, détruisant les femmes et leurs droits. Partout et sous toutes les formes, ils réduisent les salaires, alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Insuffisance de travail, augmentation du travail imposé, menace permanente de chômage, déréglementation, flexibilité, telle est l'unique perspective qui s'offre à la classe ouvrière, qui réclame la possibilité de vivre avec un emploi et des conditions de vie décentes. Partout et sous toutes les formes, sont ainsi remis en cause Codes du travail, conventions collectives et statuts, tandis que les politiques de privatisation se généralisent.

Cette politique de destruction (dont la dette imposée constitue depuis plus de vingt ans une arme majeure en Afrique, en Amérique latine et en Asie) est l'expression même de la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. Elle suscite en réaction de grands mouvements de classe, de la Corée du Sud aux Etats-Unis, de l'Allemagne à la Thaïlande, sur tous les continents, sous toutes les latitudes. Et c'est parce que la classe ouvrière, en se dressant contre sa propre destruction, cherche à mobiliser ses organisations indépendantes que l'impérialisme met au centre de sa politique l'intégration des organisations ouvrières elles-mêmes.

## **21** Dans chaque pays, sur chaque continent, les travailleurs sont confrontés à la tentative d'incorporer coûte que coûte, dans des structures corporatistes, les organisations qu'ils ont construites par leur lutte de classe.

Tous les travailleurs comprennent que l'importance des conférences régionales et internationales du type "sommet européen", "sommet de l'ONU", "conférence de l'Organisation mondiale du commerce", ne tient qu'au fait que, dans ces conférences et ces sommets, la classe capitaliste et tous les gouvernements impérialistes (de toutes couleurs politiques) prétendent entraîner les représentants des organisations ouvrières dans la signature de "pactes sociaux", de "pactes pour l'emploi" et autres combinaisons par lesquelles les organisations ouvrières renonceraient à défendre les intérêts spécifiques des salariés.

Les travailleurs ne peuvent se faire aucune illusion sur les résultats de ces conférences et de ces rencontres. Il n'est nullement question de pouvoir y négocier pour défendre les intérêts ouvriers. Au nom du "bien commun" et de "l'intérêt général" (appuyé, notamment, sur la doctrine sociale de l'Eglise romaine), ces conférences et rencontres fixent un cadre destiné à nier le droit aux organisations ouvrières de défendre les intérêts spécifiques de la classe ouvrière, à les contraindre à s'intégrer comme un rouage du dispositif d'ensemble de l'impérialisme, pour appliquer ses plans de destruction et de déréglementation.

“*Du travail !*” devient le cri de combat de la classe ouvrière et de la jeunesse. Du travail, et donc des organisations ouvrières indépendantes pour le garantir. Un vrai travail, un vrai salaire, des régimes de protection sociale, des garanties collectives, des normes, des droits qui doivent partout être préservés et, là où ils ne le sont plus, reconquis. Chaque revendication ouvrière, la plus minime soit-elle, se relie directement au combat pour préserver l’indépendance des organisations ouvrières, pour la rupture avec l’ordre corporatiste dans lequel on cherche à les encamisoler.

**22** Oui, dans le monde entier, la principale menace contre la démocratie, c’est la marche à un ordre corporatiste mis en place à l’échelle supranationale par l’impérialisme et ses agences ex-staliniennes et ex-social-démocrates. On nous dit :

*“Il faut bien s’adapter à la mondialisation. Les frontières sont tombées entre différents capitalismes. Il y a donc lieu de redéfinir à l’échelle internationale toutes les règles du jeu social.”*

C’est pourquoi les travailleurs et leurs organisations sont fermement invités par les puissances impérialistes, au nom de l’adaptation, à des “tables rondes”, à des “pactes sociaux”, à l’intégration de “clauses sociales” dans les traités commerciaux ou dans les mesures de l’Organisation mondiale du commerce.

La IV<sup>e</sup> Internationale alerte travailleurs, militants, jeunes, responsables d’organisations. La libre négociation, le droit à la signature de contrats sont l’expression de la démocratie. Une organisation ouvrière digne de ce nom cherche en permanence, sur la base du rapport de force, à faire reconnaître au plus haut degré possible la valeur de la force de travail de la classe ouvrière. Dans le combat, elle cherche donc à négocier pour faire reconnaître cette valeur. Mais qui dit négociation dit liberté de négociation. Les organisations ouvrières doivent donc être libres de décider si elles négocient ou pas, si elles signent ou pas, dans quel cadre elles le font : c’est cela, la démocratie. Elles doivent être libres de poser librement leurs revendications et d’exiger que les négociations intègrent l’examen des revendications ouvrières.

**23** La IV<sup>e</sup> Internationale rappelle que les “pactes sociaux”, “pactes pour l’emploi” et autres “clauses sociales”, auxquels les capitalistes et leurs représentants cherchent à donner l’apparence de libres négociations, sont à l’opposé des libres négociations. Les “pactes sociaux”, “pactes pour l’emploi”, les “clauses sociales”, les “comités de dialogue social” s’inscrivent intégralement dans un ordre du jour établi par la classe capitaliste elle-même sur la base de ses propres revendications, c’est-à-dire de ses exigences “*d’abaissement du coût du travail*”. Ces “pactes sociaux”, les “clauses sociales”, “pactes pour

l'emploi" ne visent qu'à enchaîner les organisations ouvrières à des politiques d'abaissement du coût du travail, de flexibilité, d'annualisation, de destruction des régimes de retraite, de destruction des conventions collectives et des statuts, contre toutes les revendications permettant d'améliorer le sort de la classe ouvrière. C'est amener les organisations ouvrières à renoncer à leur existence comme organisations indépendantes. C'est la démocratie qui est en jeu et, avec elle, l'avenir même de la civilisation humaine.

## Pour la paix et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

**24** Le mouvement ouvrier mondial a pour devoir constant de lutter résolument contre toute oppression nationale, contre toute violence à l'égard de tout peuple, même les plus faibles et les plus petits. Seul le socialisme apportera la liberté et l'égalité des droits de tous les peuples par l'expropriation des exploités.

Le mouvement ouvrier a pour devoir constant d'appuyer toutes les revendications des peuples sur le droit à la nation et, par là même, de contribuer, par sa lutte de classe, à la reconnaissance du droit à l'autodétermination de l'ensemble des populations sur des bases entièrement démocratiques et la protection de toutes les minorités nationales.

L'impérialisme américain, avec ses forces spéciales clandestines, organise des conflits entre les peuples et les ethnies, de l'Afrique à l'Europe centrale, tente de les dresser les uns contre les autres sur une base ethnique et utilise ensuite les massacres qu'il provoque comme prétexte pour intervenir. Son seul but, c'est de détruire l'unité des travailleurs et de dominer les peuples.

Le mouvement ouvrier mondial a pour devoir de dénoncer l'OTAN — organe militaire de destruction gigantesque — et la politique impérialiste dont il est l'instrument. L'OTAN ne vise en aucune manière à permettre la réalisation des droits nationaux et des droits démocratiques, mais au contraire à assurer la continuité de la politique de pillage.

Aujourd'hui, les impérialismes dits "démocratiques", c'est-à-dire les impérialismes repus et gorgés du sang et de la sueur de l'exploitation de centaines de millions d'ouvriers et de paysans du monde entier, s'engagent dans la guerre au nom de la "défense de la civilisation", contre la "barbarie de la dictature du régime de Milosevic", et justifient l'embargo meurtrier et les bombardements incessants contre le peuple irakien au nom de la lutte "contre la dictature de Saddam Hussein". Mais les régimes en place ne sont-ils pas eux-mêmes le produit de la politique menée par l'impéria-



lisme ? L'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie comme les interventions répétées en Irak et dans d'autres régions du monde ne sont dictées que par les appétits des pays impérialistes. Ils indiquent par là la voie sur laquelle ils orientent leur propre nation, celle de la destruction. C'est ainsi qu'au nom du "droit international", on voit se développer, accompagnant les prétendus "*droits d'ingérence humanitaire et militaire*", un droit d'ingérence judiciaire, au mépris et en violation du droit des peuples et des nations à se doter eux-mêmes d'institutions souveraines.

L'agression militaire et les bombardements sur la Yougoslavie éclairent la nature du "nouvel ordre" impérialiste à l'échelle mondiale : le chaos, la barbarie. L'impérialisme américain l'indique avec netteté : sur tous les continents, il doit régner en maître.

Le Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale dénonce l'intervention militaire des puissances impérialistes en Yougoslavie, facilitée par la politique du gouvernement Milosevic et les dirigeants de l'UCK, comme la négation du droit des peuples, des peuples serbe, albanais, bosniaque, monténégrin, macédonien..., et de tous les peuples de la région. Il s'agit, à travers cette intervention militaire américaine, la première en Europe depuis 1945, d'assurer la prééminence du rôle de gendarme de l'impérialisme américain en Europe et à l'échelle mondiale. C'est un nouvel avertissement aux peuples du monde entier qu'ils n'ont pas droit à disposer de leur propre sort.

**25** Dans leur intervention, les puissances impérialistes se couvrent du manteau de la défense de la démocratie et du droit des peuples. Mais elles sont les premières à fouler aux pieds, dans le monde entier, le droit de tous les peuples. La défense des droits des peuples, la démocratie, la paix ne sont que des feuilles de vigne derrière lesquelles elles cherchent à dissimuler l'effondrement du niveau de vie des masses ouvrières et paysannes sur tous les continents, y compris dans les pays avancés, pour dissimuler le poids écrasant des politiques militaristes et d'armement, pour mener cette politique d'oppression, pour dissimuler les objectifs de pillage des ressources — pétrole, gaz naturel... — qui guident leurs appétits.

La IV<sup>e</sup> Internationale lutte pour la paix, en se dressant irréductiblement contre le monde capitaliste fauteur de guerres et de misère, et dénonce par avance toutes les comédies qui viseraient à justifier les interventions impérialistes.

Les dirigeants impérialistes ne défendent pas la paix, ils cherchent tous les moyens pour assurer la défense des rapines et des vols auxquels ils soumettent les travailleurs du monde entier. Ils n'ont jamais hésité, et ils n'hésiteront pas davantage demain, à lancer les travailleurs du monde dans une conflagration sanglante, dont les buts sont à l'opposé de leurs intérêts de classe.

**26** Les ouvriers qui entendent lutter contre l'impérialisme et contre la guerre trouvent devant eux les dirigeants des partis dits "socialistes" et dits "communistes", non comme un simple obstacle, mais comme un agent direct des politiques impérialistes, qui écrasent les travailleurs, accroissent l'exploitation et déclenchent les guerres contre les travailleurs et les peuples du monde entier.

Les problèmes doivent être posés clairement. Avec l'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie, s'agit-il d'engager l'Europe tout entière sur le chemin de la guerre généralisée ? S'agit-il d'enclencher le mécanisme des guerres prétendument ethniques et les interventions prétendument humanitaires imposées par l'impérialisme depuis dix ans, en particulier sur le continent africain ? L'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie signifie-t-elle un nouveau pas dans la politique des guerres et des interventions ? Les menaces de guerre en Inde, au Pakistan, en Colombie, au Pérou, en Equateur et dans le Sud-Est mexicain aggravent la situation dans ces régions.

Les capitalistes ne craignent pas le massacre de populations entières. Leur politique livre d'ores et déjà à la mort, par la faim, par le blocus, par les famines, par les épidémies, des millions d'êtres humains chaque année ! Quatre millions d'enfants, en Afrique, meurent chaque année de maladies aisément guérissables et des dizaines de millions par la faim et les épidémies dans le monde entier !

La classe ouvrière doit faire entendre sa voix. Il s'agit d'imposer la paix. La classe ouvrière exige la fin des interventions militaires et refuse que des dizaines de milliards soient jetés dans le gouffre de la guerre, alors qu'on ne cesse de pressurer les travailleurs. Les peuples américain, français, anglais, allemand, tous les peuples des pays participant aux interventions de l'impérialisme, les classes ouvrières de ces pays, à qui la moindre revendication est refusée, dont les régimes de protection sociale et de retraite sont démantelés, ne peuvent accepter de voir des dizaines de milliards jetés dans le gouffre de la guerre. Tous les peuples voient leurs intérêts vitaux mis en cause par ces nouvelles tueries. Voilà pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale lance comme mot d'ordre :

*« Pas un homme, pas un sou pour les guerres et les interventions "humanitaires" ! », "Paix entre l'ensemble des peuples !", "Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !", "A bas l'OTAN et les alliances militaires contre-révolutionnaires !", "A bas la guerre !", "A bas les accords de libre-échange et tous les pactes régionaux (Union européenne), source de guerres de dislocation !"*

## Seule la classe ouvrière peut assurer la défense de la démocratie

**27** La bourgeoisie, dans sa phase ascendante, avait su instaurer les cadres de la démocratie nécessaire à sa constitution comme classe partant à l'assaut du marché mondial. Dans ce cadre de la démocratie fondé par la bourgeoisie dans sa phase ascendante, la classe ouvrière a inscrit nombre des conquêtes et des institutions qui constituent, suivant la formule de Trotsky, autant de "*bastions de la démocratie prolétarienne inscrits dans la société bourgeoise*".

A l'époque de l'impérialisme décomposé, toutes les formes de la démocratie sont remises en cause, notamment : la liberté d'expression, de réunion, d'information indépendante, la liberté absolue de conscience, par la stricte séparation des Eglises et de l'Etat, l'existence même des syndicats ouvriers indépendants indissociables de la démocratie. C'est ainsi que les fonctions progressives de l'Etat sont brutalement détruites et livrées à la privatisation (chemins de fer, poste, santé publique, etc.).

C'est pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale, loin de repousser les revendications démocratiques, les inscrit dans l'action d'ensemble d'émancipation de la classe ouvrière. L'époque actuelle, plus que toute autre, vérifie, en effet, l'actualité et le bien-fondé de la révolution permanente.

Le capitalisme, qui se présente comme démocratique dans sa phase impérialiste, survit sur la base de la faim, de la misère de millions d'êtres humains. Il vit aussi de l'argent blanchi provenant du trafic de la drogue, du trafic des armes, de la spéculation financière, de la réduction des salaires. La IV<sup>e</sup> Internationale affirme : la classe ouvrière, les travailleurs, les jeunes, les femmes, les paysans, les exploités du monde entier ont devant eux une alternative à la barbarie capitaliste, c'est la lutte pour la République universelle des conseils, la lutte pour le socialisme.

Notre but est d'aider la classe ouvrière dans sa lutte émancipatrice. L'émancipation de la classe ouvrière se réalise à travers la lutte contre la propriété privée, par l'expropriation des expropriateurs, pour l'instauration d'une authentique propriété humaine et sociale, réalisant l'appropriation collective des moyens de production. La démocratie ouvrière repose sur la propriété publique administrée par les conseils ouvriers. Enfin, sans droit à la libre pensée et au libre débat, sans laïcité, la démocratie n'existe pas.

**28** La démocratie est le cadre le plus favorable à l'organisation indépendante de la classe ouvrière. C'est pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale, sous les formes appropriées aux divers pays, combat pour la réalisation de la démocratie, sous les formes et dans le

contenu que les peuples souverains eux-mêmes seront amenés à établir. Dans certains pays, cela se traduit dans le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine, instrument traditionnel par lequel les peuples sont amenés à affirmer leur propre souveraineté. Ce mot d'ordre permet à la classe ouvrière de se mettre à la tête de la nation opprimée sur la base du programme de la démocratie, et ainsi d'ouvrir la voie à l'auto-organisation des masses travailleuses et du peuple vers son propre pouvoir.

**29** La nation a été constituée par la bourgeoisie dans sa phase ascendante, comme cadre où pouvaient se développer les forces productives et la conquête du marché mondial. Mais les bourgeoisies, une fois réalisées les conditions du marché mondial, se sont opposées à ce que l'ensemble des peuples de la planète accèdent à leur tour au rang de nations souveraines. Cette oppression nationale, caractéristique de l'impérialisme, n'a fait que s'accroître.

En cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, certains peuples, comme le peuple palestinien, se voient nier tout droit à la nation et à la souveraineté. Dans d'autres régions, même si, dans le mouvement même qui a vu les classes ouvrières dans les pays avancés arracher nombre de conquêtes sociales progressistes, les peuples opprimés ont cherché à arracher l'indépendance politique, ils n'ont cependant pu aboutir à une indépendance réelle, les directions staliniennes, social-démocrates et nationalistes petites-bourgeoises bloquant leur mouvement en avant.

Aujourd'hui, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'existence des nations et leur souveraineté sont partout remises en cause par l'impérialisme, surtout dans les pays dominés soumis à une politique de dislocation et de démembrement pour les besoins du pillage : la Somalie, l'Algérie, le Congo, le Rwanda, le Burundi, la Yougoslavie.

**30** La politique de démantèlement et de destruction de la force de travail pousse également à la dislocation de la nation dans les pays avancés eux-mêmes, en particulier dans les puissances impérialistes aujourd'hui soumises à la pression de l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain. En effet, la domination grandissante de l'impérialisme américain l'amène à chercher à éliminer tout ce qui, chez les impérialismes concurrents, pourrait faire obstacle à sa pénétration des marchés étrangers et sa volonté de se substituer à eux. C'est pourquoi, après avoir mis à genoux le Japon, l'impérialisme américain entend à présent faire plier, dans tous les domaines, l'Europe. Les bourgeoisies impérialistes d'Europe et du Japon, impuissantes à garantir la souveraineté de la nation comme le faisait la bourgeoisie dans sa phase ascendante, acceptent de se faire les instruments serviles et subsidiaires de leur propre destruction, au compte de la politique d'ensemble dictée par l'impérialisme américain.

**31** Confrontés à la destruction systématique de tous les acquis de la lutte de classe et de la démocratie, les travailleurs sont amenés à saisir tous les segments qui subsistent de ces conquêtes, comme point d'appui pour organiser leur résistance et, au-delà, la reconquête de ces acquis. *“Celui qui ne sait pas préserver les vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles”*, disait Léon Trotsky, évoquant la défense de la propriété sociale en URSS à l'aube de la Seconde Guerre mondiale. Cette affirmation vaut plus encore aujourd'hui pour la préservation même des segments des “vieilles conquêtes”. Elle vaut pour le mouvement ouvrier dans tous les pays. Elle s'applique au combat que mènent pour leur propre survie les travailleurs des villes et des campagnes en ex-URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, confrontés à la décomposition mafieuse, et qui s'adosent aux moindres segments de la propriété sociale pour ordonner leur résistance.

La classe ouvrière, dans son mouvement historique, est inévitablement amenée à prendre en charge le combat pour la démocratie et à refaire le chemin parcouru, à retourner aux grandes révolutions émancipatrices : la révolution américaine (1776), la Révolution française (1789-1793), la révolution haïtienne (1804), première révolution des esclaves noirs contre les puissances coloniales, aux révolutions européennes de 1848, à la Commune de Paris (1871) et à la révolution d'Octobre de 1917. Le drapeau de la souveraineté des nations disloquées et opprimées rejoint dans les mains de la classe ouvrière le drapeau des libertés démocratiques bafouées et de l'émancipation sociale.

Les travailleurs et les peuples sont amenés à se dresser contre les “cadres régionaux” mis en place par l'impérialisme, par l'Europe de Maastricht ou par l'ALENA-NAFTA, constructions antidémocratiques dont la seule vocation est, de leur propre aveu, de détruire la force de travail.

L'impérialisme utilise comme composante des plans de démantèlement des nations et pour mettre en œuvre les plans de l'OMC les pactes de coopération régionaux, tels que le D-8, le SAARC et l'ASEAN.

En combattant pour l'abrogation des traités de Maastricht et de l'ALENA-NAFTA, et de tous les autres traités de “libre-échange”, pour l'annulation de la dette et pour le respect de toutes les institutions ouvrières et démocratiques arrachées et inscrites partout dans le cadre de la nation, la IV<sup>e</sup> Internationale se bat pour l'union libre des peuples libres et des nations souveraines sur chaque continent, dans la perspective de la République universelle des conseils.

## Une échéance majeure

**32** Dans ce contexte, la conférence mondiale convoquée à San Francisco pour le début de l'an 2000 dans une initiative conjointe qui rassemble le comité de suivi de la Conférence des Amériques contre l'ALENA-NAFTA et les privatisations tenue à San Francisco en novembre 1997, des secteurs et des responsables du mouvement syndical des Etats-Unis (en particulier l'AFL-CIO de San Francisco, des responsables au niveau d'Etats, de fédérations et de syndicats nationaux) et des militants et responsables des organisations d'autres pays, l'Entente internationale des travailleurs et des peuples revêt une importance extrême.

Comme l'indique son intitulé et l'appel qui la convoque, cette conférence mondiale vise à défendre l'indépendance des organisations ouvrières, les libertés démocratiques et la possibilité de construire des syndicats indépendants dans des pays (tels la Chine et d'autres) où les syndicats indépendants sont interdits. Cette question est au centre de toute la situation mondiale. En novembre 1999, l'Organisation mondiale du commerce convoque son sommet de Seattle, auquel elle entend intégrer les organisations ouvrières, assimilées à des ONG, par le biais des prétendues "clauses sociales", qui préparent la destruction des conventions de l'OIT. En juin 2000, la réforme de l'ONU est à l'ordre du jour du "sommet" qui doit rassembler dans un cadre corporatiste commun les organisations ouvrières, les ONG, les Eglises, les patrons, les gouvernements, les multinationales, sous le contrôle de l'Organisation mondiale du commerce. C'est un ordre d'inspiration totalitaire mondial interdisant aux exploités de défendre leurs intérêts spécifiques.

Sous le signe du "*développement économique et social*", la prétendue "troisième voie" s'attaque à toutes les conquêtes sociales, privant les peuples de tout droit et transformant la classe ouvrière en un conglomerat "*d'êtres humains dotés de potentiels*". Les ONG sont une composante intégrale des efforts de l'impérialisme pour détruire les organisations sociales et les syndicats en créant les conditions pour la privatisation.

Les ONG sont en effet utilisées pour transformer le secteur public en secteur privé. La classe ouvrière doit s'opposer à ce processus d'ONGisation des organisations ouvrières. Outils de l'impérialisme, les ONG sont une institution privilégiée pour imposer les pactes sociaux, dits "pactes pour l'emploi", et les "clauses sociales" permettant de faciliter leur offensive de destruction sociale.

Les gouvernements introduisent des "experts" étrangers comme consultants dans les syndicats et les organisations populaires pour détruire les droits démocratiques et les organisations de la classe ouvrière.

Dans ces circonstances, la conférence mondiale de San Francisco est un point d'appui pour tous les courants, groupes, organisations ouvrières, qui, dans le monde entier, cherchent à préserver l'indépendance du mouvement ouvrier, facteur essentiel de préservation de la démocratie. La conférence mondiale de San Francisco permet de rassembler très largement toutes les organisations et tous les courants favorables à l'indépendance des organisations ouvrières, avec leur position propre, et qui répondront à l'invitation à participer à cette conférence.

Voilà pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale, dans le respect des formes décidées par les organisateurs de cette conférence et de la démocratie, invite à en assurer le succès.

## Aux travailleurs immigrés

**33** La IV<sup>e</sup> Internationale reconnaît les travailleurs immigrés comme partie intégrante de la classe ouvrière de leur pays d'adoption. Nous exigeons leurs pleins droits démocratiques et nous opposons à toute déportation de travailleurs immigrés. C'est la tâche du mouvement ouvrier d'organiser les travailleurs immigrés dans ses syndicats, afin d'édifier l'unité de la classe ouvrière face aux patrons et aux gouvernements.

## A la jeunesse

**34** La IV<sup>e</sup> Internationale lance un appel à la jeunesse. **Jeunes, quel avenir vous réserve l'impérialisme ?** Celui de la décomposition sociale, de la destruction du droit à l'instruction, celui de l'industrie de la drogue. Celle-ci est utilisée aujourd'hui à l'échelle mondiale, à la fois comme l'instrument permettant d'accumuler de gigantesques profits pour la classe dominante et comme instrument plaçant la jeunesse dans une situation de dépendance vis-à-vis des drogues, soumise à la répression militaire, cela dans le but de s'assurer la passivité, voire la décomposition et la destruction de la jeunesse du monde.

**Quel avenir l'impérialisme réserve-t-il à la jeunesse ? Un avenir fait de guerres, d'affrontements meurtriers, de sanglants conflits ethniques déchirant le monde de l'Afrique aux Balkans et de cités ghettos dans tous les pays, des Etats-Unis à l'Angleterre et de la France à l'Espagne.**

Quel avenir l'impérialisme réserve-t-il à la jeunesse ? Un avenir fait de précarité, de petits boulots, d'emplois non statutaires. Les gouvernements voudraient isoler la jeunesse de l'ensemble de la classe ouvrière, en faire une catégorie isolée, privée de tout droit.

La IV<sup>e</sup> Internationale appelle la jeunesse à organiser la lutte contre la guerre, pour la paix, pour le droit au travail, le droit à la qualification, le droit à l'instruction, le droit à un avenir, en un mot la lutte pour le droit à la vie. Pour la jeunesse, plus que pour toute autre couche de la population mondiale, l'avenir ne peut passer que par la rupture avec "l'ordre mondial" décomposé de l'impérialisme fauteur de guerres, par le combat pour la révolution.

La Conférence mondiale de la jeunesse pour la révolution se tiendra à Sao Paulo (Brésil) dans l'année 2000. Elle représente l'occasion de réunir dans une même organisation des jeunes du monde entier, d'origine politique et culturelle différente, sous un même drapeau, le drapeau de la révolution. C'est pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale, respectant les formes définies par les organisateurs ainsi que la démocratie de la Conférence mondiale de la jeunesse pour la révolution, lance un appel à tous les jeunes du monde à s'organiser pour en garantir le succès.

La IV<sup>e</sup> Internationale dénonce aussi l'utilisation croissante par l'impérialisme des enfants dans des activités de production mafieuse et guerrière. Trois cents millions d'enfants sont soumis à l'exploitation brutale au travail. Des centaines de milliers d'enfants sont utilisés dans le marché du sexe, dans la guerre et même comme esclaves. Partout dans le monde, aux Etats-Unis eux-mêmes, la réduction des dépenses publiques dans l'éducation, la santé, la protection maternelle et infantile met en danger les enfants.

La IV<sup>e</sup> Internationale combat pour que les enfants puissent avoir un avenir de bien-être. Nous exigeons l'abolition du travail des enfants. La place des enfants est à l'école ! La IV<sup>e</sup> Internationale exige : Ratification et mise en application de la convention 138 de l'OIT ! Augmentation des budgets publics qui bénéficient aux enfants !

## Aux femmes travailleuses

### **35** La IV<sup>e</sup> Internationale s'adresse aux femmes travailleuses.

Dans la société de classes et dans le cadre de la mondialisation, les femmes sont victimes de l'oppression, de l'exploitation et d'attaques violentes. La IV<sup>e</sup> Internationale se prononce inconditionnellement pour l'émancipation des femmes et pour la lutte contre toutes les formes d'oppression, de discrimination et de traitement inégal. Sous les formes appropriées à chaque pays, l'organisation des femmes travailleuses pour défendre leurs droits démocratiques et sociaux est une composante de notre lutte internationaliste pour la libération de la classe ouvrière. La IV<sup>e</sup> Internationale défend inconditionnellement le droit des femmes à la protection sociale et médicale de la maternité et au libre choix de leur maternité.



L'impérialisme pourrissant, dans son offensive générale contre le droit au travail, s'attaque tout particulièrement aux femmes travailleuses. En aggravant les inégalités salariales, en soumettant les femmes travailleuses à des conditions de précarité, de travail partiel imposé, de contrats à durée limitée, de travail à domicile et de flexibilité accentuée, il remet en cause leur droit à conquérir l'égalité sociale.

Les femmes sont les premières victimes des zones économiques spéciales et des zones de libre-échange. En Asie, surtout en Asie du Sud-Est, la majorité des travailleurs de ces zones sont des femmes. Droit aux organisations syndicales et droits humains les plus élémentaires sont bafoués. Les lois du pays sont ignorées. Pour la moindre violation d'une discipline de type esclavagiste, ces femmes sont soumises au harcèlement des patrons et peuvent être licenciées.

Dans certains pays, comme le Pakistan, les femmes violées doivent faire la preuve de leur viol par le témoignage de quatre hommes honorablement connus, sous peine d'être punies comme adultères et d'encourir la prison à vie. La loi établit que, dans les cas de meurtre et de conflits à propos de propriété, le témoignage des femmes n'a pas de valeur absolue, dans la mesure où il est considéré comme valant la moitié de celui d'un homme (deux femmes égalent un homme).

Cette politique, combinée à la remise en cause grandissante de toutes les institutions de prise en charge sociale des enfants (crèches, écoles, hôpitaux, etc.), pousse les femmes travailleuses dans une régression sociale, où s'exprime le caractère intégralement réactionnaire de l'impérialisme pourrissant.

L'émancipation effective des femmes travailleuses passe par le combat pour éradiquer le rapport social d'exploitation qui est à la racine de leur situation spécifique de double exploitation.

**36** La défense des travailleurs dans les zones économiques spéciales, dont la majorité sont des femmes, est directement liée à la défense des droits syndicaux et des nations opprimées contre l'impérialisme, et plus généralement à la lutte pour les droits des femmes travailleuses. Les travailleuses immigrantes, particulièrement en Asie, se voient dénier tous leurs droits et sont exploitées sans limites par l'Etat et les employeurs. Dans cette région du monde, les femmes sont l'objet d'un trafic, en particulier au Pakistan, en Afghanistan, au Bangladesh, aux Philippines et en Thaïlande.

Le congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale soutient la proposition faite par la conférence asiatique de Dacca (mai 1998) d'organiser une journée internationale d'action contre toutes les zones économiques spéciales et contre les conditions de travail qui y règnent. Cette initiative pourrait être liée à une journée internationale de lutte contre les privatisations, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale en Afrique.

## Aux paysans

**37** Les paysans sont, avec les ouvriers, les pires victimes de l'impérialisme. La IV<sup>e</sup> Internationale défend les conventions de l'OIT qui leur permettent de s'organiser. La IV<sup>e</sup> Internationale s'oppose vivement à la politique de l'Organisation mondiale du commerce, qui détruit le droit des paysans à cultiver la terre, qui démantèle les organisations paysannes et qui, de diverses manières, détruit les cultures locales.

La IV<sup>e</sup> Internationale soutient le droit des paysans à la terre et à la protection de l'environnement.

## Juger les crimes de l'impérialisme en Afrique

**38** Au XIX<sup>e</sup> siècle, Marx montrait dans l'Angleterre industrielle l'image de l'avenir que le capitalisme réservait à l'humanité : un avenir, certes fondé sur l'exploitation féroce de la force de travail, mais porteur d'un développement sans précédent des forces productives et, donc, de la civilisation humaine. En cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, l'Afrique, continent exsangue, pillé par l'impérialisme, voit ses populations périr en masse sous les coups conjugués de guerres meurtrières fomentées par l'impérialisme, de la famine, des épidémies, que des soins peu coûteux suffiraient en endiguer, de l'expansion dévastatrice du Sida, pour lequel aucune trithérapie n'est disponible, car "trop coûteuse" pour les peuples africains !

Le martyre de l'Afrique annonce "l'avenir" barbare que l'impérialisme pourrissant réserve à l'humanité entière. C'est pourquoi, juger les crimes de l'impérialisme en Afrique, c'est juger les crimes de l'impérialisme contre l'humanité. La IV<sup>e</sup> Internationale soutient sans réserve l'appel lancé par des responsables d'organisations ouvrières à la tenue d'un Tribunal international pour juger des responsables de la situation en Afrique et la démarche de ces responsables en direction des militants et responsables afro-américains aux Etats-Unis et afro-caribéens dans la Caraïbe, pour établir les bases d'une action commune fondée sur les aspirations et les droits inaliénables des peuples noirs d'Afrique comme dans les Amériques (incluant la Caraïbe), indissociables des aspirations et des droits inaliénables des peuples du monde entier.

## Juger les crimes de l'impérialisme en Asie

**39** Le continent asiatique est soumis à une attaque sévère de l'impérialisme. La compétition forcenée de l'impérialisme en relation avec les ressources de ce continent ouvre la voie d'un avenir catastrophique. La politique de l'impérialisme au Cambodge, la politique au Myanmar (ex-Birmanie), le désordre social sans précédent créé au Bangladesh, la guerre en Afghanistan, le processus de démantèlement de l'Inde sont autant de crimes contre l'humanité de la part de l'impérialisme.

Ces crimes s'accompagnent de la répression et de l'assassinat de dirigeants syndicaux, paysans et politiques, dans le but de détruire les organisations de la classe ouvrière.

La IV<sup>e</sup> Internationale s'oppose à l'intervention de l'impérialisme américain dans cette région et soutient la lutte des peuples pour défendre leur souveraineté et leurs droits démocratiques.

## Indépendance politique et indépendance matérielle

**40** La IV<sup>e</sup> Internationale a été proclamée en 1938 sur la base de l'indépendance de classe du mouvement ouvrier. Elle considère l'indépendance financière et matérielle comme une condition de l'indépendance politique. Refusant pour elle-même le statut de prétendue "ONG" (contrairement aux partis et organisations qui se transforment en ONG, c'est-à-dire en instruments directs de l'impérialisme et financés par lui), la IV<sup>e</sup> Internationale inscrit comme une condition programmatique de l'appartenance à ses rangs l'autofinancement de toutes ses activités par les seuls moyens des cotisations librement consenties par ses adhérents et du soutien financier librement accordé par ceux qui sympathisent avec son action, à l'exclusion de toute forme de subventions et de financements extérieurs.

C'est à cette condition, et à cette seule condition, qu'elle est en droit, cent cinquante ans après Marx et Engels, d'inscrire sur son drapeau : *"L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes."*

C'est à cette condition, et à cette seule condition, qu'elle peut avec eux lancer cet appel : **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

Adopté à l'unanimité  
du Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale,  
2 avril 1999

# Juger les crimes de l'impérialisme en Asie

Le Congrès mondial des démocrates et des socialistes de l'Asie a adopté le 15 septembre 1974 le Manifeste du Quatrième Congrès mondial des démocrates et des socialistes. Ce Manifeste a été adopté à l'unanimité par les participants du Congrès. Le Congrès a également adopté une déclaration de principes et un programme d'action. Le Congrès a souligné le rôle central des masses populaires dans la lutte contre l'impérialisme et le fascisme. Le Congrès a appelé à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme.

Ces crimes s'accompagnent de la répression et de l'assassinat de dirigeants syndicaux, paysans et politiques, dans le but de détruire les organisations démocratiques.

Le IV<sup>e</sup> Congrès international s'oppose à l'impérialisme et à l'impérialisme dans cette région et appelle les peuples pour défendre leur souveraineté et leurs droits démocratiques.

Le Congrès appelle à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme. Le Congrès appelle à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme.

Le Congrès appelle à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme. Le Congrès appelle à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme.

Le Congrès appelle à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme. Le Congrès appelle à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme.

Le Congrès appelle à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme. Le Congrès appelle à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme.

Le Congrès appelle à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme. Le Congrès appelle à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme.

Le Congrès appelle à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme. Le Congrès appelle à la formation d'une coalition internationale des démocrates et des socialistes pour la lutte contre l'impérialisme et le fascisme.

# Rapport sur la situation mondiale et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale

(extraits)

Camarades, avant de présenter le rapport sur "La situation mondiale et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale" au nom du secrétariat international, je voudrais vous informer que les projets de résolution pour le travail des commissions seront distribués après ce rapport. A partir de ces projets, seront organisées les discussions des commissions (commission sur le projet de manifeste et la résolution politique générale, commission sur la question nationale, commission sur les mesures d'organisation...).

Cela donne une indication sur le type de congrès mondial que nous avons décidé de tenir. Un congrès mondial où nous allons, dans un premier temps, revenir sur quelques questions théoriques et politiques qui demandent discussion, le but étant, en partant de cette discussion d'ensemble, de déboucher sur la définition de la situation et les tâches à accomplir.

Camarades, cela a été dit avant moi, c'est là le premier congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale depuis que nous l'avons reproclamée. Près d'un demi-siècle nous séparons du précédent congrès mondial. Un délai si long est l'expression de la crise qui a frappé la IV<sup>e</sup> Internationale et qui,

aujourd'hui, est presque surmontée. Nous avons dit en préparant ce congrès : *"L'heure est à la IV<sup>e</sup> Internationale."*

---

## A LA BASE MÊME DU PROGRAMME DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Il faut rappeler que la crise qui a disloqué la IV<sup>e</sup> Internationale avait en son centre la cristallisation d'un courant révisionniste dislocateur. Ce courant s'est attaché à remettre en cause ce qui était la base même de la IV<sup>e</sup> Internationale, je veux dire l'appréciation selon laquelle le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production, impuissant à donner un nouvel élan aux forces productives, conduit inéluctablement l'ensemble de la civilisation humaine à la barbarie et à la dislocation. Le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale commence, comme chacun le sait, par l'appréciation selon laquelle la situation politique mondiale se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat, analysant en particulier le fait que les

forces productives ont cessé de croître et que non seulement les prémisses objectives sont mûres, mais qu'elles ont commencé à pourrir.

La crise de dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est concentrée en particulier dans la remise en cause par le pablisme révisionniste et liquidateur de cette caractérisation, par l'invention selon laquelle le capital était capable d'offrir un nouvel essor des forces productives. Par conséquent, loin d'avoir épuisé sa mission historique — mettant à l'ordre du jour l'expropriation des expropriateurs —, il ouvrait une ère nouvelle à l'humanité où le capitalisme, inévitablement, était appelé non seulement à survivre, mais à prospérer. Camarades, nous sommes tenus de nous poser la question ici : s'agissait-il d'une appréciation conjoncturelle ou s'agissait-il d'une appréciation fondamentale ?

Très récemment, en discutant avec les camarades américains, je me suis rendu compte que, parfois, les problèmes de traduction soulèvent d'imprévisibles problèmes théoriques et politiques. Sur la question essentielle que je viens d'évoquer, le *Programme de transition* ne présente pas la même position dans sa version française, russe et anglaise. La version russe, écrite par le camarade Léon Trotsky, se formule ainsi :

*"Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître."*

La version française le formule à l'identique. La version diffusée depuis des décennies par le Socialist Workers Party des Etats-Unis dit :

*"Les forces productives de l'humanité stagnent."*

Il ne s'agit pas d'un problème de vocabulaire. Derrière le vocabulaire, il y a différentes appréciations.

La *"stagnation des forces productives"*, c'est quelque chose qui existe depuis que le capitalisme est le capitalisme. Il y a des phases d'essor et des phases de stagnation, ce sont des phases qui se succèdent.

Par définition, *"la stagnation des forces productives"* peut désigner une des innombrables crises du capitalisme. Ecrire que les forces productives de l'humanité ont cessé de croître, c'est tout à fait autre chose. Ce n'est pas un problème d'interprétation livresque, mais un problème de compréhension de ce qu'est le capital.

---

## LA DESTRUCTION DE LA FORCE DE TRAVAIL

---

Le régime de la propriété privée des moyens de production est fondé sur l'extorsion de la plus-value, c'est-à-dire qu'il y a une part du travail non payée qui est en quelque sorte offerte gratuitement par la classe ouvrière à la classe capitaliste. Le capital s'est développé historiquement dans la conquête du marché mondial. Et, dès le début, il s'est trouvé confronté à la contradiction fondamentale : tandis que la production croît de manière géométrique, les marchés croissent seulement de manière arithmétique. Cela signifie qu'il y a une tendance constante, à l'époque du capitalisme ascendant, à un développement des forces productives qui permet plus produire plus de richesses que le marché ne peut en absorber. A l'époque du capitalisme ascendant, cette contradiction a été surmontée par le développement de la productivité, par la conquête de nouveaux marchés, celle du marché mondial, par la manière dont les différentes bourgeoisies allaient se répartir le contrôle des richesses au niveau mondial... Mais quand s'est achevée cette étape, quand le capitalisme est parvenu à ce stade que Lénine appelle le stade de l'impérialisme, alors, comme le dit le *Programme de transition*, les forces productives sont entrées dans leur phase de recul. C'est pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale, dans son congrès de fondation, a déclaré :

*"Non seulement les forces productives stagnent, mais elles ont cessé de croître."*

Ces lignes ont été écrites il y a soixante ans. Quelle est la situation actuelle du point de vue des forces productives ?

J'écarte tout de suite (on pourra y revenir dans la discussion) un rappel de ce que sont les forces productives. Non seulement les forces productives ne se limitent pas aux forces techniques, mais elles ne se mesurent pas non plus seulement dans la capacité technique à un moment donné de l'histoire d'un secteur déterminé. Les forces productives caractérisent l'ensemble des capacités de production de marchandises dont l'humanité s'est dotée, au premier rang desquelles les formes matérielles de l'industrialisation, et d'abord et avant tout la force de travail. C'est bien la force de travail de l'être humain.

De ce point de vue, en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, comment se caractérise la situation ? D'un côté, des montagnes, de véritables montagnes de capitaux s'engouffrent aujourd'hui dans la spéculation. La situation ne se caractérise pas par une pénurie de capitaux, mais, pour reprendre la formule de Marx, par une pléthore de capitaux.

Trois chiffres : aujourd'hui, sur l'ensemble de la planète, il s'échange chaque jour 1 500 milliards de dollars sur les marchés monétaires ; 98 % de ces sommes relèvent d'opérations purement spéculatives ; en 1997, sur le marché des produits dérivés, c'est-à-dire un marché exclusivement spéculatif, se sont investis 18 000 milliards de dollars, soit presque l'équivalent de la production annuelle mondiale. Si on examine le montant annuel des investissements réalisés par les fonds spéculatifs sur ce qu'on appelle les marchés émergents de l'Asie du Sud-Est, en 1997, ils se sont élevés à un montant supérieur au total du produit intérieur brut réalisé durant la même année à l'échelle mondiale. Les statistiques, celles de l'OCDE, de la Banque mondiale et du FMI, établissent que la part du produit intérieur brut qui est chaque année réinvestie dans la production se réduit dans tous les pays. Les statistiques indiquent que la somme de capital dans les industries manufacturières va se réduisant chaque année dans tous les pays capitalistes.

On pourra bien sûr nous dire : "*Certes, il y a désindustrialisation en Europe et partiellement aux Etats-Unis, peut-être*

*cela est-il compensé par les délocalisations, la croissance ailleurs dans le monde. Il y a eu équilibre.*"

Camarades, on ne peut pas asseoir une analyse sur des éléments partiels, on ne peut pas asseoir une analyse en isolant le développement dans telle ou telle région par rapport à l'ensemble. On doit considérer les chiffres d'ensemble, à l'échelle de toute la planète.

Nous avons examiné les chiffres sur une période de vingt-cinq ans, en prenant pays par pays, continent par continent et au niveau mondial, ce que les capitalistes analysent eux-mêmes comme la part du produit national brut réinvestie dans la production, ce qu'ils appellent le taux de formation brute du capital fixe. Les chiffres sont imparables, nul besoin d'être un technicien pour les comprendre. Si vous prenez la proportion du produit national brut qui, en 1970, était réinvestie dans la production et si vous prenez la même proportion en 1995, en comparant le résultat de 1995 avec ce qu'il aurait été si cette proportion était la même qu'il y a vingt-cinq ans, il y a un écart un écart de plus de 3 000 milliards de dollars.

Autrement dit, l'investissement de 1995 sur le plan industriel à l'échelle mondiale, comparé aux investissements vingt ans auparavant, est inférieur de plus de 3 000 milliards de dollars. Alors que durant la même période, dans le secteur des produits spéculatifs, on assiste à une explosion sans précédent. Ainsi s'exprime une tendance à la désaccumulation productive qui se traduit concrètement par une destruction massive (et sans précédent en dehors de périodes de guerre mondiale) des forces productives, sous toutes les formes, dans tous les pays et sur tous les continents. C'est la destruction des industries, des routes, des chemins de fer, des postes, de tous les secteurs économiques nécessaires à l'extorsion et à la réalisation de la plus-value. C'est, d'abord et avant tout, la destruction de la principale force productive, c'est-à-dire la destruction de la force de travail.

Quand nous parlons de la destruction de la force de travail, cela prend des formes multiples. C'est le développement considérable du chômage, c'est la dévalorisa-

tion de la force de travail, ce qu'on appelle l'abaissement du coût du travail, la remise en cause du salaire différé sous la forme de la destruction de la Sécurité sociale, des systèmes de protection sociale. Ce sont les délocalisations, qui permettent de substituer une main-d'œuvre bon marché à une main-d'œuvre jugée trop coûteuse. Et c'est le chantage à la délocalisation comme moyen pour abaisser le coût du travail dans les pays développés. C'est le développement de formes de travail procédant de la surexploitation des couches les plus vulnérables. Au moment même où les effectifs globaux de la classe ouvrière à l'échelle de la planète sont stagnants — avec même une légère régression —, on apprend en revanche que le nombre d'enfants de moins de quatorze ans qui sont exploités est passé de 200 millions en 1996 à 300 millions en 1998 et que les pronostics pour l'an 2000 estiment qu'ils seront 400 millions.

Dans le même temps, on assiste en Asie, en Afrique, à un développement considérable de toutes les formes de travail forcé, y compris de retour à l'esclavage. Dans des pays aussi différents que la Chine et les Etats-Unis, on trouve une nouvelle forme d'exploitation en pleine expansion : le travail dans les prisons. C'est la remise en cause de tous les droits, normes, garanties, des conventions collectives, des statuts, de ce qui fonde les conditions d'existence des plus larges masses. Ce sont les politiques de déréglementation.

C'est là d'ailleurs la contradiction majeure du système d'exploitation : aujourd'hui la destruction des forces productives devient la base même de fonctionnement du système de la propriété privée des moyens de production. Ainsi, la destruction du travail salarié devient un moyen central pour le régime capitaliste pour préserver ses profits, alors que ce système s'est fondé sur l'extorsion de la plus-value, qui ne peut se dégager que par l'exploitation du travail salarié. Cette contradiction majeure, qui prend la forme concrète où le même régime d'exploitation se trouve confronté à un marché qui va se rétrécissant et qu'il réduit et contracte lui-même en abaissant le pouvoir de consommation des masses, est aujourd'hui

d'hui la source de la crise de décomposition de l'ordre mondial à laquelle nous assistons.

Cette impuissance vérifiée du régime de la propriété privée des moyens de production à surmonter ses propres contradictions le conduit dans une spirale effrénée de destruction des forces productives et de déréglementation qui, elle-même, est facteur de dislocation de l'ordre mondial. Elle aboutit à ce qu'on appelle aujourd'hui "la mondialisation", c'est-à-dire à cette prétention du capital financier à abattre toutes les barrières s'opposant à ce qu'il considère comme son droit inaliénable à exploiter et exploiter davantage encore la classe ouvrière, qu'il s'agisse des barrières dressées par les réglementations ouvrières conquises par la lutte des classes, ou qu'il s'agisse des barrières qui ont été constituées par les nations dans leur histoire.

---

## LE CONTENU PRÉCIS DE L'ALTERNATIVE "SOCIALISME OU BARBARIE"

---

Il nous faut discuter de cette appréciation. Lénine a écrit dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, que "l'impérialisme est une transition qui ouvre la voie à un mode d'organisation supérieur de la société". Il voulait dire par là que le développement des forces productives, arrivé au stade de l'impérialisme, mettait à l'ordre du jour le passage à la planification, c'est-à-dire à un régime où la production serait régulée par les développements des forces productives elles-mêmes et non pas par des formes d'extorsion de la plus-value. Cette appréciation de Lénine s'est trouvée partiellement vérifiée par Octobre 1917. Octobre 1917 a ouvert la porte d'une transition vers un régime supérieur d'économie et de civilisation. Pour des raisons que nous connaissons, Octobre 1917 a été isolé, la révolution d'Octobre a connu le processus de dégénérescence que Trotsky et la IV<sup>e</sup> Internationale ont analysé. D'une certaine manière, on pourrait penser que le XX<sup>e</sup> siècle n'a pas été marqué d'abord par une transition vers une forme d'organisa-



tion supérieure, mais qu'il a été d'abord marqué par une transition vers la barbarie. Il est certain que la Première Guerre mondiale, puis la Seconde, l'horreur du stalinisme, de l'oppression coloniale, des guerres coloniales, aujourd'hui des "guerres humanitaires", de la faim, de la décomposition sociale qui marquent cette fin de XX<sup>e</sup> siècle manifestent que l'alternative "socialisme ou barbarie", esquissée par Rosa Luxemburg, est devenue aujourd'hui : ou bien la poursuite de la décomposition du régime d'exploitation, ou bien, appuyé sur le combat de résistance, d'indépendance et de la lutte de classe, ouvrir le combat pour le socialisme.

En cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, ces problèmes posés avec acuité soulèvent la question de la place et de la responsabilité de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il ne s'agit pas pour nous de débattre de nos responsabilités sans analyser la situation mondiale. Si cette analyse confirme que le marxisme se trouve vérifié, si effectivement la situation est marquée par la faillite définitive du régime capitaliste, et que ce qui a été dit par Lénine se trouve vérifié en cette fin de siècle, dans ce cas, l'alternative "marche au socialisme ou marche à la barbarie" se concentre dans la question : alors que les masses exploitées et opprimées résistent, cherchent une issue, mais se heurtent aux appareils, comment la IV<sup>e</sup> Internationale agit, combat, définit des propositions permettant d'ouvrir une issue à ce mouvement de résistance des masses, qui est le mouvement même de défense de l'humanité.

Le moment présent de la situation mondiale a été ouvert par la chute du Mur de Berlin. La chute du Mur de Berlin, il y a seulement dix ans, a été un événement tournant de la situation mondiale, sur la signification duquel il faut dire quelques mots. Le *Programme de transition* affirme que les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils. Et s'il y a une question sur laquelle cela s'est vérifié dans les cinquante dernières années, c'est bien sur la question de la division du prolétariat allemand. Qui a abattu le Mur sinon la classe ouvrière de l'Est et de l'Ouest, rassemblant autour d'elle toutes les couches de la population ? Et cela contre la volonté conjointe de Bush et de

Gorbatchev, de Mitterrand et de Kohl, de toutes les puissances impérialistes, de tous les gouvernements de droite comme de gauche, de tous les secteurs de la social-démocratie réunis.

La classe ouvrière allemande a imposé contre toutes les forces liguées des appareils la réalisation de l'unité de la classe ouvrière et la réalisation de l'unité de la nation allemande. Mais, en même temps, et nous l'avons dit, le renversement de l'ordre bureaucratique, qui a été le produit, d'abord et avant tout, de la poussée des masses, n'a pas conduit dans le même mouvement à exproprier le capitalisme. Le processus, d'une certaine manière, n'est pas allé jusqu'au bout dans ses deux aspects. La classe capitaliste n'a pas pu, en alliance avec la bureaucratie, empêcher que les masses abattent le Mur, d'organiser leur unité — y compris partiellement leur unité sociale — dans une seule classe ouvrière. Elle n'a pas réussi à imposer la destruction de toutes les conquêtes arrachées par la classe ouvrière à l'Est comme à l'Ouest depuis la guerre.

Mais en même temps, ce mouvement qui a abattu le Mur a conduit à une situation où la propriété privée des moyens de production se maintient. Et on peut dire d'une certaine manière qu'avec ce processus inachevé dans lequel nous sommes entrés, se substitue, à l'ordre contre-révolutionnaire de Yalta et de Potsdam plus ou moins stabilisé, une situation d'instabilité permanente au niveau mondial.

---

## L'AXE DE NOTRE ACTIVITÉ

---

Il faut rappeler que, pour nous, pour la IV<sup>e</sup> Internationale, le fil directeur de toute notre activité, c'est l'action des masses. Nous partons non de ce qui se passe dans les appareils qui dirigent la classe ouvrière, mais de ce qui se passe parmi les masses. Le fil directeur, c'est l'action de millions et millions d'anonymes qui, confrontés aux conditions de l'exploitation, se soulèvent par leur propre mouvement. Ces millions qui ont abattu le Mur de Berlin ou infligé une défaite à des régimes dictatoriaux, arraché des garanties collectives, comme en Corée du Sud,

ou encore qui ont abattu la dictature en Indonésie, imposant la légalisation d'organisations ouvrières.

Militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous accordons la plus grande importance aux organisations dont la classe ouvrière s'est dotée dans son combat. Nous accordons la plus grande importance à la défense des organisations, et particulièrement au mandat que des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale détiennent dans les organisations syndicales. Mais notre horizon ne se limite pas à l'horizon des appareils. Notre univers n'est pas limité aux actions, aux manœuvres. Notre ligne directrice s'adresse aux masses, met à l'ordre du jour l'intervention directe dans la lutte des classes, parce que seul le mouvement des masses pourra imposer aux appareils la ligne du front unique.

C'est ainsi que se pose toute la question de notre indépendance politique, toute l'orientation de construction de partis ouvriers indépendants. Je crois indispensable de rappeler que la politique des appareils auxquels les masses s'affrontent est d'une certaine manière la réponse nécessaire de l'ordre mondial à cette poussée des masses. Ce qui se passe aujourd'hui en Corée, et on y reviendra, résulte d'abord et avant tout du soulèvement de la classe ouvrière coréenne. Ce qui se passe actuellement dans les Balkans, c'est la réponse de l'ordre impérialiste confronté à une classe ouvrière qui, il y a quelques années, s'était déjà rassemblée contre les privatisations menant à la dislocation. La mobilisation des travailleurs avait menacé le pouvoir de Milosevic dans un processus contribuant à la grève générale. L'intervention impérialiste par la guerre n'a d'autre but que la poursuite des privatisations, des destructions, la dislocation.

Ce qui se passe en Algérie depuis dix ans a comme origine le soulèvement de la jeunesse et de la classe ouvrière en octobre 1988. Et cela est vrai pour ce qui se passe en Afrique du Sud. C'est la mobilisation des masses noires qui a imposé la rupture avec la politique de l'apartheid, contraignant l'impérialisme à mettre en place de nouveaux moyens politiques pour préserver l'essentiel de ce régime dans les conditions que l'on sait.

Sous une autre forme, c'est aussi ce qui se passe en Europe. Je voudrais attirer l'attention de ce congrès (parce que l'Europe occupe pour des raisons historiques une place particulière) sur la question suivante : il y a cinq ans, en 1994, l'ensemble des instances de direction de la Communauté européenne disaient : la classe ouvrière d'Europe refuse de se voir imposer des conditions similaires à celles qui existent, par exemple, en Asie du Sud-Est. Elle est trop attachée à ses statuts, ses conditions de travail. Il va falloir lui imposer une déréglementation généralisée. C'était en 1994. A l'époque, le chancelier en Allemagne, c'était Kohl ; en Italie, c'était Berlusconi ; en France, Balladur et en Angleterre, Major. C'est-à-dire des gouvernements de centre droit, de conservateurs, de démocrates-chrétiens. Ils ont été remplacés par le social-démocrate Schröder en Allemagne ; par le socialiste de la troisième voie Jospin en France ; par la troisième voie de Blair en Angleterre, par le néostalinien, néo-II<sup>e</sup> Internationale D'Alema en Italie. Ce n'est pas un hasard.

C'est la condition pour faire passer coûte que coûte la politique de destruction de la force de travail que de faire appel aux partis qui historiquement avaient établi des liens avec la classe ouvrière afin de domestiquer les organisations ouvrières.

---

## LES RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'EUROPE

---

Dans la situation mondiale actuelle, il nous faut revenir sur les liens existants entre l'Europe et les États-Unis.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, Trotsky, dans de nombreux textes, a analysé la modification des rapports entre l'Europe et l'Amérique. La Première Guerre mondiale a marqué le passage d'une situation où les impérialismes dominants étaient en Europe à une situation mondiale où l'impérialisme dominant est devenu celui des États-Unis. Ce basculement s'est opéré de manière concomitante avec le passage du capitalis-

me de sa phase ascendante au stade de l'impérialisme, puis au stade du capitalisme pourrissant. Trotsky expliquait qu'il en découlait le fait que, de plus en plus, les Etats-Unis seraient amenés à réduire l'Europe à la portion congrue, à déterminer quelle ration serait accordée aux impérialismes concurrents d'Europe. C'était là la situation au début des années vingt. Il y a eu depuis la crise de 1929, la Seconde Guerre mondiale, beaucoup d'autres événements, en 1964, le décrochage du dollar par rapport à l'or et le fait qu'il soit érigé en équivalent mondial en 1971.

Aujourd'hui, camarades, la situation de l'Europe ne concerne pas que ce continent, elle est centrale pour l'ensemble de la situation mondiale.

L'Union européenne a été constituée contre les peuples et contre les travailleurs. Cela est vrai dès les premiers balbutiements à l'époque du plan Marshall, jusqu'à aujourd'hui. Elle a constitué et constitue un instrument de l'impérialisme nord-américain. On peut désigner l'OTAN, d'une part, l'euro, d'autre part, comme les deux instruments de l'ordre impérialiste mondial, dominé par le capital financier des Etats-Unis. L'OTAN, parce que vous la voyez aujourd'hui tailler dans la chair des nations. Et, camarades, on peut le dire en passant, cette opération qui vise à rétablir l'ordre dans la partie orientale de l'Europe peut aussi se transformer en des processus incontrôlés. Cela mène déjà, nous le voyons tous, à une situation explosive en Macédoine, mais aussi en Grèce et en Turquie. Elle a créé immédiatement une situation d'extrême tension en Italie, et cette tension, à des degrés divers, touche tous les pays d'Europe et ne peut que s'accroître.

C'est-à-dire que l'impérialisme, en même temps qu'il dépèce et démantèle en fonction des impératifs de défense, crée des conditions d'une dislocation encore plus grande et d'une perte de contrôle encore plus grande.

Dans ces conditions, l'OTAN et l'euro sont l'expression même du partage de l'Europe sous la domination de l'impérialisme américain. L'OTAN, parce que c'est l'instrument de l'intervention mili-

taire ; l'euro, parce qu'à travers l'existence d'une Banque centrale européenne, indépendante des gouvernements, mais non de la Réserve fédérale nord-américaine, on a là un instrument qui vise à utiliser le levier monétaire pour permettre le pillage et l'assujettissement de l'ensemble des monnaies européennes. C'est-à-dire une situation dans laquelle l'ensemble des bourgeoisies d'Europe accepte de se placer en situation subsidiaire vis-à-vis du capital financier nord-américain.

Cette question est une question cruciale, parce que l'Europe, c'est le continent sur lequel s'est constitué le capitalisme, le continent qui fut le berceau du développement des forces productives partant à la conquête du marché mondial. La dislocation des institutions de l'Europe n'est pas plus grave du point de vue des peuples qu'elle ne l'est en Asie ou en Afrique. Mais sa signification historique, par rapport à l'impasse du régime de la propriété privée des moyens de production, indique le passage à un autre niveau, camarades.

Nous avons dit depuis plusieurs années que l'exigence d'abrogation du traité de Maastricht, du traité d'Amsterdam, la rupture avec les institutions européennes marquent une ligne de clivage dans tout le mouvement ouvrier en Europe. On le vérifie aujourd'hui. On voit tous ceux qui acceptent le cadre de Maastricht et d'Amsterdam, en particulier à l'occasion des prochaines élections européennes, se faire les instruments, non seulement d'une prétendue "construction européenne", mais de la Sainte Alliance de l'OTAN et de l'euro pour détruire la force de travail sur tout le continent européen. Personne ne peut évoquer l'existence ou l'indépendance des organisations ouvrières dans toute l'Europe s'il ne commence pas par se délimiter sur l'exigence d'abrogation de Maastricht-Amsterdam. Cette exigence est inséparable de l'action pour l'indépendance des organisations ouvrières et du combat contre la dislocation des nations.

---

## LES "GUERRES HUMANITAIRES"

---

Le marxisme enseigne que la nation est constituée historiquement par la bourgeois-

sie, alors que le capitalisme développe les forces productives et le marché. Aujourd'hui, la dislocation des nations procède de la nécessité pour le capitalisme de disloquer tout ce qui dans la nation fait obstacle à ses plans de démantèlement. D'une part, tout ce que la classe ouvrière, par sa lutte de classe, a inscrit comme institutions ouvrières, bastions du prolétariat dans la société bourgeoise, les conventions collectives, les Codes du travail, les régimes de Sécurité sociale, les lois ouvrières, les régimes salariaux. D'autre part, tout ce qui, dans l'existence de la nation, est l'expression des tentatives d'une bourgeoisie d'un pays quelconque à préserver ses propres positions face à l'impérialisme dominant.

Dans cette situation, camarades, la survie du régime de la propriété privée des moyens de production, qui a déjà, dans les deux dernières décennies, imposé des guerres prétendument humanitaires sur tout le continent africain, est en train de les préparer en Asie et, après les avoir déchaînées sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, est en train aujourd'hui d'en faire un instrument de toute sa politique sur tout le continent européen. Indiquer que l'impérialisme américain est dans une situation dominante, c'est faire état d'une réalité matérielle. Sur les 500 premières entreprises mondiales, la moitié sont de nationalité directement américaine ; elles contrôlent 60 % du chiffre d'affaires de ces 500 premières entreprises mondiales. D'année en année, le nombre des entreprises directement contrôlées par l'impérialisme américain se renforce. Il est aussi engagé dans la lutte à mort contre sa propre classe ouvrière. Camarades, aux Etats-Unis, à l'heure actuelle, selon les statistiques officielles, plus d'un travailleur sur trois est dans une situation soit de chômage, soit de précarité imposée ; c'est-à-dire en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire dans une situation qui ne lui permet pas de vivre dans des conditions décentes. Selon les statistiques officielles, 75 % des travailleurs américains ayant une qualification moyenne inférieure ou égale à bac + 4, c'est-à-dire tout de même la grande majorité des travailleurs américains, ont aujourd'hui un pouvoir d'achat inférieur en valeur absolue à ce qu'il était il y a vingt ans.

Pour faire une comparaison avec la situation mondiale, il faut établir la situation par rapport aux 29 pays de l'OCDE : aux Etats-Unis, le coût du travail a reculé dans des proportions plus grandes que dans 26 des 29 pays de l'OCDE. Il y a dix ans, parmi les 29 pays de l'OCDE, le salaire moyen du travailleur américain se situait au sixième rang, aujourd'hui il est au douzième rang ; et, parmi les seize pays qui suivent, il y en a quatorze qui ont réduit leur retard par rapport aux Etats-Unis. C'est-à-dire que la destruction de la force de travail a été proportionnellement plus grande aux Etats-Unis que dans tous les autres pays. L'offensive de l'impérialisme américain se dirige en premier lieu contre sa propre classe ouvrière. L'impérialisme américain est traversé par les plus grandes contradictions. C'est une situation où une lutte à mort est engagée : pour essayer de préserver les conditions de rentabilité du capital, la classe capitaliste tend à se regrouper derrière son centre dominant, lui-même engagé dans une lutte à mort contre ces secteurs. C'est la signification des guerres dites humanitaires.

C'est là la signification de ce qui se passe aujourd'hui en Yougoslavie ou de ce qui s'est passé, il y a quelques années, en Afrique : en Sierra Leone, au Congo, au Burundi, au Rwanda. Ces guerres prétendument "ethniques", imposées artificiellement dans le double objectif de piller les richesses nationales, sans avoir à passer par l'entremise de gouvernements pourtant à leurs ordres, et d'opposer les peuples les uns aux autres, d'avancer vers une mainmise directe, hier en Afrique, demain en Europe.

Si la politique de l'impérialisme n'est pas enrayée, l'expression qui fut d'abord forgée pour l'Afrique, "Afrique utile" et "Afrique inutile", vaudra demain pour tous les continents : "Europe utile" et "Europe inutile".

Dans ce congrès, nous allons discuter des tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous allons parler de la situation dans les Balkans, du combat pour la reconnaissance du droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, mais en premier lieu nous devons parler de la politique des appareils. Le maintien du régime de la propriété privée des moyens de production

n'existerait pas sans l'action des appareils qui plongent leurs racines dans les organisations du mouvement ouvrier. Quand la IV<sup>e</sup> Internationale s'est reconstituée, elle a réaffirmé les enseignements de Trotsky, notamment celui selon lequel la fallacieuse "théorie du socialisme dans un seul pays" conduisait inévitablement à la dégénérescence de l'URSS. Elle aboutissait à la transformation de la bureaucratie en couche restaurationniste. La IV<sup>e</sup> Internationale s'est constituée en inscrivant le mot d'ordre de la révolution politique dans son programme contre la bureaucratie restaurationniste, expression en URSS du combat d'émancipation mondial de la classe ouvrière.

Soixante ans après la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, la nomenklatura restaurationniste de l'ex-URSS et des autres pays de l'Est a joué son rôle jusqu'au bout. Mais les conditions historiques dans lesquelles cela se réalise, à savoir le point atteint par la crise de décomposition du régime capitaliste, expliquent pourquoi "l'ordre" capitaliste ne se présente en Russie que sous la forme de mafias financières, d'un capitalisme de trafic, de destruction. Sous d'autres formes, les processus aujourd'hui en Chine s'orientent sur une même voie. Malgré tous les discours sur la spécificité de la situation en Chine, il y a 200 millions de chômeurs, l'accumulation de la dette de la Banque chinoise et l'inscription dans la Constitution chinoise de la reconnaissance de la propriété privée des grands moyens de production.

Pourquoi la bureaucratie chinoise agit-elle ainsi ? C'est pour donner des garanties à l'impérialisme dans une espèce d'échange de bons procédés. Car l'impérialisme lui-même aide la bureaucratie chinoise. La politique d'ouverture au capital menace de dislocation la nation chinoise. Dans les pays dans lesquels le capitalisme n'a pas été exproprié, les partis de l'appareil stalinien, les partis staliniens, sont au premier rang, avec l'Internationale socialiste, de la défense des gouvernements, dans la mise en oeuvre d'une politique ouverte de destruction de la classe ouvrière et de ses organisations.

Nous aborderons également la question des militants qui cherchent à rester sur le terrain de la défense des intérêts de la

classe ouvrière et de la défense de ses organisations pour voir comment nous pouvons agir ensemble sur une ligne de front unique. Les appareils de l'Internationale socialiste ne peuvent plus être considérés comme des directions réformistes. Il s'engagent derrière la troisième voie de Clinton, avec l'OTAN comme instrument militaire, le dollar comme instrument monétaire et l'OMC et l'ONU comme instruments de la mondialisation.

Nous avons affirmé dans ce congrès que la défense des organisations syndicales, c'est-à-dire la lutte contre le corporatisme, constitue un enjeu central dans cette situation. La classe ouvrière n'est classe que lorsqu'elle est organisée. Nous restons fidèles aux enseignements de Marx, de Lénine, de Trotsky, selon lesquels la démocratie constitue dans le régime capitaliste le régime le plus favorable pour la classe ouvrière. Parce que, dans ce cadre, la classe a la possibilité de s'organiser comme classe. Force est de constater aujourd'hui que la situation mondiale se caractérise sur chaque continent et dans chaque pays par une offensive de nature corporatiste, remettant en cause l'existence des organisations ouvrières.

Cette politique s'affirme au travers de formes multiples : les "comités de dialogue social", les organisations syndicales colégiférant des projets de lois avec le patronat, les pactes pour l'emploi, comme celui qui se prépare en Allemagne et qu'on veut généraliser dans toute l'Europe, les clauses sociales que les organisations syndicales sont appelées à négocier pour qu'elles soient intégrées dans les accords commerciaux internationaux. Tout cela se relie à la remise en cause de l'existence d'organisations syndicales et à l'exigence de remise en cause des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT).

---

## L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

---

Ces questions sont très importantes, ce sont des questions clés pour aider les travailleurs à résister. Ce sont des questions qui, sous des formes particulières, sont

posées dans tous les pays. Par exemple, dans le cadre de l'OMC, comme dans le cadre de l'ONU, où, à l'occasion du Forum mondial, on invite les organisations syndicales à venir négocier. Plutôt que d'avoir affaire à des accords commerciaux internationaux, n'est-il pas plus attractif d'avoir des accords commerciaux intégrant une dimension sociale ? C'est cet argument qui est utilisé pour conduire les organisations syndicales dans la voie de l'intégration. On présente cette procédure comme relevant d'un cadre normal de négociation, alors que c'est un cadre d'intégration.

Au sommet social de l'ONU, on demande aux syndicats de s'intégrer dans cette dimension sociale qui doit accompagner l'ensemble de ces plans, c'est-à-dire que les organisations syndicales elles-mêmes doivent participer à la remise en cause des droits, des conventions internationales et des conquêtes sociales. Si vous relisez les documents de l'OMC et de l'ONU, il y est écrit qu'il faut remettre en cause les conventions collectives nationales pour établir des normes internationales, pour faire des conventions mondiales ou des conventions continentales, en transformant les syndicats en instruments de la déréglementation et de la destruction. C'est un système mondial, l'OMC, l'ONU, c'est un système corporatiste totalitaire. La politique d'intégration, de destruction des organisations syndicales neutraliserait la possibilité pour les travailleurs d'utiliser leurs organisations syndicales indépendantes pour se défendre.

Ce sont des choses très concrètes qui sont à l'ordre du jour. Il y a une semaine, s'est tenue à Sydney une conférence d'une fédération syndicale internationale qui représente 14 millions de syndiqués, qui se propose de constituer une nouvelle confédération syndicale internationale, l'UNI. La particularité de cette nouvelle centrale est qu'elle serait le produit de la fusion de quatre branches, qui aboutirait à syndiquer des travailleurs dans tous les secteurs professionnels (sont aussi bien cités l'industrie que les services publics). Cette centrale syndicale — qui ne se dit pas opposée à la CISL, puisqu'elle annonce elle-même qu'elle coopérerait avec la

CISL — s'assigne comme but principal d'être représentée dans l'Organisation mondiale du commerce, afin de donner aux décisions de l'OMC les formes les plus acceptables. Dans cette nouvelle centrale, les syndicats ne seraient plus affiliés au niveau national, mais directement au niveau continental, avec un président au niveau continental. Cette nouvelle centrale syndicale viserait non seulement à regrouper les syndicats, mais également les ONG.

Le projet de cette nouvelle centrale syndicale ne commence pas en disant : "*Nous allons détruire les organisations syndicales*", mais il constitue un cadre dont la fonction principale est de détruire les syndicats et d'instaurer le corporatisme. La constitution de cette nouvelle centrale syndicale s'inscrit dans le front unique des gouvernements de la "gauche plurielle" en Europe, de Clinton, de la FSM, pour remettre en cause la place des organisations syndicales et, au premier rang, de l'AFL-CIO aux Etats-Unis.

L'AFL-CIO, il faut le comprendre, développe une politique réformiste traditionnelle. Dans la situation de décomposition de l'impérialisme, l'existence même d'une centrale syndicale réformiste est quelque chose d'intolérable pour la mise en œuvre de l'ordre corporatiste qu'on cherche à instaurer. Dans tous les pays, il y a bataille entre les agents de l'intégration corporatiste et ceux qui s'y opposent. Nous devons donc réfléchir à notre responsabilité sur ce point. En France, l'offensive pour l'intégration corporatiste s'exprime sous des formes et dans des rapports différents au sein des deux confédérations syndicales.

La création de l'UNI, c'est la volonté de constituer un cadre d'unicité syndicale au niveau international. Tous les syndicats seraient affiliés à cette centrale, avec une voix par pays. C'est la marche à l'unicité syndicale.

L'Italie a eu le privilège d'être à l'avant-garde de cette politique d'unicité syndicale où les travailleurs ont été encamisolés, dans un cadre où les trois centrales syndicales constituaient un front permanent, relais de la politique du gouvernement contre les mobilisations des

travailleurs. Cela signifie, si nous sommes d'accord là-dessus, que la lutte pour la défense de l'indépendance syndicale passe par la lutte contre l'unicité syndicale.

Dans cette situation, nous devons réfléchir à la préparation de la conférence de San Francisco. On l'a dit et répété, il ne s'agit pas en tant que telle d'une conférence de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. En ce sens, ce n'est pas la IV<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte de l'Entente internationale des travailleurs, mais l'expression d'un front unique entre des secteurs de l'AFL-CIO, des syndicalistes du monde entier et l'Entente internationale des travailleurs.

---

### LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE AMÉRICAINNE

---

La classe ouvrière américaine, je l'ai déjà dit, a subi des attaques considérables durant ces vingt dernières années. Mais ces attaques, à tous les niveaux, ont rencontré une volonté de résistance de la part d'une classe ouvrière qui reste extrêmement puissante et organisée. Cette résistance s'est exprimée ces dernières années sous trois formes :

— sous la forme de la lutte de classe directe, la grève des teamsters de l'UPS et, récemment, la grève de General Motors ;

— sous la forme de la résistance syndicale, avec l'élection de la nouvelle direction de l'AFL-CIO, élue sur une plateforme de résistance ;

— enfin sous la forme de la constitution d'un Labor Party.

Il s'agit d'un élément essentiel du point de vue de l'indépendance de classe, non seulement aux Etats-Unis, mais à l'échelle internationale, tout en tenant compte des limites d'un tel parti.

Je crois qu'il est important de mettre en rapport ces trois éléments avec la résistance de la classe ouvrière, mais aussi en partie — sans en exagérer l'importance — avec l'influence de notre intervention

dans la construction du Labor Party et dans la mise en œuvre de campagnes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

La signification de la conférence de San Francisco est la suivante : défendre les organisations syndicales et ouvrières, une conférence de la démocratie ouvrière, du libre débat, contre l'ONGéisation des syndicats, contre la destruction du mouvement syndical. Nous devons nous adresser à tous les militants de toutes les organisations ouvrières pour qu'ils défendent ce cadre. Il faut bien comprendre que pour notre génération, c'est l'équivalent de ce qu'ont été les conférences de Kienthal et de Zimmerwald, lors de la Première Guerre mondiale.

Nous devons, pour préparer cette conférence, prendre toute notre responsabilité comme IV<sup>e</sup> Internationale insérée dans le cadre de l'Entente internationale, sur cette ligne de front unique, en comprenant que s'il n'y avait pas de front unique, il n'y aurait pas cette conférence. Mais que ce front unique n'aurait pas été possible si, sur la ligne de l'indépendance de classe et dans le respect des prérogatives des divers courants, composantes et organisations, la IV<sup>e</sup> Internationale n'avait pas agi dans ce sens. Il ne s'agit pas de ramener le couvert à soi, mais, au contraire, de prendre la mesure de notre responsabilité. Et nous ne prendrons pas nos responsabilités si nous ne commençons pas par discuter entre nous de ce que nous devons faire.

Dans le discours introductif de ce congrès, il a été rappelé la place qu'a tenue dans l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans le combat pour sa reconstruction, la question de la transition dans la construction du parti. Il a été rappelé qu'en 1947, cette discussion s'était ouverte dans la section française, que l'amendement précisant ce point avait alors été largement minoritaire. Mais il est vrai que dès l'origine, quand la IV<sup>e</sup> Internationale s'est constituée, elle n'a pas cherché à se constituer en isolant le courant trotskyste de tous les autres courants du mouvement ouvrier.

Dans le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale, il y a une étape importante qui est

l'*Appel des quatre* de 1934, par lequel l'Opposition de gauche internationale, en commun avec des courants que l'on pourrait qualifier de centristes, sociaux-démocrates de gauche, etc., a cherché à jeter les bases d'une Internationale ouvrière. Les choses n'ont pas abouti, la IV<sup>e</sup> Internationale a été proclamée dans les conditions que l'on sait. Je voudrais vous livrer un élément historique que j'ignorais et qui a été retrouvé dans les archives de Marceau Pivert — un militant socialiste de gauche. Il s'agit d'un document qui date de 1943. C'est une déclaration commune signée à Mexico au nom du PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan, organisation issue d'une scission de gauche de la social-démocratie française, dont Marceau Pivert était le principal dirigeant), le POUM, une troisième organisation qui était l'une des organisations anarchistes espagnoles, la section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale et la section soviétique de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cette déclaration commune, signée au lendemain de la dissolution du Komintern par Staline, fait une proposition : établir un cadre visant à jeter les bases d'un regroupement international de la classe ouvrière.

Alors, camarades, même si cette proposition n'a pas abouti, même si la discussion sur la transition dans la construction du parti a été court-circuitée par les développements menant à la crise de dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale, il y a malgré tout une continuité de la part de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle considère que la fidélité à son programme, aux enseignements de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, est l'attachement à la méthode qui permet d'analyser la situation présente, de dégager les tâches qui en découlent. Cette fidélité ne vise pas à dresser notre particularité face ou contre les autres courants qui, dans le mouvement ouvrier, se situent sur le terrain de l'indépendance de classe.

De ce point de vue, l'Entente internationale des travailleurs et des peuples n'est pas tombée du ciel, elle est l'expression de cette transition et, en même temps, elle se relie sous une forme appropriée dans chaque pays au combat pour la construction de partis ouvriers indépendants. Il est évident que dans la situation de décomposition du mouvement ouvrier à l'échelle

internationale, la question de la construction de partis ouvriers authentiquement indépendants est une question centrale de toute la situation. Mais je crois qu'il est nécessaire de préciser : les conditions nationales dans lesquelles les partis ouvriers indépendants peuvent se développer sont différentes d'un pays à l'autre, mais, dans tous les cas, la question du parti ouvrier indépendant se relie à l'existence d'un noyau de la IV<sup>e</sup> Internationale, combattant sur son programme, pour l'aider à s'édifier. Elle se relie à la manière dont ce parti s'inscrit dans la situation nationale pour relier les tâches politiques qui relèvent du combat ouvrier au combat démocratique et au combat d'émancipation nationale.

Nous discuterons en particulier dans ce congrès de la place et de la signification du Labor Party aux Etats-Unis. Nous discuterons tout particulièrement de la manière dont le combat pour une représentation politique noire indépendante se relie et s'inscrit dans la construction du Labor Party. Le secteur noir de la classe ouvrière américaine est partie intégrante de la classe ouvrière et est en même temps un secteur spécifique. Pour des raisons qui tiennent aux conditions historiques de son oppression et de son exploitation spécifiques, le secteur noir de la classe ouvrière américaine est constitué dans des rapports politiques, sociaux, syndicaux, organisationnels, économiques qui le distinguent, bien qu'il s'intègre dans l'ensemble de la classe ouvrière.

---

### LA QUESTION DES PARTIS OUVRIERS INDÉPENDANTS

---

La ligne qui est la nôtre — "*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*" — exige que nous discutons des formes, dans une situation qui est difficile, par lesquelles nous aidons à faire un pas en avant dans la voie de la constitution d'une représentation politique noire indépendante intégrée à la constitution du Labor Party, mais intégrée d'une manière spécifique. En particulier, nous aurons à discuter de la



manière dont l'appel lancé par les militants noirs réunis à Johannesburg dans le cadre de la conférence africaine préparatoire au tribunal pour juger les responsables de la situation du continent africain va être l'occasion d'organiser une tournée de rencontres, d'échanges politiques et de clarification avec les militants d'origine afro-américaine aux Etats-Unis pour avancer sur ce terrain.

Mais la question du parti ouvrier indépendant se pose sous une autre forme en Algérie. Dans les pires conditions de dislocation et de démantèlement que l'impérialisme cherche à imposer en Algérie depuis plus de dix ans, il faut dire que, dans ces conditions données, sur la ligne de la défense de la souveraineté nationale, qui s'oppose aux plans d'ajustement structurel, sur la ligne qui pose la question de la paix de manière inconditionnelle comme le cadre nécessaire à la préservation de la nation, de la classe ouvrière et de l'ensemble de la société en Algérie, l'existence du Parti des travailleurs comme parti ouvrier indépendant a joué et joue un rôle déterminant dans l'évolution de la situation.

Dire cela, ce n'est pas prétendre que les problèmes sont surmontés, mais c'est comprendre la responsabilité qui est nôtre lorsque nous posons la question de la construction du parti ouvrier indépendant. C'est, sous une autre forme, la discussion que nous avons commencée à Johannesburg à propos de l'existence du Socialist Party of Azania. Le SOPA a été constitué comme un élément extrêmement important d'avancée par rapport à toute l'histoire du mouvement de la Conscience noire parce que c'est un parti qui se situe sur un terrain de classe et, en même temps, c'est un parti qui se construit dans des conditions difficiles, parce qu'il est soumis à une offensive des ONG qui vise coûte que coûte à l'entraîner soit sur le terrain des ONG, soit — et c'est une autre forme que nous avons connue dans d'autres pays — sur le terrain de l'unité des révolutionnaires, avec les propositions d'action commune de l'organisation pabliste WOSA, qui en fait viserait à ramener le SOPA dans une sorte de "gauche de la gauche" par rapport au gouvernement Mandela.

Camarades, il faut que les choses soient dites très clairement : le gouvernement

Mandela en Afrique du Sud, comme le gouvernement Blair en Angleterre, le gouvernement Jospin en France, sont au cœur de l'offensive de démantèlement des organisations ouvrières. L'une des organisations internationales syndicales les plus engagées dans ce processus d'ONGéisation, qui s'appelle l'Internationale des services publics, vient de publier un document dont le titre est : "*Le commerce mondial et le droit des travailleurs. Clinton, Mandela et Blair partagent nos idées*". Et ça, camarades, c'est une prétendue organisation syndicale internationale qui revendique d'être partie prenante de l'élaboration des clauses sociales, des accords de libre commerce ! Ils ont raison de dire que cette exigence d'intégration des organisations syndicales, c'est Blair, c'est Clinton, c'est Mandela, c'est Jospin, c'est d'autres et ce sont donc toutes ces questions qu'il nous faut clarifier entre nous.

Il n'y aura pas de parti ouvrier indépendant ni en Afrique du Sud, ni dans d'autres pays, si nous ne posons pas la question de la manière dont nous aidons ces partis à se constituer sur le terrain de l'indépendance de classe, ce qui exige de clarifier toute une série de questions parmi celles qui ont été évoquées ici. Parmi ces questions, je voudrais dire quelques mots (nous aurons l'occasion d'y revenir) sur l'actualité de la révolution permanente et de la place de la défense des mots d'ordre démocratiques et nationaux.

Camarades, la bourgeoisie dans sa phase ascendante, en cherchant à constituer le marché mondial, a constitué la nation. Et de ce point de vue, la nation s'est inscrite comme une étape constitutive de la démocratie elle-même, dans la mesure où, en outre, la classe ouvrière a inscrit dans les institutions de la nation ce que Trotsky appelait ses propres bastions de démocratie prolétarienne, insérés dans les interstices de la démocratie bourgeoise. Aujourd'hui, il est indiscutable que l'impérialisme décomposé et pourrissant crée une situation où, dans la plupart des pays, la question du démantèlement de la nation est mise à l'ordre du jour par l'offensive impérialiste, c'est le cas en Algérie, on l'a dit, c'est le cas au Brésil, où les politiques de démantèlement, de

privatisation et de pillage remettent en cause l'existence même de la nation et de sa souveraineté.

C'est le cas en Afrique du Sud, où la chute officielle du régime de l'apartheid ne modifie en rien une situation où la majorité noire, le peuple noir d'Afrique du Sud, est expulsée du contrôle du pouvoir et de la démocratie, qui reste entre les mains d'un régime continuiste de la minorité d'exploiteurs blancs et de leur façade que constituent Mandela et les gens de l'ANC.

C'est le cas au Mexique, c'est le cas au Bangladesh, un pays qui a payé d'un million de morts, il y a vingt-cinq ans, sa constitution en nation souveraine et qui aujourd'hui est soumis à une offensive "d'algerianisation", une campagne de terreur, d'assassinats, de démantèlement, qui vise le mouvement ouvrier organisé, en même temps qu'il cherche à soumettre plus directement encore ce pays au pillage de l'impérialisme.

---

### DÉMANTELEMENT DES CADRES NATIONAUX ET CONQUÊTES OUVRIÈRES DÉMOCRATIQUES

---

C'est une donnée d'ensemble. En ce sens, camarades, il est clair que la IV<sup>e</sup> Internationale, fidèle à la révolution permanente, intègre l'ensemble des mots d'ordre démocratiques et nationaux dans son combat. La révolution permanente nous apprend qu'à l'époque de l'impérialisme, et encore plus aujourd'hui à l'époque de l'impérialisme décomposé, les tâches démocratiques, les tâches nationales ne peuvent être sérieusement prises en main que par la classe ouvrière, rassemblant autour d'elle toutes les couches opprimées et exploitées de la population.

Aujourd'hui, il nous revient, comme IV<sup>e</sup> Internationale, dans tous les pays exploités et dominés où cette question est mise à l'ordre du jour par la politique de l'impérialisme, de relier la question du combat pour la défense de la nation à l'ensemble des conquêtes ouvrières et démocratiques inscrites dans le cadre de la nation et au combat d'ensemble de la classe ouvrière.

Mais, camarades, cela vaut aussi d'une certaine manière pour l'ensemble des impérialismes concurrents à l'impérialisme américain, qui sont aujourd'hui soumis au démantèlement.

Je voudrais maintenant revenir sur la question de la Yougoslavie. La Yougoslavie préfigure les processus en cours dans toute l'Europe. Le fait que la Yougoslavie soit un Etat prétendument multiethnique n'est qu'une caractéristique secondaire par rapport au fait que, par exemple, l'Europe de Maastricht cherche à démanteler toutes les vieilles nations d'Europe dans une Europe des régions, où tous les éléments constitutifs de la nation seraient démantelés.

Et, dans ce cadre-là, il est clair que cette situation nouvelle nous oblige à intégrer cette dimension. Qu'est-ce que nous défendons dans le cadre de la nation ? Nous défendons tout ce que la classe ouvrière a inscrit dans le cadre de la nation comme institutions ouvrières, comme conquêtes ouvrières démocratiques, parce que la lutte de classe s'est développée historiquement dans le cadre de la nation, c'est-à-dire dans le cadre même qui a été celui du développement des forces productives, de la constitution de la bourgeoisie comme bourgeoisie et de la manière dont elle a essayé de s'organiser pour conquérir sa part du marché mondial.

Ne pas poser cette question aujourd'hui serait contourner la forme majeure de démantèlement de la classe ouvrière dans un pays comme la France, camarades, et c'est vrai pour tous les pays impérialistes en Europe.

Les syndicats sont nationaux, les conventions collectives sont soit nationales, soit régionales, adaptées à partir d'un cadre d'accords nationaux ; les statuts de la fonction publique sont nationaux, les régimes de Sécurité sociale et de retraite sont nationaux, le système d'instruction publique est national et on pourrait allonger la liste : les chemins de fer, les transports, l'électricité, le téléphone. L'offensive aujourd'hui de démantèlement et de privatisation prend la forme de la régionalisation, c'est-à-dire de la privatisation sous la forme du bradage des élé-

ments constitutifs de la nation à des bandes mafieuses qui, demain, s'opposent dans le cadre de l'Europe des régions.

Ils préparent les conditions d'une "France utile" et d'une "France inutile", d'affrontements tribaux. Il n'y a pas besoin d'être en Afrique ou en Yougoslavie pour voir des affrontements tribaux. Ils préparent les conditions d'affrontements tribaux dans ce pays et ils le font avec l'aide, avec l'intervention directe de

tous les appareils grands et petits qui, dans le cadre de la "gauche plurielle" et de la "gauche de la gauche", mettent en œuvre cette politique. C'est une responsabilité majeure de la IV<sup>e</sup> Internationale de construire un parti ouvrier indépendant qui prenne en charge le combat de préservation et de résistance de tout ce que la classe ouvrière a inscrit comme institutions qui lui sont propres dans le cadre de la nation et de combattre en ce sens pour la préservation de la démocratie.

## Réponse du rapporteur

(extraits)

Avant d'en venir aux questions de fond, je voudrais indiquer ce qu'est notre méthode de discussion. Dans la IV<sup>e</sup> Internationale, la discussion est libre, nous débattons fraternellement, en confrontant nos points de vue, sans craindre d'exprimer nos désaccords et nous le faisons sans contrainte. Dans la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est Pablo qui a tenté d'utiliser des moyens coercitifs pour imposer son orientation liquidatrice à la section française. Ce n'est pas là notre méthode. Notre méthode, c'est que, dans le cadre qui nous est commun, dans la discussion libre, problèmes, questions et désaccords soient librement exprimés.

Il peut y avoir différents moyens d'aborder la discussion. Pour ma part, voilà comment je vois les choses.

Dans *La Révolution trahie*, Trotsky tente de donner une définition d'ensemble de la bureaucratie. Et après avoir donné une longue définition en neuf points, il conclut par la formule suivante qui ne va pas satisfaire ceux qui veulent que les définitions soient toujours noires ou blanches :

*"Les doctrinaires ne seront naturellement pas satisfaits par une définition aussi vague. Ils voudraient des formules*

*catégoriques ; oui et oui et non et non. Les questions de sociologie seraient bien plus simples si les phénomènes sociaux avaient toujours des contours précis. Mais rien n'est plus dangereux que d'éliminer, en poursuivant la précision logique, les éléments qui contrarient dès maintenant nos schémas et peuvent demain les réfuter.*

*Nous craignons par-dessus tout dans notre analyse de faire violence au dynamisme d'une formation sociale qui n'a pas de précédent et ne connaît pas d'analogue. La fin scientifique et politique que nous poursuivons nous interdit de donner une définition achevée d'un processus inachevé, elle nous impose d'observer toutes les phases du phénomène, d'en faire ressortir les tendances progressistes et réactionnaires, de révéler leur interaction, de prévoir les diverses variantes du développement ultérieur et de trouver dans cette prévision un point d'appui pour l'action."*

Pour ma part, j'estime que la discussion entre militants de la IV<sup>e</sup> Internationale doit s'inscrire dans cette méthode. Elle doit partir des faits, de tous les faits, les confronter aux bases théoriques qui sont les nôtres et en tirer les conclusions pratiques. Cela, camarades, n'a rien à voir avec ces méthodes de discussion qui

avaient cours au sein du Secrétariat unifié, où la discussion ne visait pas à rassembler les faits pour en dégager une orientation, mais, au contraire, où il s'agissait de sélectionner des faits permettant a priori de justifier un point de vue, même si celui-ci était contraire à la réalité et s'il ne débouchait sur aucune action indépendante de la classe ouvrière.

La discussion sur les forces productives est une discussion fondamentale. Et je suis d'accord avec beaucoup de choses qui ont été dites ici par nombre de camarades. Dans la discussion d'hier, on a évoqué une citation de Trotsky tirée de "*Où va la Russie ?*" sur le fait que les forces productives n'ont pas cessé de croître. Dans la première citation, Trotsky parle de la Russie en 1926, qui, à partir du moment où elle s'est libérée des lois du marché, a connu une croissance des forces productives.

Camarades, si nous combattons pour libérer les forces productives du marché, c'est parce que c'est la condition pour qu'elle prenne de nouveau leur essor. Je ne vois là aucune contradiction. Il n'y a aucune contradiction entre la citation de Trotsky à propos de la Russie soviétique et notre analyse. La deuxième citation est : "*Les forces productives ont connu dernièrement un développement en Inde.*"

Je vous rappelle que ces lignes ont été écrites en 1927 et qu'il y a eu aussi un développement des forces productives en Allemagne sous la forme d'un processus de reconstruction. Expliquer que la tendance générale de la production mondiale est la baisse des forces productives ne signifie nullement nier le fait qu'à dans des moments particuliers il peut se présenter des situations qui contredisent cette loi générale. Les lois de la nature, de l'histoire, de toutes les sciences, expriment des tendances fondamentales qui sont toujours partiellement et momentanément contrecarées.

Le point de vue de Marx peut être résumé de la manière suivante : Marx dit que lorsque nous parlons de forces productives, nous parlons de forces productives du travail et il ajoute que toutes les forces productives procèdent d'une seule chose, le travail humain. Et il le prouve. Il dit, en

effet, que les forces productives procèdent de la production, que depuis l'aube de l'humanité, les hommes entrent en rapport avec la nature et cherchent à maîtriser la nature. Ils prélèvent sur la nature des biens et, finalement, l'action de production, que l'on parle de l'homme primitif, du scientifique de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, se résume bien évidemment, à des degrés de technicité très différents, à cette action par laquelle l'homme essaie de maîtriser la nature.

Par conséquent, dit Marx, les formes historiques de la production évoluent, les rapports sociaux sont différents par rapport à la façon dont l'humanité maîtrise la nature. Les différents niveaux de cette maîtrise dans la nature, c'est ce qu'on appelle les forces productives.

Marx explique ce qui différencie le niveau de développement des forces productives. Et il en tire cette conclusion : toutes les forces productives procèdent du travail humain. On peut dire que la force de travail n'est pas la seule force productive, c'est vrai. Par exemple, il y a aussi les moyens de production, les usines, les machines, les outils. Mais que sont les moyens de production, les usines, les machines et les outils, si ce n'est pas le produit de la force du travail humain, de la principale force productive, celle du travail de l'homme ? Toute l'industrie, toute la technique, tous les moyens de production procèdent de la force productive qui est celle du travail humain.

Il y a d'autres forces productives, les ressources naturelles qui font aussi partie des forces productives, mais que sont les ressources naturelles ? quelle différence entre elles ? C'est le plus ou moins grand degré de connaissance qu'ont les hommes de l'existence de ces ressources naturelles et leur plus ou moins grande capacité à utiliser ces ressources.

C'est pourquoi les ressources naturelles procèdent également de la principale force productive qui est le travail de l'individu social qu'est le prolétaire. Il y a aussi un troisième type de forces productives : c'est la richesse accumulée depuis des générations ; la richesse accumulée sert au développement. Mais qu'est-ce que cette accumulation, sinon l'expression concen-

trée — souvent monétaire — du surproduit accumulé par le travail humain depuis des milliers d'années ?

Par conséquent, toutes les forces productives de l'humanité, force de travail humain, moyens de production matériels, ressources naturelles, richesses accumulées, procèdent toutes exclusivement de la principale force productive qui est la force de travail humain.

Et cela Marx mit des années à l'établir. Trotsky, qui comme Lénine, se réclamait du marxisme, n'en a jamais parlé autrement. Peut-on sérieusement dire aujourd'hui que lorsque Trotsky parle des forces productives, il parle de l'industrie, des moyens de production et pas de la force humaine ? On peut, bien sûr, proposer une autre définition, mais on ne peut l'attribuer à Marx.

C'est cette définition des forces productives qui amène Marx à préciser dans la *Contribution à la critique de l'économie politique* (en 1859),

*"qu'à un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves."*

Reprenant ce qui était expliqué dans *L'Idéologie allemande*, il explique qu'elles tendent, dans le cadre du régime de la propriété privée, à devenir des "forces destructrices". Marx n'avait-il pas raison ?

Lénine consacrera un livre entier, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, à développer l'idée selon laquelle le marché mondial constitué, les forces productives étouffent dans le cadre national et, par conséquent, la contradiction entre la tendance qui développe les forces productives et la contraction du marché. Le régime capitaliste, nous le savons, est un régime d'exploitation sociale fondé sur l'extorsion de la plus-value. L'extorsion

de la plus-value se réalise dans le processus de production de marchandises, mais pour qu'il y ait profit capitaliste, il faut réaliser cette plus-value. Il ne suffit pas de produire des marchandises, il faut aussi les vendre.

Dans un marché mondial rétréci, les marchandises se vendent de moins en moins, alors il est de plus en plus difficile de réaliser la plus-value produite, et le caractère limité du marché mondial, explique Lénine, est à la base de ce qu'est le stade de l'impérialisme, "*stade suprême du capitalisme*", qui nourrit la décomposition des forces productives. On dira, peut-être, que ce sont là de simples définitions. Certes, mais s'appliquent-elles ? On ne peut répondre à cette question en s'appuyant sur des statistiques partielles concernant un pays déterminé, ou même en utilisant des statistiques conjoncturelles d'un sous-continent. Il faut s'appuyer sur des données d'ensemble. Je propose une statistique d'ensemble.

Les statistiques du Bureau international du travail qui indiquent la proportion que représente la classe ouvrière productive par rapport à l'ensemble de la population active mondiale — pas la Thaïlande ni la Corée entre 1988 et 1997, pas le Japon durant treize ans, pas la Tunisie ou le Maroc, mais le monde entier — montrent qu'en chiffres absolus, l'ensemble de la population active engagée dans l'industrie est en très légère régression par rapport à l'ensemble de la population. Elle ne stagne pas, elle est en régression. Et dans cette population active employée dans l'industrie, celle qui relève strictement de la population active industrielle et manufacturière, celle qui produit directement les marchandises, est elle aussi en légère contraction, un peu plus que la tendance générale. C'est une première remarque : la classe ouvrière productive ne disparaît pas, elle ne se développe pas.

Deuxième remarque : d'une région à l'autre, d'un pays à l'autre, il y a beaucoup de modifications rapides, c'est certain. Par exemple, pendant la période considérée, les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale connaissent un recul extrêmement important de la population industrielle, recul qui est en quelque sorte numériquement compensé par des aug-

mentations substantielles, bien que limitées, de la main-d'œuvre industrielle dans les pays du Sud-Est asiatique ou encore en Chine. Mais, camarades, si on a remplacé des ouvriers américains, français ou allemands par des ouvriers chinois, sud-coréens ou thaïlandais, tout le monde sait que, dans les conditions sociales et politiques prévalant dans ces pays, cela signifie que la valeur de la force de travail est brusquement réduite. C'est pour cela qu'il y a les délocalisations. C'est donc là aussi, sous une deuxième forme, une tendance à la régression des forces productives. La dévalorisation de la force de travail est un facteur de l'affaiblissement de l'ensemble des forces productives du travail.

Troisième élément, camarades : là où les emplois restent en place, par exemple en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, en Corée, quelle est l'évolution ? L'évolution, c'est que les emplois statutaires sont remplacés par des emplois précaires ; les emplois avec conventions collectives sont remplacés par des emplois sans conventions collectives ; les emplois sous contrat à durée indéterminée sont remplacés par des emplois sous contrat à durée déterminée, par le travail à temps partiel imposé ; les primes versées pour le travail de nuit, pour les heures supplémentaires, sont systématiquement supprimées. Par le biais de l'annualisation du temps de travail, de la flexibilité, on remet en cause beaucoup d'avantages salariaux ; la Sécurité sociale, les retraites, tout ce qui est constitué par le salaire différé est brutalement remis en cause. C'est donc la valeur de la force de travail elle-même qui est brutalement réduite.

Ajoutons la substitution, par exemple, du travail des femmes surexploité, déqualifié, en Asie du Sud-Est, qui coûte dix fois moins cher que le travail qualifié d'un certain nombre de travailleurs d'Europe. Ajoutons la substitution du travail des enfants surexploités à celui d'ouvriers qualifiés, ajoutons le temps partiel imposé, ajoutons les emplois d'une heure en Angleterre, ajoutons le travail des prisonniers aux Etats-Unis et en Chine.

Dans quel pays les salaires réels ont-ils augmenté depuis dix ans ? Quelle que soit la forme, il y a dégradation, dévalorisation des forces de travail. Mais ce n'est pas

tout : quand on ferme les hôpitaux, c'est l'entretien de la force de travail qui est remis en cause. Quand on ferme les écoles, c'est la qualification de la force de travail qui est frappée. Quand on détruit les syndicats ou les conventions collectives, qui permettent de résister pour préserver les garanties du travail, c'est la principale force productive, l'homme, qui est touchée. Et on peut parler aussi d'autres forces productives : dans les dix dernières ou les vingt dernières années, le nombre d'usines qu'on ferme est plus élevé que celui qu'on ouvre, le nombre des terrains cultivés convertis en friche a beaucoup augmenté, la faim se développe, les épidémies se développent. L'Afrique est ravagée par les épidémies et les guerres. C'est la destruction de la principale force productive, la force de travail.

Dans la rapport introductif, il a été traité de la question des investissements, du recul des investissements productifs. Quelque aspect qu'on prenne des forces productives, il n'y en a aucun qui contredise l'affirmation selon laquelle toute la situation mondiale est marquée par le fait que le capitalisme décomposé, pourrissant, réserve ses capacités à la destruction. Il s'agit là d'une contradiction.

Nous avons un régime social d'exploitation qui, pour préserver sa capacité à faire des bénéfices, détruit le travail salarié, et cependant, il ne peut tirer ses profits que de l'exploitation du travail salarié. Donc, il cherche à dépasser ses contradictions en accroissant le degré d'exploitation de la classe travailleuse, en diminuant la valeur de la force de travail, en accroissant toutes les contradictions du marché ; et pourtant, il ne tombera pas pour autant. La conséquence de cette situation, c'est la guerre en Yougoslavie. La conséquence, c'est le démantèlement des nations et des Etats. La conséquence, c'est l'offensive d'intégration corporatiste des syndicats.

La question des forces productives, répétons-le, nous ne l'avons pas inventée. Elle a été établie par Marx, par Lénine et par Trotsky. Ce n'est pas une question de théorie abstraite. La IV<sup>e</sup> Internationale s'est constituée avant tout sur l'appréciation selon laquelle les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. La perspective même de la révolution prolé-

tarienne comme seul moyen de sauvegarder la civilisation, l'alternative "*barbarie ou socialisme*", qui fonde notre action, relèvent du fait que les forces productives ont cessé de croître. C'est parce qu'il s'agit d'une question dont les conséquences pratiques sont décisives qu'elle a toujours occupé une place centrale dans les débats au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale, comme ce fut le cas lors de la tentative révisionniste de la liquider.

Le capitalisme, nous le savons, se défend. Précisément, il se défend avec des moyens qui l'entraînent à aller encore plus loin dans la destruction pour s'assurer la possibilité de réaliser encore des profits. Aussi, les contradictions ne peuvent que s'aggraver : c'est ce qui donne son caractère convulsif à toute la situation.

Camarades, ce qui se passe en Afrique est le résultat direct de ces développements. C'est aussi cela qu'illustre la situation de l'Algérie. C'est ce qui a été expliqué sur l'Afrique du Sud. La guerre de l'OTAN en Yougoslavie procède de cette même réalité.

Aujourd'hui, la bourgeoisie, dans cette phase de décomposition, doit remettre en cause ses propres formes institutionnelles, qui étaient issues de la phase de développement des forces productives. C'est ce qui a été démontré, par exemple, à propos de la Belgique. Ils ont édifié la Belgique,

édifié, d'une certaine façon contradictoire, toutes les nations. Et pourquoi les démantèlent-ils maintenant ? Cela n'est-il pas sans rapport avec la situation ? Ce sont des questions importantes, parce que, quel est l'enjeu ?

Nous sommes revenus, et nous reviendrons dans la discussion de ce congrès, sur la signification de l'impérialisme : la bourgeoisie n'est plus dans une phase ascendante, mais dans une phase de décomposition, qui s'accroît.

A l'époque du capitalisme ascendant, les capitalistes cherchaient à contrôler de nouveaux marchés et à développer la production. La croissance de la productivité était utilisée à cette fin. C'était un facteur de développement du marché, de développement des forces productives.

Aujourd'hui, les gains de productivité aboutissent à fermer, non pas momentanément, mais définitivement les entreprises, à liquider les postes de travail, à opérer de grandes fusions, qui se traduisent par l'expulsion du marché du travail de millions de prolétaires conduisant à la dévalorisation de la force de travail.

C'est cela, à l'échelle mondiale, la réalité concrète face à laquelle la classe ouvrière résiste et cherche les voies d'une issue. C'est cela qui dicte nos responsabilités et nos tâches.





# Résolution politique générale adoptée par le Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale

(extraits)

1. — En adoptant son *Manifeste*, qui rassemble son appréciation de la situation mondiale et les tâches qui en découlent pour la défense de la classe ouvrière et de ses organisations, le Quatrième Congrès mondial décide de fournir à tous ceux qui, dans le monde, combattent contre l'exploitation et l'oppression les moyens de connaître, de débattre et de s'approprier les conclusions de ses travaux. Il en découle que la première tâche qui incombe aux délégués de 45 pays qui constituent ce congrès, c'est la traduction, puis la diffusion massive de ce *Manifeste*. Nous décidons d'en faire un instrument permettant le renforcement de la IV<sup>e</sup> Internationale, sous la forme d'une campagne d'affiliation à ses sections, d'ouverture de groupes d'études révolutionnaires ou autres formes permettant de se familiariser avec son programme, et aussi sous la forme d'un instrument permettant d'organiser (ou d'élargir lorsqu'il existe déjà) le réseau de ceux qui, sans être membres de la IV<sup>e</sup> Internationale, lui apportent un soutien financier régulier.

2. — La tenue du Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale a coïncidé avec le déchaînement des bombardements impérialistes en Yougoslavie. La guerre engagée sur le continent européen exprime de

manière concentrée la dislocation de l'ordre mondial. Celle-ci procède de la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. A l'époque de l'impérialisme putréfié, le développement des forces productives non seulement se heurte aux limites d'un marché mondial saturé, mais, plus encore, la dislocation du marché mondial rejaillit sur la tendance à la destruction des forces productives, au premier rang desquelles la destruction de la force de travail des prolétaires. Destruction qui mine les bases mêmes du régime social d'exploitation, lequel est tout entier fondé sur la recherche du profit, dont la seule source est la plus-value extorquée par l'exploitation du travail salarié. Les guerres "humanitaires", la dislocation des nations, les famines et l'offensive visant au démantèlement des organisations ouvrières indépendantes par la voie de leur intégration aux institutions de la mondialisation sont différentes expressions d'une même actualité : l'impérialisme est bien la réaction sur toute la ligne. Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, l'actualité du combat pour la révolution prolétarienne s'exprime, sur la ligne de la transition, en particulier par la construction de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples fondée à Barcelone en janvier 1991, sur la base de la lutte contre la guerre et l'exploitation.

**3.** — De cette appréciation, il découle que, dans tous les pays, les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale prennent sans délai, sous des formes appropriées, des dispositions d'aide à la mobilisation contre la guerre. Décision qui, en priorité, concerne les sections des pays impérialistes engagés dans l'offensive de l'OTAN. Une politique ouvrière indépendante est inséparable de la lutte contre son propre gouvernement impérialiste. C'est donc là une condition de l'orientation politique indépendante de la IV<sup>e</sup> Internationale, en particulier pour ses partisans combattant aux Etats-Unis, en France, en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne, etc. Mais, au-delà, il est clair que la guerre impérialiste déclenchée contre la Yougoslavie est une guerre de terreur contre tous les peuples.

C'est pourquoi toutes les sections, même celles des pays qui ne sont pas directement concernés par la guerre, seront amenées à insérer la lutte contre la guerre impérialiste dans leur politique d'ensemble, en faisant systématiquement le lien entre guerre et exploitation, c'est-à-dire guerre et plans de privatisation-destruction, de déréglementation, de pillage, de démantèlement des nations, etc. En toutes circonstances, les mots d'ordres relieront : Non à la guerre, arrêt immédiat des bombardements et intervention impérialistes, retrait des troupes, droit de tous les peuples et de toutes les nations à disposer d'eux-mêmes, les gouvernements sont responsables de la guerre.

**4.** — Lutte pour la paix et lutte pour la démocratie sont inséparables. La tenue de la Conférence mondiale ouvrière ouverte de San Francisco, au début de l'an 2000, est centrée sur la défense de l'indépendance des organisations ouvrières et des libertés démocratiques. Ces questions concentrent tout l'enjeu de la démocratie, donc tout l'avenir de la civilisation humaine. Nos débats ont établi qu'à travers le sommet mondial de l'ONU (juillet 2000), relié au sommet de l'OMC à Seattle (novembre 1999), l'impérialisme cherche à mettre en place toute une architecture d'institutions de la mondialisation, dont la fonction est d'imposer un ordre

corporatiste mondial d'inspiration totalitaire fondé sur l'intégration-destruction des organisations ouvrières indépendantes.

Reprenant à son compte toute la tradition du mouvement ouvrier et démocratique, la IV<sup>e</sup> Internationale considère que la classe ouvrière n'est classe qu'à travers son organisation et que la démocratie n'est démocratie qu'à travers la reconnaissance de l'indépendance des organisations ouvrières. C'est pourquoi le Quatrième Congrès mondial considère comme essentielle la convergence opérée à cette occasion entre des secteurs du mouvement syndical aux Etats-Unis et dans le monde entier, et l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (...).

**5.** — La lutte contre l'intégration des organisations se relie dans chaque pays et chaque continent au combat pour la résistance contre toutes les formes d'intégration-destruction : pactes sociaux, pactes pour l'emploi, comité du dialogue, partenariat social, gestion tripartite, etc. Elle se relie également à la lutte contre les tentatives d'ONGisation du mouvement syndical, dont une forme particulièrement dangereuse au plan mondial est la tentative d'édifier une prétendue "nouvelle internationale syndicale" (l'UNI), dont la fonction avérée est de détruire les organisations indépendantes existantes, au plan national comme au plan international, pour les transformer en rouages subsidiaires de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'ONU (...).

Notre perspective s'inscrit résolument dans le cadre de la résistance, qui dans tous les pays et sur tous les continents voit les travailleurs et les peuples chercher à dresser leur lutte de classe contre la politique meurtrière de l'impérialisme. Processus de résistance qui se traduisent au sein même des organisations ouvrières. Engagée partout, l'offensive d'intégration reste inachevée. Notre responsabilité, comme IV<sup>e</sup> Internationale, est de fournir, à l'échelle internationale comme dans chaque pays, les points d'appui contre l'achèvement de ce processus.

C'est dans ce contexte que prennent place les initiatives proposées qui s'articulent à la préparation de la conférence mondiale elle-même : la conférence de Genève à l'occasion de la conférence annuelle de l'OIT (pour la défense des conventions garantissant les droits arrachés par la lutte des classes contre les prétendues "recommandations fondamentales"), bulletin du comité de suivi de la conférence de Sallaumines, adresse à l'occasion du congrès de la Confédération européenne des syndicats, etc.

**6.** — La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. Il en découle que, dans tous les pays, les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale sont engagées sur la voie de la transition, dans le regroupement pour une politique ouvrière indépendante. Politique dont les formes nationales varient de la construction de partis ouvriers indépendants à la participation à des initiatives cherchant à regrouper pour une politique ouvrière indépendante dans des partis que les masses ouvrières et paysannes considèrent encore comme leur représentation. Quelles que soient les formes tactiques dictées par les spécificités des situations nationales (formes tactiques qui, par définition, sont appelées à évoluer et se modifier), il y a incompatibilité politique absolue entre la IV<sup>e</sup> Internationale, d'une part, et, d'autre part, les partis de l'Internationale socialiste devenue "l'Internationale de la troisième voie" et les partis staliniens, ex-staliniens, staliniens rénovés et autres secteurs issus de la décomposition de l'appareil international du stalinisme, aujourd'hui reconvertis en instruments directs de la politique de l'impérialisme américain, au nom de "l'adaptation" à l'économie de marché.

**7.** — La discussion a permis d'avancer dans une compréhension commune de la place occupée par la préparation et la tenue du tribunal Afrique, à la fois comme réponse à l'offensive générale contre les peuples et comme un point d'appui pour la préparation de la conférence mondiale ouverte, la situation en Afrique étant l'il-

lustration tragique la plus avancée de l'offensive universelle contre les conquêtes de base de la civilisation.

A la conférence de Johannesburg, il a été proposé qu'une première session du tribunal (qui se tiendra à Los Angeles, Etats-Unis) aura lieu à la veille de la conférence mondiale ouverte de San Francisco. A ce tribunal, l'accusation sera portée par des responsables d'organisations ouvrières (en particulier, par des responsables de centrales syndicales) de 18 pays d'Afrique. Ces responsables ont centralisé au cours de la conférence de Johannesburg des documents, des témoignages démontrant la responsabilité accablante des institutions comme le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et l'Union européenne dans le massacre, qui va en se généralisant, des peuples d'Afrique.

Ce dossier, ce premier acte d'accusation, sera publié en français et en anglais d'ici à deux mois (puis suivront les versions espagnole et portugaise). Il sera complété ensuite par le résultat d'enquêtes qui ont fait l'objet de propositions précises.

Des premières propositions ont été faites concernant les membres du jury du tribunal qui seront sollicités à partir de l'appel de Johannesburg.

Il a été proposé que s'organise une tournée, aux Etats-Unis et dans les Caraïbes, d'une délégation de responsables africains ayant pris la responsabilité d'appeler à la tenue du tribunal. Au cours de cette tournée, il sera question de la situation en Afrique, des dangers qui pèsent sur la survie des peuples de ce continent. Ces dangers seront illustrés en particulier par ce que seraient les conséquences de l'application du "projet pour l'Afrique" de Clinton ou celles du "projet alternatif" du congressiste Jackson Jr.

Le congrès considère que participer activement à la préparation de ce tribunal est une tâche de toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**8.** — Les traités de libre-échange (ALENA-NAFTA, Mercosur, Maastricht)

constituent des armes au service de l'offensive de destruction de toutes les normes et garanties, de déréglementation pour casser le coût du travail et détruire la force de travail elle-même. Instruments au service de l'impérialisme le plus puissant et des multinationales, ils sont le cadre d'une offensive pour remettre en cause l'existence des organisations syndicales, pour les intégrer aux différentes institutions régionales, à la politique des gouvernements, aux besoins des multinationales. Instruments de démantèlement des nations, de remise en cause de toute souveraineté nationale, ils favorisent le développement des confrontations, des guerres.

En Asie, sous l'égide de la Banque mondiale, le South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC), traité qui organise les échanges commerciaux entre les différents pays asiatiques et constitue des accords de libre-échange entre des régions de différents pays, pousse ouvertement et explicitement à la décomposition des nations, à leur éclatement. Les propositions du SAARC s'inscrivent comme un élément traduisant les propos du président Clinton affirmant que l'Inde serait la prochaine Bosnie.

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, la lutte contre les traités de libre-échange constitue une ligne de délimitation dans le mouvement ouvrier. Pour ou contre Maastricht, pour ou contre son abrogation, est une ligne de partage, personne ne peut prétendre avoir une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière et des peuples en s'inscrivant dans le cadre du traité de Maastricht.

Au moment où l'Union européenne vient de démontrer aux yeux de tous les peuples qu'elle n'est qu'un instrument aux ordres de Clinton organisant la guerre contre les peuples, au moment où le prochain sommet européen prétend dicter au travers du pacte européen pour l'emploi sa politique d'intégration à toutes les organisations syndicales, les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale sont engagées dans le combat pour assurer le succès des manifestations et rassemblements décidés au congrès de Sallaumines, et qui, dans toute l'Europe, le 29 mai, rassembleront des

militants de toutes tendances, des groupes et organisations pour la paix, contre le pacte européen pour l'emploi, pour l'abrogation du traité de Maastricht. En Amérique, c'est un lien direct qui unit le combat contre NAFTA lors de la conférence des Amériques et la conférence de San Francisco. En Asie, la déclaration de militants ouvriers indiens, pakistanais, bangladais et sri-lankais contre la décomposition et les menaces de guerre sera largement diffusée dans le mouvement ouvrier de ces pays et dans le monde entier.

**9.** — Nous partons de la lutte des classes, qui lie la défense de la force de travail à la défense de la nation contre toutes les formes de dislocation. Nous n'identifions pas l'Etat — qui est celui de la classe dominante — avec la nation.

Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, sous les formes adaptées, combattant dans le cadre de l'Entente à égalité de droits et de devoirs avec toutes les composantes et préparant la conférence de l'an 2000, partent des intérêts de la classe ouvrière et des peuples.

Dans les nations impérialistes également menacées de dislocation, le combat pour la démocratie — souveraineté populaire — est relié à la définition des revendications ouvrières (transitoires) liées aux solutions expropriatrices. Dans les nations opprimées, le combat prolétarien est lié au combat pour la souveraineté nationale, libérant la nation de l'oppression impérialiste.

La lutte pour la "paix civile" au Bangladesh, pour la paix en Algérie, traduit cette orientation. Le combat pour l'abrogation du traité de Maastricht par l'ensemble des sections européennes s'inscrit dans notre combat pour l'union libre des républiques libres d'Europe. La tenue d'une conférence balkano-danubienne en novembre 1999 traduit, dans une région soumise à la guerre impérialiste, la ligne du combat contre la dislocation et pour la fédération balkano-danubienne, c'est-à-dire pour le droit des peuples à disposer d'eux mêmes.

Une telle orientation se concentre sur la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale matérialisant le combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier et des partis ouvriers indépendants sur la ligne de l'Entente internationale des travailleurs et de la conférence mondiale ouverte.

**10.** — Plus que jamais, s'applique ce qu'expliquait Lénine en 1916, comme conséquence même de l'analyse de l'impérialisme :

*“Le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale systématique et révolutionnaire pour la démocratie.”*

Dans les nations capitalistes qui ont accédé à l'indépendance nationale dans la période du capitalisme ascendant, il s'agit de la défense de la démocratie instituée dans un cadre national, et dans le cadre de laquelle la classe ouvrière a inscrit ses propres conquêtes, ce qui conduit dans certains pays au mot d'ordre d'Assemblée constituante comme mot d'ordre transitoire.

Dans les nations qui n'ont pu se libérer de l'oppression impérialiste, il s'agit toujours du combat pour la souveraineté nationale, dont l'expression la plus naturelle, sous des formes particulières, est l'Assemblée constituante ou nationale. C'est là la ligne stratégique du combat contre la dislocation des nations.

Comme l'a souligné le rapport de la commission Asie, le processus de démantèlement des nations dans le sous-continent indien est plus avancé que ne l'avaient analysé nos précédents documents. C'est la conséquence dans le sous-continent indien (et, au-delà, dans toute l'Asie et dans le monde entier) de la politique mondiale de l'impérialisme sous la direction de l'impérialisme américain.

Au Bangladesh, le pillage impérialiste du pays conduit à sa dislocation, à une situation qui s'apparente à celle de l'Algérie, pour briser la résistance des ouvriers et des paysans aux privatisations et aux plans d'ajustement.

Cette même politique s'applique partout et menace tous les pays de la région d'une Yougoslavie à l'échelle du continent. C'est Clinton qui a déclaré : *“La prochaine Bosnie pourrait être en Inde”* et qui a évoqué la possibilité d'une guerre nucléaire dans la région.

Par conséquent, la campagne menée au Bangladesh s'inscrit comme une première réponse à l'offensive impérialiste. Cette campagne se mènera au Bangladesh sur la base d'un appel disant notamment :

*“Il faut sauver l'indépendance et la souveraineté du pays. La population du Bangla-desh veut vivre. Elle veut travailler. Elle veut trouver des solutions aux problèmes vitaux qui aujourd'hui l'assaillent. Pour cela, elle a besoin de la paix civile, de la démocratie. Ce n'est qu'ainsi qu'elle peut continuer à exister comme une nation unie et s'opposer à toutes les tentatives de mettre en cause sa souveraineté chèrement acquise, toutes les tentatives de démanteler et de disloquer le pays. N'oublions pas la majorité, le peuple, n'ignorons pas sa force, unissons-nous pour empêcher les attentats et les atrocités. Nous appelons à un congrès ouvert à toutes les forces politiques, pour le rétablissement des conditions permettant aux travailleurs et au peuple du Bangladesh d'œuvrer à la solution des problèmes vitaux auxquels le pays fait face. Paix civile, démocratie, unité et indépendance nationales.”*

Le congrès soutient sans réserve cette proposition de réalisation d'un “congrès pour la paix civile”, la démocratie et la souveraineté nationale.

Le congrès mondial demande à toutes les sections de donner une place internationale à cette campagne, notamment en lui donnant toute sa place dans leurs journaux et en adressant des messages de solidarité au Parti démocratique des travailleurs (...).

Le développement de cette campagne intégrera la situation créée par l'offensive contre les droits syndicaux au Pakistan, par l'accentuation des éléments de dislocation en Inde, de guerre au Sri Lanka.

Le congrès considère essentielle la mise en place d'un secrétariat Asie, se fixant la constitution de sections ou de noyaux de la IV<sup>e</sup> Internationale en relation

avec l'organisation de la lutte pour la constitution d'une délégation représentative des travailleurs d'Asie à la conférence mondiale ouverte.

**11.** — Sur les femmes travailleuses, proposition a été faite qu'une commission femmes travailleuses soit mise en place, sous la responsabilité du secrétariat international et du conseil général. De premières propositions pour une campagne ont été faites, de même qu'une proposition spécifique concernant le Pakistan.

1. Campagne de signature sur les revendications des femmes telles que :

- Formulation d'une législation : du travail à domicile ; du travail précaire (temps partiel...).

- Egalité d'accès à l'emploi, égalité des droits dans tous les secteurs.

- Rédaction de lois contre le harcèlement sexuel (Asie).

- Abrogation des "black laws" (lois discriminatoires) contre les femmes au Pakistan.

2. Conférence des femmes sur : mondialisation, privatisation et conséquences pour les femmes (aux niveaux régional et international).

3. Préparation de la publication d'un bulletin : Les femmes militantes et leur combat. Pourquoi la participation des femmes en politique est-elle importante ? Le mouvement syndical et les femmes. Le combat des femmes, difficultés et acquis. Comment organiser les femmes travailleuses ? Privatisation, déréglementation et leur impact sur les femmes travailleuses.

4. 8 mars. Journée internationale des femmes : affiches, tracts sur les revendications des femmes ; manifestation, cortège.

**12.** — La deuxième session du Tribunal contre le travail des enfants se tiendra du 21 au 23 mai prochain, à Sao

Paulo, dans le grand auditorium du Mémorial d'Amérique latine, mis à la disposition du tribunal par la commission des droits de l'homme de l'Assemblée législative de l'Etat de Sao Paulo.

Le contenu de cette deuxième session doit être défini pour nous de la manière suivante : arrachée au capital au prix d'années et d'années de dures luttes de classes, l'interdiction du travail des enfants, codifiée dans la convention 138 de l'OIT, est aujourd'hui insupportable pour le capital pourrissant, qui détruit partout massivement la force de travail humaine.

Lors du tribunal de Mexico, selon l'OIT, il y avait 200 millions d'enfants au travail dans le monde. Aujourd'hui, en trois ans, ce chiffre atteint 300 millions. Le phénomène touche tous les pays et s'étend désormais aux pays les plus "avancés".

- En Angleterre, de source syndicale, 2 millions d'enfants travaillent.

- En France, de source officielle, 450 000 enfants travaillent gratuitement sous statut scolaire, à temps partiel. Cela représente 70 000 emplois à plein temps.

- Aux Etats-Unis, le gouvernement continue de refuser de ratifier la convention 138.

Il s'agit d'un processus programmé. Ils ont déjà décidé qu'il y aurait bientôt quatre cents millions d'enfants au travail dans le monde. Il s'agit d'une expression, particulièrement atroce, de la nécessité, pour l'impérialisme, d'abaisser le coût du travail, de détruire les bases de la civilisation. Il s'agit d'une expression de l'offensive d'ensemble visant à la déréglementation générale, à la dislocation des Codes du travail, à la destruction du droit à l'instruction.

C'est là l'origine des tentatives répétées de la remise en cause de la convention 138 de l'OIT.

La deuxième session du tribunal se situe sur le terrain et dans le cadre du front unique, dont l'axe est la défense et le combat pour la ratification et le respect, dans chaque pays, de la convention 138.

Et c'est pourquoi il s'intègre à la préparation de la conférence mondiale ouverte de San Francisco.

La deuxième session du tribunal rassemblera, sur la base des témoignages de jeunes, de travailleurs et militants ouvriers, syndicaux, les éléments qui mettent en accusation le "projet de recommandation concernant l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants" qui sera à nouveau soumis par les patrons et les gouvernements (de France, d'Angleterre et d'autres pays) à la prochaine session de l'OIT (juin 1999), avec l'objectif d'intégrer les organisations syndicales à participer, avec les gouvernements et les patrons, à une prétendue mise en cause des "pires formes" du travail des enfants.

La deuxième session du tribunal montrera que cette recommandation conduit en réalité à la négation de la convention 138 et elle en dénoncera les conséquences désastreuses pour la jeunesse et pour l'ensemble des droits ouvriers. Elle rassemblera dans cet acte d'accusation les témoignages et les preuves qui le fondent dans un dossier qui sera porté en juin à Genève par une délégation à la session annuelle de l'OIT.

### 13. — 24 avril : campagne pour la libération de Mumia Abu Jamal !

Mumia Abu-Jamal, un militant noir, journaliste aux Etats-Unis, se trouve dans le couloir des condamnés à mort, en instance d'exécution. Le 24 avril, des manifestations de masse auront lieu à Philadelphie et à San Francisco sur la base de deux revendications : Non à l'exécution de Mumia Abu-Jamal ! Un nouveau procès dans des conditions équitables pour Mumia !

Des manifestations et des actions ont également été appelées dans le monde entier.

Le Quatrième Congrès mondial soutient l'appel à se mobiliser pour libérer Mumia et appelle toutes les sections, dans la mesure du possible, à organiser une délégation aux ambassades américaines ou des actions de

protestation le 24 avril. Comme le dit l'appel lancé par le Comité d'action ouvrière des Etats-Unis, "la classe ouvrière et en particulier les militants ouvriers noirs ont toujours été la cible favorite des patrons aux Etats-Unis". La IV<sup>e</sup> Internationale doit être au premier rang des initiatives de front unique prises pour la défense de cette victime de la répression raciste contre les militants noirs, en particulier dans le cadre de l'initiative internationale prise par l'Entente internationale des travailleurs en réponse à la demande des camarades américains.

### Manifestons le 24 avril ! Non à l'exécution de Mumia Abu-Jamal ! Un nouveau procès équitable pour Mumia !

### 14. — Campagne Jurandir-Santos.

La campagne menée au Brésil et à l'échelle internationale, sur la ligne du front unique, pour toute la vérité sur l'assassinat de deux de nos camarades, militants du Mouvement des travailleurs sans terre (MST) à Sao Jose dos Campos, au Brésil, et le châtimement des coupables a abouti à la constitution du comité international dont Baldemar Velasquez, président du syndicat des travailleurs agricoles (AFL-CIO) des Etats-Unis, a pris l'initiative. Comité qui s'intègre pleinement à la préparation de la conférence mondiale ouverte de San Francisco pour l'indépendance syndicale et les libertés démocratiques.

Proposition est faite d'organiser, comme cela a déjà été fait en Espagne, au Mexique, aux Etats-Unis, au Pérou et en France, des délégations auprès des ambassades du Brésil et d'envoyer au comité brésilien des messages de soutien avant le 16 avril, date à laquelle se tiendra à la faculté de droit à Sao Paulo, lieu traditionnel des grandes manifestations démocratiques, le deuxième meeting de la campagne sur l'axe : "Nous n'abandonnerons pas la lutte tant que justice ne sera pas faite !", mot d'ordre adopté au premier meeting de cette campagne à Sao Jose dos Campos.

**15.** — La guerre contre les peuples, c'est aussi les bombardements et l'embargo, qui causent des milliers de morts en Irak.

Le 19 décembre dernier, lorsque les premiers bombardements ont eu lieu, un appel international à constituer un comité contre l'intervention militaire et l'embargo, pour le respect de la souveraineté du peuple irakien, a été lancé. Cet appel de front unique a recueilli des milliers de signatures à travers le monde. Les initiateurs de cet appel proposent qu'une délégation soit organisée à l'ONU aux Etats-Unis pour exiger l'arrêt immédiat de l'intervention militaire, la levée immédiate de l'embargo. Cette proposition a reçu le soutien de l'Entente internationale des travailleurs et, en France, du Parti des travailleurs et de responsables de la Gauche communiste du PCF, de personnalités du mouvement démocratique et de syndicalistes en France, ainsi que de députés du Labour Party et de syndicalistes en Grande-Bretagne.

Le Quatrième Congrès appelle les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale à s'associer à cette campagne et, en particulier, à faire largement circuler et contresigner, dans tous les continents et tous les pays, l'appel à la délégation.

**16.** — Le Quatrième Congrès a décidé de s'associer à la campagne de solidarité avec les 1 500 travailleurs municipaux de Lima, en s'adressant à la mairie de Lima et à la fédération des travailleurs municipaux. Des messages de soutien des instances syndicales, éventuellement des délégations aux ambassades du Pérou sont sollicités, dans le respect des prérogatives et de l'indépendance des organisations.

• A partir des sections espagnole et mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale est lancée une campagne pour le jugement et le châtiement des coupables de l'enlèvement de notre camarade José Ramon Garcia, disparu il y a dix ans au Mexique, comme conséquence de sa lutte contre la fraude électorale dans les élections de 1988. Cette campagne se concrétise dans la réponse à la lettre envoyée par la campagne et les enfants de José Ramon.

• Constitution d'une commission d'enquête internationale sur les actes de répression du gouvernement roumain contre le mouvement ouvrier, et particulièrement contre les mineurs.

• Dans une situation où les processus d'intégration-destruction des organisations s'accroissent (processus qui se combinent avec la répression étatique et patronale), où les attaques des multinationales, via notamment les ONG, se généralisent contre les organisations du mouvement ouvrier au nom d'une prétendue "société civile", le congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale estime indispensable d'appuyer et d'aider — dans le respect de sa physionomie — le Comité international contre la répression (pour la défense des libertés syndicales et politiques) dans son action pour la défense des libertés ouvrières et démocratiques.

• Le Quatrième Congrès décide de poursuivre sa participation à la campagne pour la défense des mineurs mexicains de Cananea, impulsée par les sections nord-américaine et mexicaine.

**17.** — Le Quatrième Congrès mondial a adopté une résolution sur l'élaboration, publication, diffusion de *La Vérité*. Il a tout d'abord décidé de publier *La Vérité* comme revue de l'Internationale, régulièrement et simultanément en anglais, espagnol et français, ainsi que d'autres versions, en portugais, grec, allemand... Cela est indispensable pour réaliser les tâches de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections.

Pour cela, un comité de rédaction international va être constitué, en rapport direct avec la direction internationale. Ce comité de rédaction se réunira à l'occasion des réunions plénières du secrétariat international.

Le prochain numéro de *La Vérité* rendra compte des travaux et des conclusions du congrès mondial.

La publication en français du livre *Lutte des classes et mondialisation*, sa traduction en anglais et espagnol doivent faire l'objet d'une campagne de vente et d'organisation, avec ces deux éléments,



*La Vérité* et le livre, d'écoles de cadres (dates et formes à préciser par le secrétariat international). Cela permettra de charger le conseil général qui sera élu de discuter et d'élaborer un plan de formation interne pour toutes les sections.

### 18. — Médecins.

Une commission de médecins s'est réunie pendant le congrès. Cette commission a tout d'abord fait le constat que les "ajustements" structurels constituent un volet essentiel de la remise en cause généralisée des droits à la santé. Cette offensive, ajoutée aux famines et aux guerres, amène à une situation qui généralise la remise en cause du droit à la vie de secteurs entiers de la population.

Dans la commission, il a tout d'abord été souligné la place occupée dans cette offensive par la remise en cause du fondement éthique de la profession de médecin, vieux de 2000 ans et formulé dans le serment d'Hippocrate, que les institutions financières et politiques supranationales et les Etats détruisent en introduisant une nouvelle "éthique" concentrée sur le "respect des contraintes financières".

Il a été décidé de chercher les accords pour réaliser, en octobre de cette année, une rencontre européenne pour la défense de la déontologie médicale.

Plus généralement, des mesures ont été prises pour que la question de la santé, de sa défense, soit un élément constituant de la préparation de la conférence mondiale de San Francisco. La proposition a été faite de l'élaboration d'un Livre blanc sur l'évolution des systèmes de santé dans le monde et leur remise en cause généralisée, qui doit inclure l'ensemble du personnel médical, docteurs, infirmières, etc. Un premier "schéma" de document en vue de l'élaboration collective de ce Livre blanc sera à la disposition de tous ceux qui préparent la conférence mondiale ouverte d'ici trois mois.

### 19. — Indépendance financière.

La IV<sup>e</sup> Internationale, dans toute la tradition centenaire du mouvement ouvrier indépendant, fait de son indépendance financière une question de principe, qu'elle inscrit sur son drapeau. Les finances de la IV<sup>e</sup> Internationale proviennent exclusivement des cotisations des membres des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale et des militants et travailleurs qui entendent soutenir financièrement son combat pour l'aide à la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe. Dans un monde où la corruption est passée à un stade industriel, où le développement des ONG financées par la Banque mondiale et les institutions internationales se dresse comme un élément pour décomposer les organisations ouvrières et les traditions ouvrières, qui veulent que la collecte auprès des travailleurs soit un élément du lien entre le travailleur et son organisation, la IV<sup>e</sup> Internationale revendique son indépendance financière, garante de son irréductible indépendance politique.

Le congrès a enregistré les engagements de chacune des sections quant à ses cotisations à l'Internationale pour l'année 1999. Toute section de la IV<sup>e</sup> Internationale, quelle que soit sa taille et le montant de son budget, contribue financièrement à la vie de la IV<sup>e</sup> Internationale. Dans le cadre du budget ainsi établi, la IV<sup>e</sup> Internationale s'est donné les moyens nécessaires au fonctionnement de l'Internationale, aux réunions du conseil général et à l'élargissement du travail d'élaboration et de direction de l'Internationale par la constitution de secrétariats continentaux et sous-continentaux. Le Quatrième Congrès mondial appelle toutes les sections à poursuivre à tous les niveaux l'élaboration régulière et suivie d'une politique financière indépendante permettant d'élargir sans cesse auprès des travailleurs le soutien financier à la IV<sup>e</sup> Internationale.

20. — Dans la préparation du prochain congrès mondial, chaque section préparera un bilan de son travail. Il y aura une discussion spécifique au Cinquième Congrès mondial sur la construction de nos sections.

**21.** — Le Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale a établi qu'il était de la responsabilité du secrétariat international et des directions des sections de prendre en charge le travail politique dans la jeunesse, sur l'axe de la construction de la Conférence mondiale de la jeunesse pour la révolution en juillet 2000.

Considérant la question de la lutte contre la guerre comme une question centrale pour le regroupement politique dans la jeunesse, le Quatrième Congrès décide qu'un projet d'appel international de jeunes contre la guerre sera soumis à

l'ensemble des groupes de jeunes, proposant aux jeunes du monde entier l'organisation, sous les formes adaptées à chaque situation nationale, d'une journée internationale des jeunes contre la guerre, contre l'exploitation.

Le secrétariat international et l'ensemble des délégués au congrès prennent la responsabilité que cet appel sera envoyé à l'ensemble des sections, soumis à la discussion dans chaque pays aux jeunes et groupes de jeunes, dans la perspective de la Conférence mondiale de la jeunesse pour la révolution.

# Résolution sur la question nationale adoptée par le Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale

(extraits)

Le projet de résolution proposé se place délibérément sur le terrain des principes fondamentaux, formulés ainsi par Lénine :

*“Toute approche théorique doit se rattacher à ses racines, qui plongent dans les faits économiques, comme généralisation des formes d’opposition de classes qui règnent à l’époque de l’impérialisme.”*

C’est donc à partir de cette approche théorique, toujours valable et vérifiée par les faits, que pourront se définir les problèmes soulevés par la question nationale à notre époque. Sous cet angle, il y a nécessité, en partant de ces principes, de mener la discussion, tant dans la commission qu’au congrès lui-même, de façon à ce que soient abordés les problèmes spécifiques soulevés par la forme que représente aujourd’hui l’oppression nationale. En conséquence, il nous faut préalablement revenir sur une question qui risquerait d’obérer la clarté de notre position sur ces problèmes.

1. — Si, en général, il y a accord sur la contribution concernant la question natio-

nale publiée dans le supplément à *La Vérité*, il apparaît indispensable de clarifier un point. Il est écrit dans la contribution :

*“Dans le cas des nations opprimées. Au début du siècle, Lénine indique que la domination des nations opprimées par l’impérialisme se fait en particulier par le truchement de l’exportation de capitaux visant au pillage des ressources (naturelles et humaines) des pays dominés. En ce sens, bien qu’il s’agisse d’un rapport d’exploitation et d’oppression, il inclut une composante qu’on peut qualifier de contradictoirement progressiste (bien que marginale par rapport à la composante dominante qui est celle de l’oppression et de l’exploitation impérialiste) : à savoir, par ce biais, il y a extension de rapports sociaux de type capitaliste dans les pays coloniaux et dominés, et accélération de processus visant à la constitution effective de nations, processus qui ne peut se réaliser et s’achever que dans le soulèvement contre la puissance coloniale impérialiste.”*

Si l’on peut dire, à la rigueur, qu’il y a eu — sous certaines formes et dans certaines conditions — extension des rapports

sociaux de type capitaliste dans les pays dominés, il faut constater que tel est également le cas, actuellement, avec les délocalisations. Devrions-nous considérer comme un facteur "progressiste" les délocalisations en Corée du Sud ou en Thaïlande, sans compter la Chine ? Si, effectivement, il y a eu constitution d'un prolétariat, cela doit être mis au compte du fait que le capitalisme, y compris dans sa phase pourrissante, reste le capitalisme. Le système pourrissant de la propriété privée reste basé sur l'extorsion de la plus-value — laquelle est de moins en moins susceptible de se réaliser sur le marché mondial. Cette extension est une caractéristique de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, dont le caractère pourrissant s'accroît depuis 1914. C'est également faire abstraction du fait que toute une série de conquêtes des pays coloniaux et semi-coloniaux (indépendance politique, etc.) ont été arrachées par la lutte révolutionnaire des peuples coloniaux, comme produit de la crise révolutionnaire ouverte par la deuxième guerre impérialiste. Il est donc nécessaire de préciser qu'il n'y a pas de "troisième stade" du capitalisme.

**2.** — Sous sa forme la plus générale, Lénine définit en ces termes la question nationale dans la période du capitalisme ascendant :

*"Une nation capitaliste ne saurait exister sans marchés extérieurs. Lorsque la production bourgeoise a atteint un haut degré de développement, elle ne peut se maintenir dans le cadre d'un Etat national (marché intérieur). La concurrence oblige les capitalistes à élargir de plus en plus la production et à rechercher des marchés extérieurs (marché mondial)."*

Dans *La Révolution trahie*, Trotsky définit les traits fondamentaux du capitalisme agonisant sous sa forme la plus générale :

*"La dégénérescence du capitalisme signifie une putréfaction sociale et culturelle. La voie est fermée à une différenciation méthodique de la nation, à la croissance du prolétariat."*

La voie est sans issue, conduisant "à la dégénérescence vers le lumpen prolétariat de couches toujours plus grandes de la classe ouvrière".

A l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et des Etats, les marchandises produites ne peuvent s'écouler sur le marché mondial capitaliste qui a atteint ses limites. La question nationale ("une nation capitaliste ne saurait exister sans marché extérieur") ne saurait se poser en termes identiques à ceux de la période du capitalisme ascendant. Libérer les forces productives du carcan du système pourrissant de la propriété privée est donc la condition première de la solution de la question nationale.

**3.** — Les critères de la révolution permanente peuvent être résumés ainsi. Dans la période du capitalisme ascendant :

*"Le prolétariat croît et se fortifie au fur et à mesure que se développe le capitalisme. Considéré dans ce sens, le développement du capitalisme devient l'évolution du prolétariat vers sa dictature (république des conseils ouvriers)" (1906).*

Trotsky écrit cela au moment où le capitalisme ascendant opère sa mutation vers l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, époque du capitalisme pourrissant. Ce qui l'amène, dès 1906, alors que le capitalisme se transforme en impérialisme et que s'achève l'ère des révolutions bourgeoises, à dégager l'incapacité de la bourgeoisie à accomplir sous sa direction les tâches démocratiques bourgeoises, libérant la nation de ses servitudes féodales. Et, par voie de conséquence, Trotsky en déduit que l'accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises ne pourra être réalisé que sous la direction du prolétariat.

Après avoir engagé la lutte pour l'indépendance nationale à des niveaux divers, les bourgeoisies "nationales", directement ou (et) avec l'aide des partis petits-bourgeois nationalistes, des appareils bureaucratiques staliniens et de l'Internationale socialiste, sont directement devenues les

fourriers de l'impérialisme pourrissant, de l'impérialisme américain, liquidant les résultats du combat révolutionnaire des peuples consignés, de façon limitée, dans l'indépendance politique (Afrique, Mexique, Pérou, Inde, etc.).

4. — L'Etat, sous le régime de la propriété privée, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste, c'est un Etat capitaliste. L'Etat est toujours l'instrument de la domination de classe. Le capitalisme ascendant "a créé la grande production, les fabriques, les chemins de fer, la poste, le télégraphe" (Lénine). Sur cette base, l'immense majorité des "fonctions progressives du vieux pouvoir d'Etat bourgeois" peuvent être prises en charge par les conseils ouvriers. C'est ainsi que le capitalisme ascendant a créé les mécanismes de la gestion sociale de toute l'économie nationale et de sa réorganisation.

Aujourd'hui, le capitalisme pourrissant, avec la mondialisation-destruction nourissant l'économie spéculative, détruit "la grande production, les fabriques, les chemins de fer, la poste", les télécommunications. Il opère cette destruction sous la direction de son Etat. Marx définit dans *Le Capital* la nécessité pour le capitaliste de progresser toujours en avant dans la production :

*"Le cycle du capital ne s'opère pour autant que ses différentes phases passent sans arrêt de l'une à l'autre. Si un arrêt se produisait, les marchandises amoncées sans pouvoir se vendre obstrueraient le courant de la circulation.*

*C'est précisément dans la circulation des marchandises que se réalise la production."*

(Bien entendu, Marx intégrait les crises économiques, qui, dans la phase du capitalisme ascendant, servaient de moteur pour la production accrue de marchandises et l'élargissement du marché.)

Marx poursuit :

*"L'industrie des transports a une importance économique, qu'il s'agisse*

*du transport des marchandises et des hommes ou de la simple transmission des communications, lettres, télégrammes."*

Et c'est précisément dans le cadre de la spéculation-mondialisation que l'Etat de la classe dominante privatise les services publics, les transports, les chemins de fer, la poste..., c'est-à-dire les "fonctions progressives", détruisant ainsi, avec les bases de l'économie productive (grande production, "fabriques"), "les mécanismes de la gestion sociale de l'économie nationale". Ainsi, au nom de "l'ouverture à la concurrence" et pour fournir des milliards à la spéculation, la spéculation-mondialisation subordonne les Etats au système pourrissant de la propriété privée, au prix même de la liquidation des instruments mis en place pour assurer le fonctionnement du mode capitaliste de production et d'échanges. Ce système est impuissant à surmonter les entraves que le marché mondial capitaliste oppose aux forces productives, à la circulation des marchandises.

La même cupidité aveugle, nourrie par la spéculation-privatisation, la déréglementation, s'attaque au coût du travail, à la force de travail humaine, qui est la principale force productive, s'attaque aux salaires et à toutes ses composantes (législation ouvrière, Code du travail), avec lequel le travailleur renouvelle sa force de travail, attaque jusqu'à la racine la force vitale de la nation. La même cupidité spéculative détruit toutes les fonctions progressives des Etats pour ne leur laisser que la force répressive, "l'Etat gendarme" dans sa brutalité. Et ce processus conduit à la constitution de bandes mafieuses se combinant au "gendarme" et aux armées de mercenaires.

5. — Ce processus global, dans toutes ses composantes, conduit à la destruction des nations, qui ne peuvent échapper à leur liquidation que par la révolution prolétarienne. Cf. Marx (*La Guerre civile en France*) :

*"L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ; elle*

devait devenir une réalité grâce à la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais se voulait indépendant de la nation alors qu'il n'en était qu'une excroissance provisoire (...). Il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légales devaient être placées au-dessus de la société et rendues aux serviteurs responsables de la société."

Ainsi, dès 1871, dans le prolongement même du *Manifeste du Parti communiste*, Marx établissait que le prolétariat, classe opprimée, entraînant avec lui dans sa lutte révolutionnaire toutes les couches opprimées et exploitées, se constituait lui-même en nation, libérant la société de l'oppression des classes dominantes en détruisant la machine de l'Etat.

6. — Nous avons à traiter la question du socialisme dans un seul pays, en relation avec la question nationale. Lénine, dans l'ébauche des thèses sur la question nationale pour le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste (juin 1920), dénonce :

*"La reconnaissance verbale du principe de l'internationalisme, auquel on substitue en fait, dans toute la propagande, le nationalisme et le pacifisme petit-bourgeois."*

Ce sont là deux des caractéristiques de la bureaucratie déjà en formation, qui préparent la pseudo-"théorie" du "socialisme dans un seul pays" (nationalisme) et le pacifisme petit-bourgeois (coexistence pacifique).

Lénine poursuit :

*"Le nationalisme et le pacifisme petit-bourgeois ne sont pas seulement le fait constant des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, c'est aussi celui de ceux qui les ont quittés (centrisme, NDLR), et même assez souvent de ceux qui s'intitulent maintenant communistes. La lutte contre ce mal (...), contre les préjugés nationalistes petits-bourgeois les plus enracinés, acquiert d'autant plus d'importance que devient actuel chaque jour le problème de la transformation de la dictature du*

*prolétariat, de nationale (c'est-à-dire existant dans un seul pays et incapable de déterminer une politique mondiale) en internationale (c'est-à-dire la dictature du prolétariat d'au moins plusieurs pays avancés et susceptibles d'avoir une influence décisive sur toute la politique mondiale)."*

Sur cette base, condamnant avant la lettre la pseudo-"théorie" du "socialisme dans un seul pays", avant même que le processus de dégénérescence bureaucratique l'ait mis en œuvre, Lénine dénonçait

*"le nationalisme petit-bourgeois, (qui) (...) laisse intact, sans parler même du caractère purement verbal de cette reconnaissance (de l'égalité des nations), l'égoïsme national. Alors que l'internationalisme prolétarien exige :*

1) *que les initiatives de la lutte prolétarienne dans un pays soient subordonnées aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale ;*

2) *que les nations en train de vaincre la bourgeoisie soient aptes et prêtes à accepter les plus grands sacrifices sur le plan national en vue du renversement du capitalisme mondial."*

Et Trotsky écrit :

*"La division mondiale du travail, la dépendance de l'industrie soviétique à l'égard des techniques étrangères, la dépendance des forces productives (à l'égard du marché mondial) rendent impossible la construction d'une société socialiste autonome dans n'importe quelle contrée du monde."*

1929 :

*"La théorie du socialisme national dégrade l'Internationale communiste, qu'elle emploie comme armée auxiliaire, qui n'est pas destinée à résoudre des tâches qu'on lui propose de manière arbitraire."*

Dans le même mouvement, le "socialisme national" a formé le socle idéologique de la bureaucratie stalinienne se constituant

en caste parasitaire. Dans ce même mouvement, le rempart idéologique du socialisme dans un seul pays aboutit à la dégénérescence de l'Etat ouvrier — Etat ouvrier qui garantissait le libre développement des nations en URSS.

C'est ainsi que, dans le processus qui l'a constituée comme caste parasitaire, la bureaucratie a été conduite à exercer les pires formes de l'oppression nationale sur les nations constituées en nations soviétiques, libérées par la révolution d'Octobre 1917. Et ce même processus de formation en caste parasitaire l'a constituée comme bureaucratie restauracionniste, qui, par crainte de la révolution mondiale, est allée jusqu'au bout : jusqu'à organiser, conjointement avec l'impérialisme, l'effondrement de l'Union soviétique — effondrement qui ouvre la voie à la restauration capitaliste — dans les conditions où aucune issue n'est ouverte pour que la bureaucratie se constitue véritablement en bourgeoisie nationale. La route est barrée à cette transformation, dans la mesure même où les bases économiques de constitution de nations sont bloquées par la mondialisation-dislocation du marché mondial. Il ne reste plus à la caste parasitaire qu'à se transformer en couche mafieuse compradore de l'impérialisme. (Au passage, que reste-t-il des "théories" assimilant la bureaucratie à une classe ?)

Cependant, tant que subsistent des segments des conquêtes d'Octobre — et il en subsiste —, ils fournissent la base de la résistance des ouvriers et des kolkhoziens, et des nations de l'ex-Union soviétique. Nous n'irons pas plus loin sur cette question, qui fera l'objet d'un autre texte consacré aux processus en cours après l'effondrement de l'URSS.

L'ensemble de ces processus confirme ainsi ce qu'établissait Engels dans *L'Anti-Dühring* :

*"La propriété d'Etat sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'accoucher la société socialiste."*

7. — *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* établit qu'à l'exportation

des marchandises se substitue l'exportation des capitaux. Là est le contenu de l'impérialisme. Dès 1925, Trotsky établit que la domination de l'impérialisme américain réduira l'Europe, c'est-à-dire les impérialismes européens, à la portion congrue. Les processus de décadence s'accroissent d'année en année ; la subordination des impérialismes européens à l'impérialisme américain s'accroît au même rythme. Certes réduits à la portion congrue, les impérialismes secondaires n'en restent pas moins des impérialismes. L'exportation des capitaux les distingue toujours des pays dominés — même sur une base de plus en plus réduite, sur un marché mondial des capitaux où des pays entiers, leur population, leurs travailleurs sont voués à l'extermination (Afrique).

Sous cet angle, dans une situation mondiale de décadence absolue du système pourrissant de la propriété, la question nationale dans les pays opprimés reste marquée par les processus relevant de la lutte anti-impérialiste, du combat pour la souveraineté nationale sur la base des principes de la révolution permanente. Cela, dans une situation de plus en plus dégradée, une situation de barbarie montante.

L'hégémonie sans partage de l'impérialisme américain entraîne la dislocation des vieilles nations d'Europe, qui, cependant, restent toujours "impérialistes".

Dans les nations qui n'ont pu se libérer de l'oppression impérialiste, il s'agit toujours de la conquête de l'indépendance nationale, c'est-à-dire la libération de la nation des chaînes de l'impérialisme oppresseur. Dans les nations capitalistes qui ont accédé à l'indépendance nationale dans la période du capitalisme ascendant, il s'agit de la défense de la démocratie, c'est-à-dire de la défense des libertés démocratiques et des conquêtes ouvrières arrachées par la lutte de classe dans le cadre des nations constituées. Sous cet angle, le combat prolétarien dans les pays opprimés est lié au combat pour la souveraineté nationale, libérant la nation de l'oppression impérialiste. C'est pourquoi le combat prolétarien peut réaliser, sur des objectifs spécifiques, le front unique anti-impérialiste avec des secteurs politiques de la bourgeoisie nationale, cela malgré

leur profonde débilité, sans aucune illusion et en conservant notre indépendance, c'est-à-dire en construisant la section de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans les pays ayant accompli leur révolution bourgeoise (démocratique), le combat pour la défense de la nation constituée doit mettre en avant le combat prolétarien pour la souveraineté populaire, pour la démocratie, sans aucune alliance avec les partis de la bourgeoisie, qui tous représentent les intérêts de leur propre impérialisme.

**8.** — Le sort des nations est lié à la défense de la démocratie, à la défense des conquêtes ouvrières. Le combat prolétarien met en jeu non seulement l'avenir de l'humanité, mais également les conquêtes ouvrières et démocratiques arrachées par la lutte de classe. C'est ainsi que la lutte de classe unit la défense de la force de travail à la défense de la nation contre toutes les formes de dislocation imposées au nom du mensonge de "l'économie sociale de marché".

Des rapports généraux entre la lutte de classe et la question nationale, analysés dans les points précédents, découlent la nécessité de dégager les formes particulières dans lesquelles se pose concrètement la question nationale.

Pour les nations dominées, qui n'ont eu accès qu'à l'indépendance politique et dont la souveraineté a toujours été limitée par leur dépendance vis-à-vis de l'impérialisme, les processus de décomposition prennent une forme extrême (Afrique, etc.). Mais également, pour ces pays, le combat pour les revendications nationales, revendications de survie contre le FMI, la Banque mondiale, etc., ne sauraient être accomplies que dans la perspective de l'expropriation, au travers de revendications transitoires et de la constitution (ou de la défense) des organisations indépendantes.

Pour les nations constituées (impérialistes), veiller à distinguer la défense de la nation de la défense de l'Etat impérialiste. La défense de nation contre les entreprises de dislocation analysées dans les points

précédents ne saurait en aucun cas conduire à des accords avec quelque tendance que ce soit de la bourgeoisie impérialiste. Bien entendu, dans les nations impérialistes menacées de dislocation, le combat pour la démocratie (souveraineté populaire) contre la dislocation des nations est étroitement relié à la définition de revendications ouvrières (transitoires) liées aux solutions expropriatrices.

**9.** — L'unité du combat pour la solution de la question nationale se concentre sur la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, sur la ligne du combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier, contre le traité de Maastricht, l'ALENA et les plans de destruction-privatisation du FMI et de guerres organisées par l'OTAN et l'ONU, pour des partis ouvriers indépendants regroupés dans l'Entente internationale des travailleurs, sur la ligne de la conférence mondiale ouverte.

**10.** — Le Quatrième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, résumant les bases objectives et subjectives et les principaux mots d'ordre de la lutte de classe, propose des revendications transitoires unissant le combat pour libérer l'humanité des entraves de la société d'exploitation (pouissante) au combat pour l'Union des républiques, des nations libres, comme transition vers la République universelle des conseils ouvriers. Il ne s'agit pas, dans cette résolution, de définir tous les points du programme des revendications précises dans chaque pays.

Signalons-en quelques unes : contre les privatisations ; contre la privatisation des services publics ; pour la renationalisation des entreprises et des banques, des chemins de fer, etc., sans indemnité ni rachat ; pour les revendications de défense de la force de travail concentrées par les conquêtes et garanties sociales arrachées par la lutte de classe séculaire ; pour la défense de la démocratie (Assemblée constituante) dans laquelle les travailleurs ont construit leurs organisations indépendantes, dont les syndicats.



# Quelques aspects de la discussion du congrès

## La construction du Labor Party aux Etats-Unis et la question du parti noir (intervention d'un camarade américain, extraits)

Camarades, je vais parler de la question du Labor Party aux Etats-Unis et, liée à elle, évoquer la discussion qui se déroule actuellement concernant le parti noir. Je vais donner à ce sujet ma position, elle n'engage que moi-même à ce stade. Je pense qu'il est important qu'on ait une discussion, ici, sur ce point, car les questions de la lutte des classes aux Etats-Unis ont une importance centrale pour l'action indépendante des travailleurs partout dans le monde. Dans cette mesure, les problèmes de l'activité indépendante des travailleurs tels qu'ils se posent dans l'un des secteurs les plus opprimés de la classe ouvrière américaine, qui a une histoire propre reliée à l'oppression particulière dont les Noirs font l'objet aux Etats-Unis, relève d'une discussion internationale.

En ce qui concerne la construction du Labor Party, quels que soient les problèmes, elle s'est toujours trouvée au centre de notre activité. Je pense que nous avons participé et aidé aux développements conduisant à la fondation du Labor Party et, depuis, pour aider à son renforce-

ment, notamment lors du récent congrès, le premier congrès statutaire du Labor Party après son congrès de fondation.

Comment défendre chaque pas en avant du Labor Party et l'aider à poursuivre sa progression ? Lorsqu'il y a eu un appel posant la question de la constitution d'un Labor Party, nous avons insisté auprès des dirigeants syndicaux responsables de cet appel pour qu'ils tiennent leurs promesses : la classe ouvrière avait besoin d'un parti. A l'époque, il s'agissait de Labor Party Advocates (Association des partisans d'un Labor Party).

L'appel plaçait la question de la constitution même d'un Labor Party dans un avenir indéterminé. Parfois, c'était un avenir très lointain : "*Il faudra peut-être une génération*", disaient les responsables. Ou alors, quand on admettait que l'avenir ne serait peut-être pas si lointain, on mettait en avant d'autres conditions : il faut bien cinq cent mille membres avant de déclarer le parti, ou bien il faut une certaine base financière. Il y avait toujours une raison pour repousser l'échéance.

Pendant ce temps, la classe ouvrière manifestait sa déception à l'égard du système bipartite. Elle exprimait son refus d'une direction bureaucratique de ses organisations syndicales, direction qui était incapable de lui permettre d'obtenir la satisfaction de ses revendications, notamment salariales. Les problèmes surgis de la résistance de la classe ouvrière aux restructurations et aux licenciements, combinés à notre propre activité, ont abouti en 1996 à la décision de fonder un Labor Party.

Par elle-même, la décision a été un pas en avant majeur pour la classe ouvrière aux Etats-Unis et partout dans le monde. Nous avons soutenu inconditionnellement ce pas en avant. En même temps, et c'est là notre méthode, nous avons toujours défendu notre position indépendante. En particulier, en ce qui concerne la nécessité de présenter des candidats lors des échéances électorales comme expression concrète de la rupture avec les deux grands partis de la bourgeoisie américaine, le Parti républicain et le Parti démocrate. Mais, au moment de la constitution du Labor Party, alors que la direction, dans un premier temps, repoussait la discussion sur la présentation des candidatures, cela n'entraînait pas des conséquences définitives.

Pour notre part, nous avons expliqué qu'il y avait là un problème et qu'à terme, cela remettrait en cause l'indépendance du Labor Party et son efficacité. Nous avons insisté sur le besoin de discuter de ces questions sous une forme démocratique à l'intérieur du Labor Party, la nécessité de prendre des décisions d'action pratique dans l'intérêt des travailleurs.

Tout cela pour aller plus loin dans la rupture, une rupture concrète, dont les conséquences ne se développaient pas unilatéralement de manière permanente : des reculs étaient possibles, comme de nouveaux pas en avant. Fonder le parti était, répétons-le, un élément de rupture, et le fait de proposer des candidats aurait constitué un pas en avant supplémentaire.

La couche des dirigeants syndicaux qui ont fondé le Labor Party l'ont fait tout en utilisant des méthodes d'appareil. La manière dont les décisions étaient prises et le fonctionnement reproduisaient les pratiques d'appareil existant au sein des organisations syndicales. Les syndicats qui ont

appuyé la constitution du Labor Party n'ont d'ailleurs pas rompu entièrement avec le Parti démocrate, mais ils disent que le Labor Party offre une autre perspective. Beaucoup de gens critiquent le Labor Party justement parce que les syndicats qui y sont affiliés n'ont pas toujours effectivement rompu avec le Parti démocrate, que certains de ces syndicats contribuent financièrement au soutien de candidats démocrates. Aussi, le fait que le congrès du mois de novembre 1998 du Labor Party ait repris la proposition de présenter des candidats au Labor Party constitue un moment important, qui s'intègre dans la logique même de la fondation du parti.

Comme le disait Trotsky, la social-démocratie, les appareils — et même les stalinien — peuvent être obligés d'aller plus loin qu'ils ne le veulent dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Il me semble que cette caractérisation politique s'applique dans ce cas. Il existe un espace politique qu'il faut élargir, ce qui dépend pour une part — et même pour une grande part — de notre propre activité, de notre capacité à travailler à tous les niveaux à l'intérieur du Labor Party. Il ne s'agit pas de se confondre ou de s'adapter à la direction du Labor Party, pas plus qu'il ne s'agit de prendre ses distances et de voir les développements au sein du Labor Party comme quelque chose qui nous serait extérieur. Il s'agit de partir de cas concrets, liés à la lutte des classes, de la nécessité d'organiser une discussion démocratique à l'intérieur du Labor Party.

Nous avons joué un rôle actif lors du congrès du Labor Party, notamment autour du combat autour du traité de l'ALENA. Je pense que cela se relie à notre travail autour de la conférence mondiale ouverte, aux relations que nous avons tissées avec des responsables syndicaux qui détiennent souvent des postes significatifs dans le Labor Party.

La résolution centrale du congrès a été adoptée à l'issue d'une discussion en présence de mille quatre cents délégués, représentant des syndicats organisant un million quatre cent mille ouvriers. Il a été clairement affirmé, dans cette résolution, qu'il fallait rompre avec les pactes sociaux, parce qu'ils constituent une forme d'adaptation à l'ALENA et à la mondialisation à visage humain.

Par notre activité, nous avons réussi à infléchir, sur plusieurs points, la politique du Labor Party. Notre méthode n'a pas été de dénoncer la résolution de la direction du Labor Party, même si celle-ci contenait des éléments d'adaptation, mais, au contraire, de partir de ce qui était positif, de l'ouverture qui s'offrait pour introduire des changements dans cette résolution, en nous appuyant sur la légitimité que nous avait apportée le combat pour la conférence mondiale ouverte.

Le Labor Party reste vulnérable. Les pressions se poursuivront pour le soumettre à la mondialisation à visage humain. Par exemple, le projet de loi "*Espoir pour la nouvelle Afrique*", proposé par un membre démocrate de la Chambre des représentants, le fils de Jessie Jackson, est très insidieux. A première vue, pour un syndicaliste honnête, ça a l'air d'un projet positif. Il y est écrit qu'il faut annuler la dette en Afrique, ce qui est un mot d'ordre que nous avons lancé depuis des décennies.

Souvent, ceux qui lisent ce texte s'arrêtent là. Ils pensent : l'essentiel est dit. N'avons-nous pas dit, nous, que la dette est une chape de plomb qui pèse sur tous les peuples d'Afrique ? N'avons-nous pas dit qu'il faut rompre avec l'impérialisme par le non-paiement de la dette ? Mais, quand on regarde de plus près la rédaction de ce projet de loi, on s'aperçoit que l'annulation de la dette est conditionnée par son rééchelonnement. Il y a un point d'interrogation quant à la possibilité d'annuler la dette. Mais le cadre même du projet est à critiquer. Parce que, finalement, l'orientation de ce projet de loi est celle de la privatisation, de l'ONGisation, c'est-à-dire l'orientation qui vise à transformer les organisations ouvrières en ONG — via la banque import-export — par les Etats-Unis, d'assurer le "développement" de l'Afrique par les moyens de la finance privée.

C'est la logique de la dislocation des Etats nationaux, qui étaient auparavant l'intermédiaire pour assurer les services publics. Certes, l'Etat était aussi là pour opprimer les travailleurs, mais cela n'effaçait pas l'aspect de l'existence des services publics et du Code du travail. Le projet de loi introduit à la place des structures publiques le rôle des ONG, qui sont non démocratiques et non contrôlables.

Et, lorsque nous soulevons la question de l'importance des syndicats, on voit que cette loi ne répond pas aux réelles aspirations des travailleurs. C'est un piège. De nombreux syndicats apportent leur appui à cette loi, comme les syndicats des travailleurs de l'automobile, la sidérurgie. Pourquoi ? Parce que ce que propose Clinton est tellement réactionnaire qu'en comparaison, ce projet de loi alternatif semble être progressiste. Il faut donc mener la discussion de façon patiente et démocratique, mais la mener jusqu'au bout.

Je pense que la lettre qui a été adressée de Johannesburg constitue un document historique. Cette lettre s'adresse au mouvement ouvrier et au mouvement noir, elle propose un dialogue avec ceux qui veulent défendre les intérêts des exploités et des opprimés, mais qui peuvent être entraînés dans le sillage de telles propositions contre leurs propres intérêts.

Pour le Labor Party aux Etats-Unis, c'est là une question importante. Si le Labor Party tombe dans ce piège, toute son activité à venir autour de la mondialisation en sera affectée, même si nous avons pu introduire dans la résolution du Labor Party de bonnes choses à ce sujet.

Il faut éviter la remise en cause de l'indépendance du Labor Party par l'intermédiaire de cette loi. Par exemple, puisque, dans ce projet de loi, on parle des ONG en relation avec le libre commerce, on contourne le problème des traités sur le libre commerce.

Pour nous, ces questions sont liées à la préparation de la conférence mondiale ouverte. Pour que la conférence mondiale ouverte soit au centre des campagnes du Labor Party, en liaison avec les autres campagnes qu'il mène sur le droit de grève, contre la législation anti-ouvrière et pour la défense des libertés démocratiques, nous devons relier la conférence mondiale ouverte à l'ensemble de ces campagnes.

Bien que nous soyons encore une organisation réduite en nombre, il n'est pas exagéré de dire que nous avons sur ce terrain joué un rôle important. Des dirigeants et des responsables syndicalistes travaillent maintenant avec l'Entente dans le cadre d'un front unique où chacun est ce qu'il est. C'est notre responsabilité que de renforcer ces liens.

Lorsque nous avons constitué Socialist Organizer, en 1991, l'un des mots d'ordre de notre fondation était "*Pour un Labor Party, pour un parti noir*". En collaboration avec l'Internationale, nous avons ouvert une discussion autour d'un bilan de l'activité en direction des travailleurs noirs de la part du SWP, en relation avec les positions de Trotsky, qui avait le premier posé la question dans les années 1930. Plusieurs d'entre nous viennent du SWP. Nous avons constaté la force de ce mot d'ordre. Nous nous appuyons sur Trotsky, sur une résolution du SWP de 1963.

Le point de départ, c'est que les Noirs américains, dans leur grande majorité, étaient une composante de la classe ouvrière, qu'ils en constituaient l'un des secteurs les plus opprimés, mais que, du fait qu'ils étaient Noirs, ils étaient doublement et triplement opprimés. Mais, en même temps, ils étaient partie prenante, ils étaient une composante de la formation même de la nation américaine. Les conditions de constitution de la nation américaine, l'oppression spécifique subie par les Noirs et reconnue par de nombreux dirigeants ouvriers aux Etats-Unis aboutissent à l'aspiration des travailleurs noirs de s'organiser d'abord entre eux, c'est-à-dire de construire un outil politique pour eux, avant de s'engager dans un combat pour un parti ouvrier avec les travailleurs blancs.

Trotsky alliait les deux éléments. Il disait que le combat pour un parti noir constituait une composante de l'action pour constituer un parti ouvrier qui soit aussi celui des travailleurs blancs. Il expliquait : demander aux travailleurs noirs d'entrer dans un Labor Party qui serait largement à majorité blanche ne rencontrerait pas un grand écho. Il était nécessaire d'aboutir à une situation où les Noirs seraient à égalité avec leurs partenaires. Non pas qu'ils disposent simplement d'une fraction ou d'une commission à l'intérieur d'un parti plus grand, mais qu'ils disposent d'une structure d'organisation indépendante.

La résolution de 1963 du SWP définissait cette orientation. Mais le SWP n'a pas combattu concrètement pour un Labor Party. Il est resté sur un terrain propagandiste et, son activité étant limitée par une

conception national-trotskyiste, il a fini par s'adapter à différents mouvements sociaux des années 1960. Non pas à certains éléments forts de quelqu'un comme Malcom X, mais au contraire aux faiblesses des mouvements autour de Malcom X et des Black Panthers. Il a fini par s'adapter à ce qu'on appelle le nationalisme noir. Les militants noirs du SWP ne prenaient pas de position indépendante en tant que trotskystes pour essayer d'aider ce mouvement noir à aller vers la classe ouvrière dans son ensemble.

Le mot d'ordre pour un parti noir a fini par être présenté d'une manière qui le séparait de la classe ouvrière, à lui donner une forme étroitement nationaliste, ce qui a abouti à une énorme désorientation.

A la fin des années 1970, il y a eu la formation d'un parti noir, qui s'appelait le "National Black Independent Political Party" (le "Parti politique national indépendant des Noirs"). La direction de ce parti était dominée par des petits bourgeois intellectuels noirs, dont beaucoup étaient sous l'influence des stalinien. Il s'agissait d'une opération menée au nom de la lutte des travailleurs noirs, mais dont l'objectif était de les conduire à l'impasse. A mon avis, le rôle du SWP dans ce processus était tout à fait critiquable. Il s'adaptait, reprenant le programme de ce parti, le distribuant au nom du SWP, sans même que ce parti noir le fasse, ce qui a conduit à l'exclusion des militants du SWP de ce parti, et finalement à sa dissolution. Les militants qui ont participé à cette entreprise ont été découragés.

Et donc nous avons discuté dans notre organisation, certains pensant que ce mot d'ordre n'était plus d'actualité. Je pense au contraire qu'il est plus que jamais d'actualité. Quand un jeune Noir américain a plus de 30 % de chances de passer des années en prison, quand on voit la pauvreté, la brutalité policière, les conditions sociales qui marquent l'Amérique noire et qui n'ont d'équivalent que dans les situations les plus décomposées, je pense qu'un parti des travailleurs noirs est à l'ordre du jour.

Il faut comprendre que la question sociale chez les Noirs s'est modifiée depuis les années trente. Il y a des syndicats noirs, il y a des islamistes qui orientent les Noirs vers des solutions petites-

bourgeoises radicales. Il est nécessaire de renforcer la dimension de classe de la question noire aux Etats-Unis. Nous n'avons pas inventé cela. L'organisation Black Workers for Justice (Travailleurs noirs pour la justice) a mis en avant le mot d'ordre d'un congrès noir pour poser tous les problèmes de l'Amérique noire, pour essayer de constituer un outil politique, pour organiser les travailleurs noirs autour de leurs propres revendications. Ils avaient ouvert des discussions avec le Labor Party pour essayer d'assurer des relations avec lui. Nous avons participé à cette discussion dans le but d'aider à trouver une solution positive. La discussion entre nous n'a pas été jusqu'au bout sur ce point. Il faut la développer.

Je pense que l'activité que l'on peut mener autour de la constitution du tribunal sur la situation tragique de l'Afrique est très importante. Nous avons déjà pu le constater dans la mesure où l'un de nos camarades était présent au Black Radical Congress (Congrès radical noir), congrès où les staliniens étaient très nombreux. Malgré les éléments de confusion existant, sur la question du tribunal Afrique, de la lettre ouverte, il y a eu une réponse. Le Congrès radical noir a adopté l'appel, l'a envoyé à tous ceux qui figurent sur son

fichier. On commence à avoir des réponses de Milwaukee, de Chicago. Des militants noirs veulent nous aider à organiser une tournée de syndicalistes africains pour dialoguer autour de la lettre ouverte et développer le soutien au tribunal Afrique.

Je pense que cette campagne va nous aider à remettre à l'ordre du jour la discussion autour de l'organisation des travailleurs noirs. La question de fond est celle de l'autodétermination des peuples. Le nom est secondaire. Ce qui est important, c'est le contenu, la forme d'organisation des travailleurs noirs, qui doivent décider eux-mêmes leurs formes d'organisation, leurs relations avec le Labor Party.

Nous devons ouvrir le dialogue, indiquer la perspective. Nous ne devons rien imposer d'en haut. Nous devons surtout essayer de développer le dialogue à tous les niveaux pour aider le Labor Party, pour que celui-ci ne soit pas seulement l'affaire des couches les plus élevées des syndicats aux Etats-Unis (souvent exclusivement blanches), mais qu'il devienne un outil d'autodéfense des secteurs les plus opprimés, de la classe ouvrière noire, contre toutes les attaques qui pèsent déjà sur elle et qui ne peuvent que s'aggraver.

## Construire la IV<sup>e</sup> Internationale en Asie

(intervention d'un délégué du Bangladesh, extraits)

Camarades,

Dans ce congrès, nous nous orientons progressivement et collectivement, par la discussion, vers une série de décisions qui ne concernent pas uniquement la IV<sup>e</sup> Internationale, et qui, parce qu'elles sont reliées à la résistance des travailleurs et des peuples, concernent toute l'humanité. J'interviens au nom de la commission Asie, qui s'est réunie plusieurs fois au cours de ce congrès.

Cette commission a un caractère particulier, car nombre de ses membres étaient des camarades invités.

Cela montre que dans toutes nos discussions, nous cherchons à avancer pour trouver les moyens d'aider au développement des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, ce qui est inséparable de la défense de l'indépendance de classe du mouvement ouvrier, dans chaque pays et à l'échelle internationale.

Il a déjà été largement traité de la place que doit occuper dans notre activité la Conférence mondiale ouverte de San Francisco. Je tiens à souligner un point. Du fait du caractère de cette conférence, tout le monde est d'accord pour dire que le soutien à la conférence et les délégations doivent dépasser largement notre surface actuelle. Nous pouvons rassembler, dans le cours de cette préparation, des courants divers du mouvement ouvrier. A Bangalore, en Inde, il y a quelques années, par exemple, un important forum syndical avait débattu de la question des "clauses sociales". Des militants liés à l'Entente avaient expliqué pourquoi ils s'y opposaient. D'autres syndicalistes étaient en faveur d'une "bonne clause sociale". Il apparaît clairement à présent qu'il n'y a pas de clause sociale du tout. Nous pouvons nous adresser à tous ces militants.

L'autre question importante, c'est celle de la campagne financière. La question, ce n'est pas que, dans un pays comme le mien, cette campagne puisse couvrir toutes les dépenses. Ce qui est en question, c'est le type de relations que nous établissons avec les travailleurs que nous appelons à soutenir la conférence. C'est un combat pratique contre les méthodes des ONG.

Concernant le Bangladesh, je voudrais souligner deux points :

a) Le degré atteint par le démantèlement de l'Etat : la politique de la Banque mondiale vise à intégrer les Etats à un processus qui dresse des frontières entre des zones au potentiel économique différent, comme Chittagong et les Etats du nord-ouest de l'Inde, ce qui aboutirait au démantèlement des Etats existants au bénéfice des plans de pillage et de spéculation de l'impérialisme.

b) Ces éléments de dislocation de l'unité nationale du Bangladesh jouent sur deux plans :

— D'une part, dans des régions frontalières, des zones entières échappent à la loi, sont en fait contrôlées par des bandes liées à des trafics divers (drogue, etc.) et à la contrebande. L'essentiel des frontières du Bangladesh jouxtent les Etats de l'Inde. Ce phénomène n'a donc rien de superficiel, mais est lié aux tendances à l'éclatement de l'Inde elle-même, à la

"régionalisation" et donc à des phénomènes parfaitement légaux, eux, qui sont l'établissement d'accords entre des Etats de l'Inde (cautionnés par le pouvoir fédéral) et le Bangladesh, ou des fractions de celui-ci.

Cela renvoie à la question du sous-continent indien dans son ensemble et donc à la manière dont s'expriment aujourd'hui, dans le contexte de l'impérialisme sénile, de la "mondialisation" et de la crise mondiale telle qu'elle s'exprime en Asie, les problèmes hérités de la partition et non résolus.

— D'autre part, au centre même de la vie politique, l'affrontement entre les deux grands partis de la bourgeoisie, partis qui tournent autour de deux "clans", de deux grandes familles : l'une est liée aux dirigeants du parti (la Awami League) qui se présente comme l'héritier du mouvement national ; ce sont aussi ceux qui ont écrasé dans le sang les organisations ouvrières et paysannes qui débordaient les limites fixées à l'établissement du Bangladesh indépendant ; l'autre, le Bangladesh National Party (BNP), a détenu le pouvoir pendant ces dernières années, jusqu'en 1996, et a mis en œuvre les plans du FMI et de la Banque mondiale, tels qu'ils se sont matérialisés depuis 1990.

Aujourd'hui, sur le terrain de la politique économique comme sur tous les aspects essentiels, rien ne sépare ces deux partis, qui sont pourtant engagés dans une lutte sans frein pour le pouvoir, lutte menée par les moyens les plus violents, avec, d'ores et déjà, l'existence de bandes armées, luttes qui paralysent le pays et qui le mènent à la dislocation.

Dans cette situation, l'ambassadeur américain est intervenu comme s'il était en quelque sorte le "gouverneur" du Bangladesh, disant que la compétition politique devait se dérouler sans recours au "hartal" (c'est-à-dire la forme de protestation qui combine la grève dans certains secteurs avec un blocage général de l'activité, par le moyen de manifestations et de barrages routiers, moyen traditionnellement employé et par le mouvement ouvrier et par le mouvement national lors de la lutte contre le colonialisme britannique, contre la dictature militaire pakistanaise et contre la dictature militaire au Bangladesh même).

Aujourd'hui, le BNP, qui est dans l'opposition, utilise, sans base ni revendications populaires, c'est-à-dire par le moyen de ses hommes de main, cette méthode et donne prétexte à l'ambassadeur américain pour, en fait, s'attaquer au droit de grève, puisque celui-ci déclare qu'il s'agit de rétablir la confiance des investisseurs.

Il faut ajouter, pour compléter ce tableau, que, du fait de l'existence de gisements pétrolifères, les secteurs géographiques où opèrent les grandes compagnies pétrolières sont de fait séparés du reste du pays.

Nous devons tirer les leçons du développement des événements en Algérie. Le processus de démantèlement de l'Etat, chez nous, est accéléré par le biais du développement du chaos social et de la réactivation des vieilles divisions que le peuple bangladaïsi avait enterrées.

Comme Internationale, nous devons nous appuyer sur l'expérience vécue par nos camarades algériens et les leçons qu'ils en ont tirées.

Pour notre part, nous entendons nous associer à une campagne pour la paix civile.

La question de la paix civile nous semble un problème central, car nous devons stopper le processus de division de la classe ouvrière. A notre avis, la base de l'orientation dégagée peut se résumer de la manière suivante :

*"Il faut sauver notre pays. La population du Bangladesh veut vivre. Elle veut travailler. Elle veut trouver des solutions aux problèmes vitaux qui aujourd'hui l'assaillent. Pour cela, elle a besoin de la paix civile, de la démocratie. Elle doit continuer à exister comme une nation unie et s'opposer à toutes les tentatives de mettre en cause sa souveraineté chèrement acquise, toutes les tentatives de démanteler et de disloquer le pays.*

*Tous ceux qui font vivre le Bangladesh ont des intérêts communs : ils veulent vivre décemment, assurer un avenir meilleur à leurs enfants. Ils peuvent avoir des opinions différentes : ils ne sont pas les ennemis les uns des autres.*

*C'est à partir de là que nous, venant d'organisations différentes, partageant*

*différents points de vue, nous nous sommes réunis et nous nous adressons au peuple du Bangladesh.*

*N'oublions pas qui est la majorité, le peuple, n'ignorons pas sa force, unissons-nous pour empêcher les attentats et les atrocités."*

A partir de la discussion sur le Bangladesh, nous avons abordé la situation dans tout notre continent.

La situation des syndicats au Pakistan est en train de s'aggraver. Non seulement les locaux de l'All Pakistan Trade-Union Federation (APTU) ont été détruits, mais le gouvernement refuse de payer des dommages et intérêts. Le WAPDA, qui est l'une des plus grosses fédérations du Pakistan (eau et électricité), a été interdit, de même que le syndicat des cheminots risque de voir son action bloquée par une intervention militaire. Les camarades pakistanais demandent une campagne internationale sur ce problème et nous allons organiser au Pakistan une large campagne pour l'unité de tous les syndicats afin de s'opposer à ces mesures et pour que la question soit posée à l'OIT.

Je voudrais maintenant aborder un autre point essentiel pour notre combat, celui de la Chine.

Au travers de la discussion, nous sommes tous tombés d'accord pour nous opposer au processus meurtrier des privatisations, qui va connaître un accroissement qualitatif maintenant que la Constitution chinoise a été modifiée de façon à légitimer la propriété privée des moyens de production.

C'est la raison pour laquelle nous sommes tous en faveur d'une large campagne internationale pour poser la question d'une délégation massive du mouvement ouvrier indépendant chinois à San Francisco.

Nous avons abordé la question de la manière dont le combat contre la guerre devait se mener en Asie. N'oubliez pas que Clinton a dit que la nouvelle Bosnie pouvait être en Inde ! La guerre en Yougoslavie comme les bombardements et l'embargo meurtrier contre le peuple d'Irak sont aussi dirigés contre tous nos peuples.

# L'Afrique dans la situation mondiale et la place du Tribunal pour juger les crimes commis contre les peuples d'Afrique

(intervention d'un camarade d'Afrique du Sud, extraits)

Camarades,

Je viens d'un pays dont il a été dit que la croissance de la classe ouvrière y était la plus rapide du monde. Mais aujourd'hui, on doit reconnaître que c'est le chômage qui a augmenté de 51 % ces dernières années, particulièrement au sein de la population noire, première victime de l'oppression et de l'apartheid.

Aujourd'hui, Mandela bénéficie d'un prestige moral et d'une position prééminente à l'échelle du monde. Il est sans cesse mis sur le même pied que des personnages comme Blair et Clinton. En effet, il est sans doute l'un des instruments les plus importants de l'impérialisme aujourd'hui.

Avant moi, des camarades sont intervenus sur la situation en Afrique, sur l'expérience des Etats nationaux et des peuples en Afrique. Et je pense que le débat qui est engagé à ce sujet est important, en particulier la question de savoir si le concept de nation, dans le cas de l'Afrique, peut encore être maintenu. Un camarade a souligné les horreurs qui se produisent en Algérie. Il faut aussi se souvenir de ce qui s'est passé au Zaïre, au Congo, en Somalie. Le Lesotho, plus près de mon pays, n'existe plus comme nation. L'une des petites nations qui comptait pour l'une des plus prospères du monde, le Botswana, est aujourd'hui devenue globalement une propriété privée américaine. On peut dire la même chose à propos de l'Ouganda, du Rwanda ou du Burundi. Et donc, la menace pesant sur l'existence même des nations est une réalité dans le contexte africain. Il faut faire en sorte que la discussion se développe, dans les meilleures conditions possibles.

Dans mon pays, littéralement, le vieux mouvement ouvrier que nous avons connu n'existe plus, sa direction que l'on voyait il y a encore quatre ou cinq ans conduire les manifestations dans la rue a été liquidée. C'est le cas de Cyril Ramaphosa. Kalimi Moutlanté, qui était le secrétaire général du syndicat des mineurs, est aujourd'hui secrétaire général de l'ANC. S. Narida est aujourd'hui le successeur de Mandela. Toute cette ancienne direction, cette direction bureaucratique du mouvement ouvrier, est intégrée à l'Etat. C'est dans ces conditions que le Socialist Party of Azania (SOPA) a été constitué, précisément pour défendre les conquêtes arrachées par la classe ouvrière de notre pays, pour défendre la tradition des luttes héroïques de la classe ouvrière, qui finalement ont fait craquer le système de l'apartheid.

Aujourd'hui, comme c'est aussi le cas au Brésil, la politique économique suivie par notre pays n'est pas décidée par le Parlement, par des représentants élus, mais par le FMI et la Banque mondiale. Nous avons à faire face à des politiques dirigées contre les paysans, en particulier contre les paysans sans terre. Lorsque des camarades d'autres nations ont visité notre pays, nous avons dit que nous allions leur montrer ce qu'était la liberté en Afrique du Sud, et nous les avons conduits dans ces bidonvilles, dans ces camps où vit encore toute une fraction de la population.

La réalité de la situation, c'est que les revendications démocratiques de notre peuple n'ont pas été satisfaites. Elles ont été bafouées. Aujourd'hui, la classe ouvrière est appelée à défendre des inté-



rêts qui ne sont pas les siens. La classe ouvrière est appelée à soutenir des guerres contre d'autres peuples à travers le monde entier.

En Afrique du Sud, l'un des problèmes majeurs est aujourd'hui celui des réfugiés. Il y a 5 millions de réfugiés en Afrique du Sud, et dans cette situation on cherche à créer un esprit de xénophobie afin d'opposer les travailleurs entre eux. Et c'est une réalité qui, aujourd'hui, s'étend à tout le continent africain, dans la mesure où les mouvements de population y sont gigantesques, par crainte des guerres ou des génocides qui se produisent dans certains cas, comme au Burundi, où il y a eu plus d'un million de morts. Et ces horreurs sont loin d'être terminées. Elles ne se terminent pas en Angola, elles ne sont pas finies au Mozambique, en dépit du fait que le FMI dit que l'économie de ce pays est aujourd'hui en pleine croissance. Ma recommandation, c'est que tout document, tout élément de la discussion soit donné à tous, pour que la discussion puisse pleinement se poursuivre.

Sur la question des forces productives, je suis d'accord avec le camarade qui expliquait que la question centrale est celle de la classe ouvrière elle-même. Si la classe ouvrière est détruite, il n'y a même pas d'intérêt à avoir une discussion sur les forces productives, qui, d'ailleurs, en Afrique du Sud, je suis bien placé pour le dire, sont en plein recul.

Je voulais ajouter quelques remarques au sujet du tribunal sur les crimes commis

contre les peuples du continent africain. Je pense que ce tribunal va avoir une grande importance. Je crois qu'il y a un an, nous avions déjà souligné le lien qui existait entre ce tribunal et les problèmes aux Etats-Unis. Je crois qu'en introduisant cette question, le tribunal sur l'Afrique, s'il se tient aux Etats-Unis, ne pourra peut-être pas incorporer tout ce qui est arrivé aux Noirs des Etats-Unis, mais il établira définitivement le lien entre le sort des Noirs aux Etats-Unis et les questions qui sont posées en Afrique. Et, dans cette mesure, il sera une aide à la constitution d'un parti ouvrier.

Sur ce qu'ont dit différents camarades sur la question de la drogue et sa relation avec l'impérialisme, c'est très important. Il est important de souligner que les plans d'ajustement structurel que l'on impose aujourd'hui à mon pays conduisent également à la diffusion de la drogue. Il faut aussi souligner que ces éléments de désintégration ont atteint un point où il y a eu des assassinats, des bombes, des attentats et où on a procédé à un certain nombre d'arrestations. On s'est aperçu que ces gens appartenaient à une organisation religieuse qui s'appelait "Le peuple contre la drogue", mais qui, en réalité, travaillait pour l'un des services secrets du pays et, délibérément, organisait des provocations pour pousser à la guerre dans le pays. On voit comment la drogue est utilisée pour nourrir la préparation de guerres de dislocation dans les pays d'Afrique.

## ***"Il s'agit d'une crise mondiale"***

**(intervention d'un délégué de Roumanie, extraits)**

Camarades,

Nous participons à un moment crucial dans l'histoire du mouvement ouvrier. Nous nous trouvons dans un moment de crise et il faut analyser sérieusement ce qui s'est passé et ce qui se passe actuellement, aussi bien sur le plan de la IV<sup>e</sup> Internationale qu'en ce qui concerne le mouvement ouvrier dans son ensemble. Cette analyse est indispensable pour pouvoir établir notre

tactique, notre stratégie de combat pour le socialisme. Si les prémisses sont fausses, alors nos réponses seront aussi fausses. La crise s'est tellement aggravée qu'il faut agir, intervenir. L'action doit viser à la destruction de la bourgeoisie et de ses instruments de maintien au pouvoir. Pour le moment, nous faisons un front unique avec ceux qui s'opposent à l'impérialisme, avec tous ceux qui s'opposent à la globalisation

et à ses conséquences : délocalisation, désorganisation, déréglementation, destruction, la flexibilité de la force de travail et les attaques contre les droits de la classe ouvrière.

Le problème est que la résistance en soi ne suffit pas. C'est pourquoi cette situation doit être changée et qu'il faut indiquer une façon de sortir de cette crise. Et la seule façon, c'est de promouvoir le socialisme comme alternative à la barbarie. En Roumanie, la situation est catastrophique, l'économie ne fonctionne pas, la guerre menace, la dictature s'installe. Quand je dis dictature, je me réfère autant à la forme (c'est-à-dire à la position dictatoriale des décisions du pouvoir) qu'au fond du problème, c'est-à-dire l'attaque contre les fondements de la démocratie à travers le fait qu'un Parlement et un mouvement librement élus dans des élections libres n'appliquent même pas leur propre programme et suivent fidèlement les consignes de l'Union européenne, du FMI, de l'OTAN, de la Banque mondiale.

Par exemple, en ce qui concerne les problèmes urgents, dangereux pour nous, de la guerre contre la Yougoslavie, les gouvernants actuels de la Roumanie ont soutenu inconditionnellement toutes les agressions de l'OTAN, en opposition avec l'opinion, la volonté du peuple roumain. Actuellement, nos camarades, en Roumanie, participent aux actions contre la guerre impérialiste en Yougoslavie.

La politique mise en avant par les organismes internationaux, vous la connaissez. C'est la même partout. Je vais énumérer quelques-uns de ces aspects. La lutte contre l'industrie nationale, contre le secteur qui relève encore de l'État : la corruption de la bureaucratie administrative, les pressions économiques et politiques, la lutte contre la résistance des travailleurs, les tentatives d'imposer des pactes sociaux. Alors, quand ces méthodes ne donnent pas de résultats, on fait appel à l'ultime recours : la force et la répression

contre nos propres citoyens. Ou bien on utilise les forces de la "communauté internationale" sous la forme de guerres. C'est pourquoi la lutte contre la répression doit être une de nos actions importantes. Ainsi, en Roumanie, nous avons commencé une campagne des syndicats contre la répression. Vous savez sans aucun doute qu'en Roumanie ont lieu de puissantes protestations des mineurs pour défendre leurs postes de travail. Dans une première phase, les mineurs ont remporté une victoire grâce au soutien très important de la population. Ensuite, il y a eu une répression très brutale contre ceux qui participent à ces protestations, avec l'arrestation de leaders. A cette occasion, sur la base de prétendues révélations des services secrets, les militants qui se situent sur le terrain de l'indépendance de classe et de l'internationalisme ont été attaqués directement dans la presse.

Ce que vous ne savez peut-être pas, c'est que cette semaine ont eu lieu d'importantes manifestations contre la politique gouvernementale. C'est la première fois que toutes les grandes centrales syndicales ont organisé ensemble des manifestations de protestation. Nous devons être attentifs et vigilants pour défendre cette indépendance syndicale. Il faut la réaliser, il faut maintenir totalement l'indépendance syndicale. Ce qui manque au mouvement ouvrier en Roumanie, c'est l'existence d'un parti qui représente authentiquement les intérêts des travailleurs, indépendamment de toute influence de l'État, du patronat et des Eglises. C'est dans ce sens que nous devons poursuivre notre activité.

De la même façon, la jeunesse a droit à ses organisations et manifestations spécifiques. En conclusion, nous lançons un appel à une commission d'enquête internationale sur la répression qui a eu lieu contre les dernières protestations ouvrières.

## Conquêtes ouvrières, libertés démocratiques et cadre national (intervention d'un délégué de Belgique, extraits)

Camarades,

Dans une discussion avec des travailleurs qui hésitaient quant à l'appréciation à avoir sur l'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie, nous expliquions : *"Demain, au nom des relations entre les Flamands et les Wallons, l'impérialisme américain peut intervenir en Belgique."*

En relation avec cette brève introduction, je veux aborder la question nationale et celles de l'Etat et des forces productives.

Ce petit pays qu'est la Belgique s'est constitué en 1831 en Europe. Il a été considéré comme un Etat artificiel sans avenir. Ce pays continue à exister. Pourquoi ? Ce pays où il y a deux peuples, où une question nationale est sans conteste posée, continue à exister parce qu'il a été le cadre, durant le capitalisme ascendant, d'un développement extraordinaire des forces productives. Il a été durant le XIX<sup>e</sup> siècle la deuxième puissance industrielle après la Grande-Bretagne et, dans ce cadre, la classe ouvrière s'est constituée dans ce pays comme classe ouvrière unique.

La bourgeoisie belge n'a jamais pu régler le problème national en Belgique. Et cette question aujourd'hui est d'actualité et est centrale, quant à la monarchie, quant à la nature de l'Etat, quant aux éléments les plus fondamentaux de la démocratie. Il existe, répétons-le, une puissante classe ouvrière en Belgique, qui, à travers ses combats, est devenue elle-même un facteur de développement des forces productives, obligeant la bourgeoisie à reculer. Aujourd'hui, dans le cadre de la "mondialisation", dans le cadre de cette situation que nous connaissons, de l'Union européenne, du FMI, ce petit pays fait l'objet d'un véritable dépeçage économique. L'impérialisme américain, les différents impérialismes européens organisent achats et fusions d'entreprises, dans les mines, la construction navale, la sidé-

urgie. Plus rien, finalement, dans ce pays, ne peut être décidé véritablement, qu'il s'agisse des institutions politiques, des institutions locales, nationales, au niveau économique. Aucune décision n'est prise. La seule classe qui préserve encore les conquêtes, c'est la classe ouvrière, qui fait face aux tentatives de division du peuple belge, aux manœuvres pour attiser les affrontements entre Flamands et Wallons. Le Parti socialiste, le parti social-démocrate, qui existait comme parti à l'échelle nationale, vient de se diviser en Parti socialiste francophone et en Parti socialiste flamand.

Dans cette situation, la capacité de combat de la classe ouvrière, classe ouvrière unique, dans une situation où il y a deux peuples, se concentre dans ses organisations syndicales. Les attaques contre les organisations syndicales sont sans précédent. Ils font des procès, ils vont rechercher des lois contre le combat des travailleurs qui datent de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'ils n'avaient jamais utilisées, pour que les accords professionnels deviennent un véritable pacte social. Le patronat a proposé ces jours-ci de faire voter une loi pour que tous les permanents syndicaux des services publics soient payés directement par l'Etat, et non, comme cela se faisait, par le syndicat. C'est mettre les syndicalistes au service de la politique du FMI. Dans le même temps, c'est un des instruments pour diviser le pays entre Flamands et Wallons.

C'est évidemment un même combat que nous avons à mener dans la perspective de la construction d'un parti ouvrier indépendant, d'un mouvement de défense des travailleurs et de la jeunesse, fermement, pour la défense de l'indépendance syndicale, de l'unité de la Sécurité sociale. La résistance à la destruction des forces productives, c'est le mouvement ouvrier indépendant. Il y a un rapport entre la capacité de l'impérialisme à détruire le

mouvement ouvrier organisé et la destruction des forces productives. C'est là le contenu fondamental de la conférence mondiale ouverte. Défendre l'indépendance des organisations syndicales et les libertés démocratiques, c'est assurer la défense des forces productives dans ce petit pays, siège de l'OTAN, siège de l'Union européenne, la défense des tra-

vailleurs et de la jeunesse, du mouvement ouvrier indépendant qui combat contre les institutions monarchiques, contre les institutions de l'Union européenne, pour une Constituante souveraine, à travers laquelle le peuple pourra définir lui-même son avenir, pour la défense du cadre même de la constitution du mouvement ouvrier, pour la défense de la démocratie.

## Au cœur des questions vitales pour l'avenir de l'humanité : "Les forces productives ont cessé de croître"

(intervention d'un délégué du Pérou, extraits)

Camarades,

Le rapporteur a soulevé un problème de fond que le congrès, une fois de plus, doit vérifier : le fait que les grands problèmes de la civilisation humaine se relient à la phrase du *Programme de transition* : "Les forces productives ont cessé de croître."

Je crois que nous nous situons dans le droit fil de l'orientation et de la méthode des grands révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle, de Lénine, de Trotsky, de Rosa Luxemburg. Je crois, camarades, qu'il est important que tous les délégués venus ici de tous les continents, dans l'unité théorique la plus large, réussissent à aborder la question de la place du capital spéculatif à notre époque, la place de la mondialisation, de la réduction des marchés, comment cela s'exprime aussi dans l'économie, ou, à travers le pillage de l'Afrique et de l'Amérique latine, à travers les plans de privatisation.

Et, en particulier, je crois qu'il est important d'examiner la place du capital spéculatif et son incapacité à développer les forces productives, comme nous le voyons dans la vague de fusions ou de restructurations des multinationales. Par exemple, dans le *Wall Street Journal*,

concernant la sidérurgie, des chiffres sont donnés sur la restructuration des multinationales. En 1982, les cinq cents plus grandes entreprises américaines employaient seize millions de salariés. En 1996, elles n'en emploient plus que onze millions. Nous savons tous qu'à chaque fois qu'il y a des licenciements massifs résultant des restructurations, les Bourses dans le monde s'envolent. Et cela nous intéresse, camarades, dans la mesure où cela est bien sûr lié, en Europe, en Asie et en Amérique, en Afrique, avec la question de la souveraineté nationale.

C'est pourquoi je vais aborder un sujet qui me semble important. La place que nous, trotskystes, occupons dans ce cadre pour aider à faire en sorte que tous convergent dans le mouvement de résistance des travailleurs et pour aider aujourd'hui à faire en sorte que la conférence mondiale ouverte de San Francisco soit un succès.

Je suis d'accord avec l'appréciation du rapporteur quand il signale que la conférence mondiale constitue un point de référence comparable à la conférence de Zimmerwald.

Au Pérou, les trotskystes ont décidé d'occuper leur place, avec les autres mili-

tants dans la CGTP, la Confédération générale des travailleurs du Pérou, parce que nous considérons que nous devons aider le mouvement de résistance des travailleurs, pour la défense de la souveraineté nationale, contre les privatisations, contre la dette extérieure. Dans la dernière conférence nationale de la CGTP, trois cents délégués ont voté la participation à la conférence mondiale de San Francisco. Ce sont là des questions fondamentales pour construire un parti ouvrier indépendant en s'appuyant sur ce mouvement de résistance qui s'exprime notamment dans la Confédération générale des travailleurs du Pérou. Et nous comprenons ainsi les formes de transition que prend le combat

en Algérie, en France, en Azanie, aux Etats-Unis, à travers les partis des travailleurs qui se sont constitués. Nous pensons que notre tâche avec la CGTP et nombre de militants ouvriers est d'ouvrir pour le mouvement ouvrier péruvien la perspective de la construction d'un parti ouvrier indépendant s'appuyant sur ce processus de recomposition que représente la conférence mondiale ouverte.

Il me semble que la construction de la section péruvienne de la IV<sup>e</sup> Internationale est indissociable du combat pour aider à la réalisation de la conférence mondiale ouverte, à l'indépendance de la CGTP et par là à construire un parti des travailleurs indépendant. Merci.



**Lutte des classes  
et mondialisation**

Daniel Gluckstein

SELIO

**Cet ouvrage  
de 512 pages  
est en vente  
à la SELIO  
au prix de 150 F.**

**Prix spécial  
pour  
les commandes  
groupées  
(3 exemplaires  
minimum).**

**S'adresser à APIO,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris**

S'appuyant sur une masse considérable de faits et de documents accessibles à tous, confrontant ces matériaux aux ouvrages fondamentaux de la théorie marxiste, Daniel Gluckstein se propose de prouver que ce qu'on appelle "mondialisation" n'est que l'expression de la lutte des classes en régime capitaliste : lutte de la classe capitaliste pour abaisser constamment la valeur de la force de travail (le "coût du travail", comme il est convenu de dire aujourd'hui) ; lutte de la classe ouvrière pour se préserver, comme classe, de cette politique de destruction.

Il ne s'agit ni d'un livre "sur l'économie" ni d'une thèse académique, mais d'une contribution théorique et politique au combat pour l'émancipation ouvrière. Une contribution, donc, à l'organisation ouvrière indépendante qui est la condition de l'émancipation.

Comme il le dit lui-même, cet ouvrage n'engage que son auteur. Il s'inscrit cependant dans une continuité : celle du courant marxiste dans le mouvement ouvrier, courant marxiste dont la IV<sup>e</sup> Internationale incarne aujourd'hui la permanence.

Place à la discussion !

# Résolution sur les "guerres humanitaires"

(extraits)

1. — Jamais, depuis les deux guerres mondiales qui ont marqué l'entrée du système capitaliste dans sa phase d'agonie, l'impérialisme, le monde n'a connu autant de conflits armés, de massacres organisés, de guerres qu'on dit aujourd'hui "humanitaires". Guerres qui plongent chaque jour dans un abîme de misère et de souffrance des millions d'hommes, de femmes et d'enfants sur tous les continents. Au seul Soudan, dévasté par une guerre qui dure depuis dix ans, plus de 2,5 millions de personnes, dont 600 000 enfants, mourront dans les prochains mois. En Irak, à cause des atroces privations imposées au peuple irakien par l'embargo et sous les coups des frappes aériennes menées par les grandes puissances, plus de 500 000 enfants sont déjà morts.

Les "guerres humanitaires" ne cessent de se multiplier : dix officiellement recensées actuellement en Afrique, plus de 50 dans le monde entier. Elles se répandent en Europe, en ex-Yougoslavie transformée en un chaos sans fin. Elles s'annoncent dans les pays où, sous les coups de boutoir des plans dévastateurs dictés par le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne de Maastricht..., se dessinent les conditions de la désagrégation de la société (dislocation des cadres nationaux, régionalisation, mafiosisation de l'économie, drogue, corruption, etc.).

C'est ce que les institutions internationales responsables de cette politique cri-

minelle appellent d'un mot obscène : des "conflits de basse intensité".

Qu'est-ce qu'un "conflit de basse intensité" ? La Sierra Leone, par exemple, "devenu un Etat sans loi" où s'affrontent armée dite "régulière", "rebelle" et soldats de l'Ecomog, la force d'interposition de l'ONU. Des gamins de douze ans recrutés de force, hallucinés, drogués, s'entretuent à la kalachnikov, coupent bras et pieds des villageois, y compris des enfants. Telle est l'image d'horreur et de barbarie présentée en cette fin de siècle par le monde du "marché libre".

2. — Les phrases creuses et les mots ronflants, les discours "humanitaires" ne visent qu'à camoufler la fonction réelle et les buts de ces guerres : la lutte pour le contrôle des matières premières et de la drogue, le commerce des armes, générateurs de fabuleux profits au casino de l'économie pourrissante de la spéculation.

"Sans réelle administration, la Sierra Leone est devenue un terrain de prospection diamantifère pour groupes armés divers" (*Le Figaro*, 15 janvier 1999). Diamants, cobalt et autres richesses minières au Congo sont tombés aux mains des groupes anglo-américano-sud-africains, au terme de "contrats (qui) s'apparentent pour beaucoup à un hold-up opéré sur les richesses de l'ex-Zaïre" (*Le*

*Monde*, 13 janvier 1999). Pétrole en Irak, dans tout le Moyen-Orient, au Nigeria, où "les compagnies pétrolières internationales s'arrangeraient très bien d'une sécession du Sud-Est et du delta" (*Le Monde*, 23 décembre 1998). Trafic de drogue au Mexique, en Colombie, en Afghanistan, au Pakistan, en Asie... Les multinationales ont ainsi trouvé le moyen de réaliser les profits de leurs industries d'armement et de s'approprier au moindre coût les sources principales de matière première de continents entiers. Tel est le véritable contenu de la sentence du FMI taillant dans la chair et le sang des peuples une "Afrique utile et une Afrique inutile", comme l'a dénoncé la première session du **Tribunal pour juger les crimes de l'impérialisme en Afrique** (Johannesburg, février 1998, deuxième session à San Francisco, janvier 1999). Et maintenant, c'est "l'Europe utile et l'Europe inutile", l'Asie, l'Amérique, le monde entier "utiles et inutiles".

**3.** — Si la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, les "guerres humanitaires", "gérées" par l'ONU, sont la continuation violente et barbare de la politique d'ajustement structurel, de pillage, de destruction de la force de travail (qui se traduit en particulier par une véritable guerre menée par le capital contre la jeunesse dans le monde entier, comme le montrera le **Tribunal contre le travail des enfants**) et de décomposition conduite depuis des années par les gouvernements aux ordres des institutions internationales, elles-mêmes aux ordres du capital financier spéculatif et mafieux.

**4.** — « *La décennie 90 aura été celle des privatisations. Privatisations industrielles, après l'effondrement des dernières barrières idéologiques. Privatisations de la guerre, avec le désengagement des Etats et le renouveau du mercenariat. Privatisation, aussi, de la diplomatie (...) dans ces conflits "éclatés", de nouveaux acteurs — souvent privés — font la loi... ou la défont. Face à des mouvements de guérilla plus ou moins dégénérés, à des groupes mafieux aux connexions politiques, l'outil diploma-*

*tique s'avère souvent inadapté. Aussi, depuis cinq ou six ans, des ONG spécialisées dans la diplomatie privée ont-elles fait leur apparition* » (rapport de l'Institut de relations internationales et stratégiques — IRIS — *Le Figaro*, 5 juin 1998).

Tel est le véritable rôle des ONG, dont plus de 90 % sont financées, rappelons-le, par la Banque mondiale.

*"Comme les deux pans d'une alliance contre-nature, la guerre civile et l'aide humanitaire s'alimentent mutuellement. Les fabricants d'armes livrent des armes sophistiquées et les ONG fournissent l'aide humanitaire, ce qui favorise l'existence d'un vivier inépuisable de combattants capables d'utiliser les armements en question"* ("African Business", dans *Lower International*, 17 février 1998).

Tel est aussi le véritable contenu de la réforme de l'ONU que devrait consacrer le sommet du millénium, face auquel, à l'initiative du comité de suivi de la conférence des Amériques, de l'AFL-CIO de San Francisco et de l'Entente internationale, avec des militants et des organisations ouvrières de tous horizons et de tous les continents, se dresse la réalisation en janvier 2000 d'une **Conférence mondiale ouvrière ouverte pour la défense de l'indépendance des syndicats et des libertés démocratiques**.

**5.** — Seule l'indépendance des organisations peut trancher le nœud gordien des odieuses guerres humanitaires. La IV<sup>e</sup> Internationale place au premier rang du combat pour l'émancipation des travailleurs et des peuples la lutte contre la guerre et l'exploitation, mot d'ordre central de la conférence fondatrice de l'Entente internationale des travailleurs à Barcelone.

La tâche de tous les militants et de toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale est donc :

- d'expliquer de manière systématique et persistante à tous les travailleurs, aux militants sans distinction de tendance, quels sont les véritables fauteurs de guerre, de ces guerres qui ne profitent qu'à l'impérialisme pourrissant, à la substitu-



tion de l'économie spéculative à l'économie productive ;

- de grouper sur le terrain de l'indépendance de classe, afin de mener le combat pratique, indépendant, contre la guerre : c'est le sens de la campagne internationale contre l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie, de la campagne "pour la levée immédiate de l'embargo en Irak, l'arrêt des bombardements, le droit du

*peuple irakien à déterminer librement son destin, le droit de tous les peuples à déterminer librement leur destin*" ;

- d'aider partout les travailleurs à s'organiser dans l'indépendance pour en finir avec le système de la propriété privée des moyens de production, qui entraîne la civilisation humaine dans la barbarie et le chaos.

## ***Cahiers du mouvement ouvrier***

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an :

à partir du n° 1     à partir du n° 2     à partir du n° 3  
 à partir du n° 4     à partir du n° 5

Commande du n° 1 :     Commande du n° 2 :   
Commande du n° 3 :     Commande du n° 4 :   
Commande du n° 5 :

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

## **Cahiers du mouvement ouvrier**



CERMTRI  
Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux

N° 2 - JUIN 1998

## **Cahiers du mouvement ouvrier**



CERMTRI  
Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux

N° 3 - SEPTEMBRE 1998

PRIX : 50 F

# Résolution sur la conférence mondiale ouverte de San Francisco

(extraits)

**1.** — Quelques mois nous séparent de la tenue de la conférence mondiale ouverte de San Francisco, au début de l'an 2000, conférence qui a pour axe la défense internationale de l'indépendance des syndicats et des libertés démocratiques, aujourd'hui menacées par une offensive mondiale d'intégration corporatiste et d'inspiration totalitaire, dont le sommet mondial que l'ONU organise en juin 2000 représente une échéance majeure.

Aujourd'hui, selon les termes utilisés par l'appel à la conférence mondiale ouverte de San Francisco, il y a une tentative de généralisation au monde entier de ce système d'inspiration totalitaire et corporatiste supranational, sous le contrôle des Etats-Unis, dont il est question au travers du sommet mondial de l'année 2000, qui "vise à regrouper tous les acteurs de la prétendue société civile (employeurs locaux, ONG, Eglises, syndicats, organismes de charité, lobbies et partis politiques) dans un cadre commun".

"Participation responsable", partenariats et pactes sociaux pour l'emploi, "syndicalisme de développement", "unité de dialogue social", "cogestion", "dimension sociale des ajustements structurels" : ce sont quelques-unes, parmi une dizaine d'autres, des expressions politiques qui,

finalement, se résument à une seule et même réalité : la volonté d'intégrer verticalement les syndicats à la mise en œuvre des exigences les plus meurtrières des détenteurs privés des moyens de production par leur intégration à des institutions internationales, supranationales et régionales, et à la gestion capitaliste des entreprises. L'expression la plus avancée de ce processus est sans doute la Confédération européenne des syndicats, en tant qu'instrument directement relié aux institutions européennes de Maastricht et d'Amsterdam. Il s'agit d'exiger des organisations syndicales qu'elle se fassent l'instrument de leur propre destruction, et donc l'instrument de la destruction de la classe ouvrière comme classe organisée.

C'est le droit de la classe ouvrière à s'organiser de façon indépendante qui est remis en cause. Combinées à cette offensive corporatiste, se développent des offensives directement répressives mettant en cause les libertés syndicales (droit de se syndiquer, droit de grève). Cette remise en cause du droit des organisations syndicales à exister comme organisations indépendantes est un acte majeur de la remise en cause de la démocratie.

**2.** — (...) La crise de décomposition du régime de la propriété privée des moyens de

production fait de la question de la préservation de l'indépendance des syndicats la question centrale. Elle concentre la question de la démocratie et de la civilisation humaine.

En ce sens, pour nous, la conférence mondiale de San Francisco, conférence pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales et des libertés démocratiques, et les efforts convergents qui, sur ce terrain, se sont développés entre l'Entente et des secteurs du mouvement ouvrier des Etats-Unis et du monde entier constituent le plus haut degré d'un front unique concentré sur la question essentielle de la préservation de la classe ouvrière comme classe organisée.

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, pour l'orientation de front unique qui est la nôtre, le combat pour la défense des organisations syndicales se relie à notre combat contre la guerre, au combat pour aider les travailleurs, à travers leur mobilisation, à surmonter l'obstacle que constituent les appareils. Préservant toute notre indépendance, nous ne faisons pas de nos positions sur ces questions un préalable au combat commun pour préserver la classe comme classe organisée.

D'autres questions sont et seront posées. La façon d'aborder ces questions devra être évaluée au cours de la conférence. Mais, en son centre, il y a le combat commun pour la préservation de l'indépendance des organisations syndicales.

Pour nous, le processus de destruction des organisations ouvrières est engagé, mais nullement achevé. Dans tous les pays, dans tous les continents, à tous les niveaux, des organisations, des militants, des responsables cherchent à préserver les organisations de classe, et cela, au-delà de leurs positions politiques.

Notre responsabilité est d'aider à constituer un cadre permettant à tous ces secteurs de converger pour créer un point d'appui internationale à la résistance.

**3.** — Dans la discussion, nous avons estimé indispensable d'établir avec la plus grande clarté les enjeux de l'offensive qui

cherche à intégrer les organisations syndicales à l'OMC.

Il s'agirait d'une intégration qui verrait les organisations syndicales participer à un mécanisme de sanctions commerciales contre les travailleurs et les peuples, et donc aussi à leur propre destruction.

Il est en effet question que, dès l'année prochaine, l'OMC intègre dans son fonctionnement une "clause sociale", s'inspirant de la nouvelle déclaration de principes de l'OIT. Pourquoi l'OMC et pour quoi faire ?

La revue d'une organisation syndicale explique :

*"L'OMC se distingue des autres organismes internationaux par son pouvoir... Non seulement elle établit les règles qui régissent le commerce mondial, mais elle peut arbitrer les conflits commerciaux entre Etats. Quand la procédure d'examen par le groupe spécial est épuisée et si une plainte est maintenue, l'organe de règlement des différends autorise des mesures de rétorsion. L'OMC peut imposer ses règles sous peine de sanctions..."*

Intégration des organisations syndicales à l'OMC, au FMI et à la Banque mondiale, intégration à l'ONU en tant que composantes de ladite "société civile", intégration à la gestion des multinationales au travers de "labels sociaux"... C'est ce dispositif convergent de destruction des organisations indépendantes dans le but de les associer à la destruction de la force de travail qui est au cœur de la préparation du sommet mondial de l'année 2000 de l'ONU.

**4.** — Répétons-le : tout cela n'est pas pour un lendemain incertain. Cette "réforme globale", qui vise à faire des syndicats des instruments directs des impératifs commerciaux de la guerre commerciale que livrent les Etats-Unis, les institutions comme le FMI et la Banque mondiale, aux peuples et aux travailleurs, fait l'objet d'un calendrier centralisant l'activité de l'ensemble des ONG, qui va du rassemblement à Berlin en juin 1999 à la conférence "alternative" qui aura lieu à Seattle,

à l'occasion de la prochaine conférence de l'OMC. L'OMC va se réunir en novembre 1999 pour engager le "Millennium Round", pour appliquer/négocier une plus grande libéralisation du commerce mondial. Nous connaissons le contenu de ce "Round", puisqu'il a été révélé lors d'une négociation de l'AMI à l'OCDE. L'objectif de l'AMI est d'établir les conditions permettant le pillage généralisé par les Etats-Unis de tous les marchés nationaux de la planète.

Par ailleurs, il est important de préciser que, sans attendre sa signature, des chapitres entiers de l'AMI sont d'ores et déjà mis en œuvre.

Pour réaliser le calendrier des multinationales, l'OMC a besoin de désarmer les syndicats en les intégrant, à travers les clauses sociales, dans les accords de libre-échange. Ces clauses sociales visent à détruire tous les droits syndicaux, le droit à s'organiser, le droit de négocier, le droit de grève, le droit aux contrats collectifs et au Code du travail.

**5.** — Elle se concrétise aussi, d'ores et déjà, dans un vaste mouvement de recomposition syndicale, dont l'expression la plus avancée est la dissolution de quatre organisations professionnelles internationales syndicales (la FIET, l'IC, la FGI et la Fédération de l'audiovisuel et des médias) au profit d'une "nouvelle internationale pour un nouveau millénaire", l'UNI (Union Network International), dont la constitution est formellement liée à la mise en œuvre des sanctions commerciales par l'OMC.

Cette "nouvelle internationale", par ses objectifs, ses structures, constitue une offensive centrale d'intégration de toutes les organisations syndicales dans les institutions mondiales (OMC, ONU) et régionales (Union européenne, ALENA-NAFTA, etc.) et vise à remettre en cause toutes les organisations syndicales internationales (en particulier, la CISL) et toutes les confédérations nationales.

**6.** — Dans cette situation d'offensive directe contre le droit de la classe ouvrière à exister comme classe organisée, il s'opère des différenciations. Certains sec-

teurs des organisations acceptent de s'intégrer comme des "commandos avancés" de cette offensive. Mais en même temps, il existe à tous les niveaux, du haut jusqu'en bas des organisations, des secteurs qui cherchent à rester sur le terrain de l'organisation syndicale comme organisation indépendante, et cela, en relation avec la résistance de la masse des travailleurs aux plans de destruction de leurs conquêtes.

La conférence de San Francisco doit être considérée comme le prolongement du front unique qui s'est réalisé d'abord dans la tenue de la conférence des Amériques et qui s'est ensuite matérialisé dans l'appel lui-même à la conférence mondiale ouverte (...).

La démarche de front unique, cela signifie quoi ? Cela voulait dire, par exemple, que dans la conférence des Amériques (novembre 1997), il y avait des responsables qui n'étaient pas nécessairement contre le principe de l'accord du type ALENA-NAFTA. Mais ils étaient en désaccord avec le contenu même de l'ALENA-NAFTA tel qu'il était mis en œuvre par Clinton. Et nous avons réalisé l'unité avec eux sur le mot d'ordre : « Non à l'ALENA-NAFTA, non au "fast track", non aux privatisations ! », tout en développant de manière indépendante notre propre position politique structurée sur : "Abrogation de l'ALENA-NAFTA !"

Dans la préparation de la conférence mondiale de San Francisco, c'est cette même méthode qu'il nous faut utiliser et approfondir. Il y a des responsables syndicaux qui, confrontés aux délocalisations, au dumping social qui frappe les travailleurs, pensent qu'une clause sociale peut être un élément limitant les dégâts. Mais en même temps, ils refusent la clause sociale telle que l'OMC veut l'imposer, avec ses conséquences : pactes sociaux, pactes pour l'emploi, parce qu'ils se situent sur le terrain de la défense des normes et des conquêtes sociales.

C'est contre cela que nous cherchons à aider le front unique et, en même temps, pour la défense de ces conventions de l'OIT qui consacrent plus d'un siècle de lutte de classe (Conférence de Genève).



# Résolution sur les structures d'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale

(extraits)

**1.** — L'édification, la consolidation, la continuité de l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections sont des tâches premières fondant la démocratie interne (forme que prend la démocratie ouvrière dans la IV<sup>e</sup> Internationale) ; la base de la démocratie ouvrière (centralisme démocratique, liberté totale de discussion du "sommets à la base" et de la "base au sommet", sans hiérarchie, unité totale dans l'action), c'est d'abord l'information régulière et complète disponible pour tous les membres de l'organisation et traitant des questions théoriques, politiques et d'organisation. Sur ce terrain, un progrès notable, mais insuffisant, s'est opéré depuis la re proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**2.** — Le Quatrième Congrès mondial estime que la solution des problèmes d'organisation ne saurait être séparée des problèmes théoriques, politiques, des tâches pratiques d'intervention politique dans la lutte des classes.

C'est seulement à partir de la solution des questions d'organisation, appréhendées dans leurs connexions, leur enchaînement réel, que nous pourrons mettre en œuvre la méthode du marxisme (bolchevisme), unité de la théorie et de la pratique dans et par l'organisation. Toute autre

approche conduit à substituer au marxisme l'idéologie, méthode a priori conduisant à l'empirisme, se substituant à l'analyse rigoureuse des rapports réels à partir des principes du programme, et ainsi à ne pas accomplir, à partir des principes, la tâche centrale prescrite par le programme : avancer vers la solution de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat pour sauver l'humanité de la vague montante de la barbarie.

**3.** — Le Quatrième Congrès mondial prend toute sa signification avec l'élection de l'instance dirigeante. Instance qui aura pour tâche l'impulsion de l'élaboration théorique politique collective et d'aider les sections dans leur travail de construction, sur la base des résolutions politiques adoptées. Le conseil général ne se substitue pas aux directions des sections.

**Le Quatrième Congrès mondial décide donc la mise en place des structures suivantes :**

a) Le conseil général, qui se réunit au moins une fois par an, est l'instance dirigeante de la IV<sup>e</sup> Internationale entre deux congrès. Il est proposé de constituer des secrétariats continentaux pour les Amériques (sous-secrétariat Amérique du Nord, sous-secrétariat Amérique du Sud), Afrique, Asie, Europe (sous-secrétariat balkanique).

Ces mesures sont prises en relation avec les moyens financiers, de façon à assurer une plus grande cohésion politique et d'organisation. Les secrétaires continentaux sont nécessairement membres du conseil général.

b) Il est proposé de tenir le Cinquième Congrès mondial dans les dix-huit mois.

c) Chaque section est tenue, selon ses moyens, de verser une cotisation annuelle. Le montant de ces cotisations est ratifié par le conseil général.

d) Le conseil général élit un secrétariat international, l'instance qui assure la continuité politique et l'exécution pratique de ses décisions.

e) Le secrétariat international doit se doter des moyens pour devenir le centre effectif de liaison, d'information, d'orientation politique, assurant ainsi les moyens politiques matériels et d'organisation pour que le conseil général puisse contrôler le travail du secrétariat international (travail collectif et de chacun de ses membres). Le secrétariat international assurera avec les

secrétaires continentaux la centralisation du travail dans la jeunesse en se dotant d'un responsable pour cette tâche.

f) La lettre aux sections (hebdomadaire) éditée par le secrétariat international doit devenir l'organe international de discussion, d'information, d'échange des expériences et des résultats atteints par l'activité des sections. Chaque section désignera un correspondant de la lettre. Le secrétariat international organisera l'échange, l'envoi des articles, des informations, pour aider à l'élaboration et la rédaction des journaux des sections.

g) Le congrès élit la commission de contrôle. L'une des tâches de la commission de contrôle sera d'interpréter les statuts actuels (adoptés lors de la conférence de reproclamation de juin 1993). Ces statuts restent en vigueur jusqu'au prochain congrès.

Le Quatrième Congrès décide l'ouverture d'une discussion sur les statuts, qui sera tranchée lors du Cinquième Congrès.

## Résolution sur l'organe central de la IV<sup>e</sup> Internationale (*La Vérité*) et la question du comité de rédaction international

1. — L'intervention politique indépendante de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections est indispensable à la stratégie de la transition incarnée dans l'Entente internationale, dans la réalisation des objectifs et des campagnes décidées en commun dans le cadre de l'Entente.

La première traduction pratique de cette indépendance politique, c'est l'expression publique centralisée de la IV<sup>e</sup> In-

ternationale. L'une des questions clés que doit discuter le congrès est donc celle de l'organe central de la IV<sup>e</sup> Internationale, de la revue.

La parution de *La Vérité* comme revue de l'Internationale, paraissant régulièrement en anglais, en espagnol et en français, est indispensable pour l'accomplissement des tâches de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections.



L'engagement de toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale à assurer la publication de la revue de l'Internationale dans leur propre langue est une tâche de premier ordre.

**2.** — A cette étape, *La Vérité* paraît en français, en espagnol et en anglais.

Des versions portugaise, grecque et allemande sont également publiées.

Le comité de rédaction international de *La Vérité* doit être l'émanation de la direction internationale. Il est donc indispensable de partir des instances :

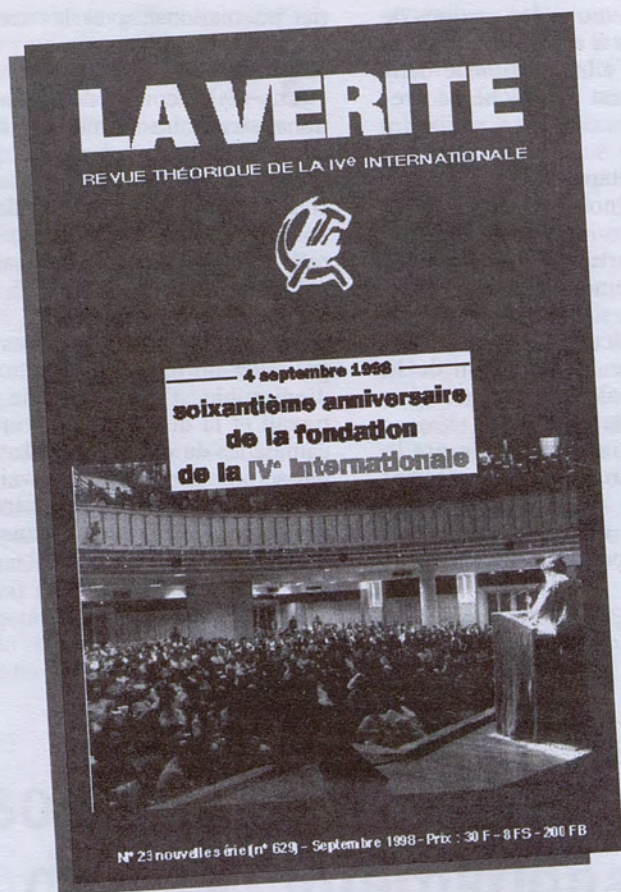
a) La direction internationale est le conseil général, qui élit un secrétariat international.

b) Le comité de rédaction sera donc composé du noyau permanent du secréta-

riat international, avec les secrétaires des secrétariats continentaux.

**3.** — Le comité de rédaction international se réunira au moment des réunions du secrétariat international plénier, incluant les secrétaires des secrétariats continentaux. L'association de cadres des sections à la rédaction de *La Vérité* n'est pas limitée à l'appartenance au comité de rédaction.

Le comité de rédaction est chargé de présenter un plan d'élaboration théorique d'ensemble, d'organiser une division du travail et la discussion continue entre les camarades du comité de rédaction et ceux qui seront associés à ce travail, et de rassembler les contributions individuelles dans le cadre d'une discussion d'ensemble.



## **LA VERITE**

**Bulletin d'abonnement**  
Un an, 4 numéros : 120 francs

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

**Rédaction, administration et correspondance**  
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)  
**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps,  
Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue,  
Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein,  
Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie,  
Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



---

Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X